

La Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE REVOLUTIONNAIRE

Dans ce numéro :

La Russie est-elle une communauté socialiste ?

(Suite et fin du débat)

Earl Browder
Max Shachtman

PAUL DELESALLE
et la bombe du restaurant Foyot
par Jean Maitron

Les travailleurs nord-africains à Paris
par Michel Collinet

IL EST ENCORE TEMPS DE CONSTRUIRE LA PAIX
par N. Faucier

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue syndicaliste révolutionnaire
(mensuelle)

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGERIE, COLONIES

Six mois 230 fr.
Un an 400 fr.

EXTERIEUR

Six mois 300 fr.
Un an 500 fr.

ADRESSER LA CORRESPONDANCE

concernant la Rédaction
et l'Administration à la

Révolution prolétarienne

14, rue de Tracy — PARIS (2^e)

Téléphone : CENTral 17-08

PERMANENCE

Tous les soirs, de 17 à 19 heures
le samedi, de 16 à 19 heures

UTILISER POUR LES ENVOIS DE FONDUS

notre compte chèques postaux :

Révolution prolétarienne 734-99 Paris

Sommaire du N° 42 - Septembre 1950

La Russie est-elle une communauté socialiste ? (suite et fin du débat : Earl Browder — Max Shachtman).

Paul Delesalle et la bombe du restaurant

Foyot

Un prolétariat abandonné : Les travailleurs nord-africains à Paris

Contre la guerre et la servitude : Il est encore temps de construire la paix

Pour une revue populaire du syndicalisme libre

Notre titre est-il absurde ?

Opinions de : Mlle Landry ; A.-V. Jaquet ; J.-M. Desperrier.

Une journée régionale d'études (Cercle de Lyon).

J. MAITRON

M. COLLINET

N. FAUCIER

J. REGANY

Parmi nos lettres

Propos d'un désabusé

Il faudra se battre

PARROT

A. HEBERT

Notes d'économie et de politique

Réponses à quelques questions : Les croyances ne viennent pas du Saint-Esprit. — Le dirigisme est l'organisation de l'exploitation des travailleurs. — La disparition du travail non socialement nécessaire. — En quoi les Russes sont des barbares. — Erreur ?... Pas encore !

Chang a rompu ses engagements

R. LOUZON

La renaissance du syndicalisme

Avant le congrès de la C.G.T.-F.O.

L'U.D. DE LA LOIRE

Livres, revues et journaux

Daniel Guérin : Où va le peuple américain?

A. ROSMER

Faits et documents

Les faits du mois. — Pacifisme et internationalisme. — Il n'y a pas de liberté dans la misère. — Un pas vers le socialisme ouvrier... mais c'est en Allemagne.

Entre nous

LA LIGUE SYNDICALISTE

La Ligue syndicaliste se propose :

1° De travailler à la renaissance du syndicalisme révolutionnaire, en faisant prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser le maximum d'action contre le patronat et contre l'Etat ;

2° De défendre l'indépendance du syndicalisme à l'égard du gouvernement comme à l'égard des partis. La charte d'Amiens vaut en 1949 comme en 1906. La théorie de la direction unique du parti et des syndicats, c'est-à-dire du rôle dirigeant du parti, conduit la C.G.T. à la division et à l'impuissance. La politique de la présence, sans mandat ni garanties, rend la C.G.T. dépendante du gouvernement ;

3° De rappeler que l'unité syndicale implique une maison confédérale habitable pour tous les syndiqués, la démocratie syndicale étant respectée du haut en bas de la C.G.T., les fonctionnaires syndicaux ne se considérant pas comme une bureaucratie omnipotente et ne regardant pas les syndiqués comme de simples contribuables ;

4° De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes

pratiques et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, en préconisant la formation de Cercles d'études syndicalistes ; en démontrant, dans la pratique journalière, qu'étudier et bien se battre ne s'excluent pas, au contraire ;

5° De lutter contre le chauvinisme qui déferle jusque dans la C.G.T. et la Fédération syndicale mondiale. La place des travailleurs n'est ni derrière l'impérialisme américain ni derrière l'impérialisme russe. Elle est derrière une Internationale syndicale ne confondant son rôle ni avec le Bureau international du Travail ni avec l'Organisation des Nations Unies. Une Internationale qui appelle avec plus de force qu'il y a cent ans les prolétaires de tous les pays à s'unir. Chaque effort donné à une institution gouvernementale est un effort volé à la C.G.T. et à l'Internationale ;

6° De rappeler sans relâche que le syndicalisme ne peut s'édifier avec puissance que sur les triples fondations de l'indépendance, de la lutte de classes et de l'internationalisme ;

7° De maintenir vivant le précepte de la Première Internationale : l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.

LA RUSSIE

est-elle une communauté socialiste ?

Dans la « R.P. » du mois d'août nous avons publié l'exposé d'Earl Browder et celui de Max Shachtman au cours du débat contradictoire organisé à New-York, le 30 mars dernier, sur le sujet suivant : La Russie est-elle une communauté socialiste ?

Nous donnons, ci-après, la suite et fin de ce débat passionnant.

Réplique d'Earl Browder

En écoutant l'acte d'accusation passionné dirigé contre cette monstreuse réaction qui déferle de l'Est, cet Est arriéré et barbare en train d'engloutir graduellement l'Ouest progressif et civilisé, j'avais l'impression que, maintenant certes, mettons, si c'était vrai, il vaudrait mieux que je m'enrôle dans la croisade qui est menée par ceux qui aujourd'hui formulent la politique qui vise à balayer cette menace qui est pire que celle de Hitler, parce qu'elle est tellement plus efficace, parce qu'elle peut même amener des progrès dans le développement matériel de la vie tandis qu'elle détruit tout ce que nous chérissons le plus, tout ce qui rend la vie digne d'être vécue.

Et pendant que j'étais perplexe en écoutant parler de cette guerre pour détruire l'Union soviétique pour laquelle un sergent recruteur a fait ce soir un appel très efficace, j'étais forcé d'hésiter un peu, parce que j'avais à me demander : que se passe-t-il aujourd'hui dans cette Pologne qui a été engloutie par le monstre, que se passe-t-il aujourd'hui en Italie, alors que ce pays a été préservé du monstre et sauvé pour notre conception plus haute ? Et il se trouve que je sais que la Pologne, qui a été engloutie par ce monstre, a vu pour elle cette conséquence que pour la première fois dans son histoire elle a pu se relever et commencer à organiser sa vie, et qu'elle est en train de l'organiser d'une façon telle que tout capitaliste simple et honnête qui a été là-bas a été obligé d'en parler avec admiration. Pour la première fois de son histoire la terre de Pologne est aux mains des masses qui la cultivent. Pour la première fois de son histoire, la grande propriété a été abolie. Pour la première fois de son histoire, l'économie de la Pologne augmente. Et je me retourne et je regarde l'Italie, ou la France, que l'Amérique a sauvées du monstre. Et que vois-je en Italie ? Le sauvetage de l'Italie des griffes du monstre a été obtenu au prix du carcan qu'on a remis aux fermiers italiens : la loi des propriétaires terriens, classe-sangue la plus avide qu'on ait vue hors de l'Europe de l'Est, où elle a été détruite.

Nous avons beaucoup entendu parler aujourd'hui de baisse des niveaux de vie. Il est étrange que vous n'ayez pas entendu un mot au sujet de la baisse de niveau de vie des masses italiennes qui ont été sauvées de ce monstre. Nous avons sauvé la France de ce monstre, et pourtant dans les journaux de ce matin vous pouvez lire de combien le salaire mensuel moyen des ouvriers français a décliné depuis la libération des nazis. Depuis que les Américains se sont mêlés de diriger les affaires françaises, le salaire moyen de l'ouvrier français a décliné de 50 dollars par mois — par mois ! — à 24 dollars 50 par mois. Le prix du sauvetage des

travailleurs français des griffes de ce monstre fut l'amputation de moitié des salaires. Amputation de moitié !

Qu'arrive-t-il aux salaires en Russie et dans ces pays engloutis par le monstre, ces pays où l'on construit un socialisme de ce genre auquel s'en prend mon contradicteur ? Il est tout à fait établi que le niveau de vie des travailleurs et des paysans s'est élevé régulièrement dans chacun de ces pays. Vous pouvez dire à bon compte et très facilement que c'est un mensonge, mais les chiffres de production ne mentent pas. Mon adversaire peut ce soir faire grand étalage du développement de son genre de statistiques pour prouver que le niveau matériel des ouvriers russes d'aujourd'hui est inférieur à celui de 1914. Mais pour vous faire ce mensonge, il est obligé de vous dissimuler les réalités de base de la production dans l'Union soviétique. Il vous dit que les bureaucrates profitent de toute la production en Union soviétique. Eh bien, en 1914, le chiffre de la production de chaussures, par exemple, pour prendre un seul détail, était de 29 millions de paires par an. En 1948, la production des chaussures était de 380 millions de paires. 350 millions de nouveaux bureaucrates, je suppose, ont mis des chaussures. La production textile dans l'Union soviétique en 1948 était quatre fois la production de textile de 1914. Je suppose que les milliards de mètres de textile produits de plus qu'en 1914 sont tous portés par les bureaucrates de l'Union soviétique. Il doit y en avoir une quantité énorme. Tout le pays est bien entendu composé de bureaucrates, bien entendu.

Il est sot de prétendre, et personne ne le fait, que la vie est facile en Union soviétique, et que les problèmes sont résolus. J'ai fait comprendre dans mon exposé que la hausse du niveau de la vie matérielle dans l'Union soviétique ne correspondait en aucune façon au développement de la production totale. J'en ai expliqué la raison : pour l'avenir du socialisme, surtout dans un pays qui commence comme l'un des plus en retard du monde, il est nécessaire de traverser une période prolongée, qui ne serait pas du tout nécessaire pour l'Amérique, de l'accumulation du capital de base, c'est-à-dire de l'accumulation des moyens matériels de production, d'avoir des dépenses énormes pour l'éducation des masses, pour élever une nation entière qui a été maintenue arriérée pendant des siècles, pour l'élever jusqu'aux niveaux modernes d'instruction et de science. Et qu'il est surtout nécessaire de prendre des mesures de défense nationale pour ce pays, afin que le socialisme ne soit pas réduit à l'état d'illusion par sa destruction dans un monde ennemi. Je n'ai pas entendu un mot de mon adversaire sur ces sujets. Ces choses sont-elles importantes, ou bien la destruction immédiate du socialisme est-elle la seule preuve, comme il dit ?

Je dis qu'une personne qui peut parler ainsi des problèmes de la construction d'une société socialiste nouvelle dans un pays où les forces de production n'étaient pas développées par le capitalisme, qu'une telle personne se rend coupable de vulgaire fraude quand elle vous parle au nom de Marx. Il n'y a rien de Marx dans toute cette façon de raisonner. Il n'y a que la vulgaire démagogie d'écoles de socialisme telles que par exemple celle du célèbre Disraëli en Grande-Bretagne. Ce nom, vous ne le connaissez probablement que comme celui de l'un des grands fondateurs de l'Empire britannique. Mais en même temps, Disraëli le conservateur était une manière de socialiste, un ennemi acharné du capitalisme, du genre de socialisme qui veut protéger la classe ouvrière des maux de l'industrialisation et leur substituer la protection bénévole des hommes de cœur comme Disraëli qui fonda l'Empire britannique ou qui l'amena à un niveau élevé. Le socialisme du conservateur Disraëli est respectable au même titre que le socialisme qui a été exposé ici par mon adversaire.

Marx a dit que l'évolution qui amène le socialisme, qui fait que le socialisme est inévitable est l'expansion des forces productives qui sous le capitalisme atteint une limite au delà de laquelle elle ne peut aller sans avoir abandonné le capitalisme et adopté les méthodes socialistes, en abolissant la propriété privée. Mon adversaire ce soir repousse ce principe essentiel du marxisme. En agissant ainsi il se dirige vers les formes réactionnaires du socialisme, si l'on peut lui faire l'honneur de ce nom. Socialisme chrétien, peut-être.

Nous avons entendu beaucoup parler de la démocratie et de la nécessité de la réalisation absolue de la démocratie comme étant la précondition pour l'établissement du socialisme. Je ne le cède à personne dans mon estimation de la démocratie, mais quand on nous oppose comme la condition préalable pour la réalisation du socialisme que la démocratie doit être complètement réalisée, je peux seulement dire à ce monsieur qu'il a une foi touchante dans les possibilités du capitalisme, foi que je ne peux pas partager. J'ai appris de Marx et Engels que le socialisme est la condition préalable de la réalisation complète de la démocratie, non que la réalisation complète de la démocratie est la condition préalable de la réalisation du socialisme. Si la réalisation absolue de la démocratie est possible avant le socialisme, à quoi sert le socialisme ? Le socialisme est un moyen d'atteindre le plein développement de la démocratie. Si vous pouvez l'obtenir avant d'avoir le socialisme, vous n'aurez pas besoin des moyens.

De même, avec cette question de la consommation, on use d'artifice en prenant le but pour l'obstacle qui nous empêche d'obtenir les moyens. Bien sûr, le but final de toute production est de donner aux hommes, femmes et enfants les bonnes choses de la vie. Bien sûr, c'est là le but final. Mais quand ce soir mon contradicteur vient ici vous dire que parce que le nouveau système socialiste en Russie n'a pas donné ces bonnes choses, ce n'est pas du socialisme, et que c'est là le seul test que nous ayons pour savoir si c'est ou non du socialisme, ce qu'il fait réellement aurait pour résultat, puisque vous ne pouvez pas obtenir le but du socialisme aujourd'hui, de vous mettre dans l'impossibilité de comprendre que le moyen d'atteindre ce but est en train de naître. Et parce que ce moyen est en train de naître, lui vous le dénonce ici comme faux.

J'ai écouté avec étonnement l'affirmation que l'accroissement des forces de production en Russie était simplement la répétition de ce qui, à plusieurs reprises, et partout où cela fut tenté, a été fait sous le capitalisme. Cette déclaration, j'en suis bien sûr, serait applaudie à la Chambre de commerce des Etats-Unis et à l'Association nationale des Industriels. Mais il se trouve que c'est un mensonge absolu. Je vous ai cité les chiffres essentiels pour vous montrer que — et ces chiffres ne peuvent pas être contestés — pour vous montrer que le chiffre de quatre fois l'accroissement de la production américaine est normal en Union soviétique ; que nous comparons la proportion normale en Union soviétique à la proportion la plus élevée dans l'histoire de l'Amérique, de sorte que la pro-

portion moyenne est beaucoup plus rapide. Mon contradicteur vous raconte ce soir que c'est là purement et simplement du capitalisme à l'œuvre d'une façon normale, un capitalisme bureaucratique, mais néanmoins du capitalisme. Une société exploitante, dit-il, ce qui, je suppose, est un pseudonyme pour capitalisme prolongé. Quand, toutes les bonnes choses lui étant accordées, il fait cette concession au capitalisme, je vous assure que c'est tout à fait injustifié. Le capitalisme n'a plus de telles possibilités d'accroître la production.

Il nous a aussi décrit avec une grande admiration comment le taux de productivité par ouvrier est de quatre à six ou huit fois autant en Amérique qu'en Russie. C'est vrai, et cela démontre exactement le contraire de ce qu'il a essayé de nous dire. Il est vrai que nous avons des réalisations techniques de productivité de loin supérieures en Amérique à tout ce qu'ils ont en Union soviétique. Pourquoi alors n'avons-nous pas l'accroissement de l'économie dans son ensemble qui devrait en résulter ? Parce que le capitalisme empêche l'utilisation de ces techniques. Comment se fait-il que, avec une technique beaucoup plus attardée en Union Soviétique, on est capable de faire beaucoup plus de progrès qu'en Amérique ? Parce que le socialisme permet une utilisation tellement plus élevée des forces de production qu'un pays considéré comme en retard — techniquement — peut dépasser le capitalisme le plus avancé techniquement aujourd'hui.

Le président m'informe qu'il me reste à peu près deux minutes. J'ai vraiment pris plus de temps que celui que je considérais comme nécessaire pour répondre à l'exposé fantaisiste du procès antisoviétique qui vous a été présenté ce soir.

Réplique de Max Shachtman

Mon adversaire a commis une imprudence. Il a cité un nom qu'il n'aurait pas dû citer — l'Association Nationale des Industriels. Je craignais qu'il ne le fasse ; j'espérais qu'il ne le ferait pas. J'ai ici une brochure, *Les Communistes et l'unité nationale*, une interview du P.M. — c'est, ou c'était un journal de New-York — interview d'Earl Browder, le 15 mars 1944, par M. Harold Lavin, sous-rédacteur en chef de ce journal de New-York, le P. M. « Question posée par M. Lavin à M. Browder : « J'ai eu une discussion avec deux de mes amis de l'Association Nationale des Industriels (1), et je dois dire que vous vous entendriez bien avec eux. Dans les grandes lignes ils parlent presque mot à mot comme vous. »

Réponse de M. Browder : « Parfait. Je suis ravi d'entendre cela. Je ne suis nullement fâché de vous entendre dire que les membres dirigeants de la NAM parlent comme moi. Mon rapport à l'assemblée générale de notre parti fut distribué à tous les délégués de la conférence économique de la NAM, et l'on m'a dit que presque tout le monde l'a lu en entier. »

Eh bien, je suis socialiste. Je ne distribue pas mes écrits à la NAM. Je ne défends pas la NAM. Je n'y ai pas d'amis. Je ne défends pas son système social. Je l'ai combattue pendant presque trente ans à ce jour — je suis sur le point d'en fêter même le modeste anniversaire — je ne me suis jamais laissé fléchir ! Je n'ai pas soutenu l'impérialisme américain dans la guerre ! Je n'ai pas soutenu le lancer de la bombe atomique ! Je n'ai pas soutenu le système capitaliste américain ni indiqué comment il peut croître.

Je donne toute une série de faits absolument inattaquables. Je m'abstiens aussi soigneusement que possible de les prendre à des sources ennemies. Je les prends à des sources staliniennes officielles. Je ne prends pas des détails accidentels ou fortuits qui

(1) Note du Tr. National Association of Manufacturers : en abrégé : NAM.

paraissent dans n'importe quel journal ; je prends des articles de fond, qui représentent le régime et comment il opère.

Typique est la réponse. Typique est la réponse. « Et l'Italie ? » « Et la France ? » C'est devenu une farce, une mauvaise farce. Vous connaissez le timide visiteur américain à qui l'on fait visiter Moscou, ses merveilles, qu'on emmène dans le somptueux métro aux panneaux de marbre — avec un guide, bien entendu. On attend... on attend 5 minutes, 10 minutes, 15 minutes. Le timide Américain dit : « Vos trains ne passent pas bien souvent. » « Oui. Et les nègres aux Etats-Unis ? »

Mais je ne justifie pas la persécution et le lynchage des nègres aux Etats-Unis. Je ne soutiens pas le plan Marshall. Je ne prends pas la défense des propriétaires fonciers italiens. Je ne prends pas la défense des propriétaires fonciers polonais. Je ne prends pas la défense de la bourgeoisie en France. Je m'oppose à eux. *Et je me suis opposé à eux quand Browder était de leur côté.* N'y était-il pas ? Je n'ai jamais été leur allié. Browder l'était. Le parti communiste l'était. Staline l'était.

Mes camarades furent massacrés parce qu'ils étaient accusés d'avoir fait un pacte avec Hitler. Browder dit bien entendu qu'il n'y avait pas de document pour le prouver. L'opposition, dit-il dans une brochure, avait été assez habile pour brûler ses documents. Mais il y a un document qui ne fut pas brûlé. Il fut imprimé dans le *Daily Worker*, n'est-ce pas, par M. Browder. Et il écrivit un article là-dessus, n'est-ce pas ? — à l'époque où il pouvait écrire dans le *Daily Worker* ! Et la signature de Hitler ou de Ribbentrop était sur ce document, n'est-ce pas ? Quelle signature russe y figurait ? Celle de Trotski ? de Rakowski ? Toukatchevski ? Quelle signature y avait-il sur ce traité d'alliance entre Hitler et la Russie soviétique ?

Vous me parlez, à moi, socialiste révolutionnaire et internationaliste, de l'Italie ? Qui se soucie de l'Italie ce soir ? Je discuterai avec vous la question de l'Italie dans un autre débat ! Je discuterai avec vous la question de l'impérialisme américain dans un autre débat ! J'ai quelques mots à dire là-dessus. Je répéterai ce que je dis depuis trente ans.

Mon sujet, c'est : la Russie est-elle une communauté socialiste ? C'était là le sujet présumé de ce soir. Pas un seul des sujets dont j'ai parlé ne fut abordé ou traité, n'est-ce pas ? Mon exposé « appelait une croisade de l'Ouest progressif contre la réaction ». Pourquoi ? Pourquoi ? Qui a parlé de l' « Ouest progressif » ? Browder en a parlé, pas moi. Je n'en ai jamais parlé.

Quand Browder était internationaliste, quand il s'opposait à la guerre impérialiste de 1917 dans ce pays, que lui disaient les patriotes ? Sur quels chefs d'accusation fut-il expédié en prison en compagnie de centaines et de milliers de socialistes révolutionnaires de l'IWW's ? Que lui dit-on ? « En critiquant les Etats-Unis, vous travaillez pour le Kaiser ! » Browder leur cracha au visage, n'est-ce pas ? Debs leur cracha au visage ! Haywood leur cracha au visage ! Kate Richards O'Hare leur cracha au visage ! Et maintenant il me dit que je recrute pour une croisade contre la Russie !

En 1917, quand il était socialiste, quand il était révolutionnaire, Browder a dit : « Je suis contre l'impérialisme allemand. Je suis contre l'impérialisme américain ». Parmi d'autres exemples, le sien est un de ceux dont j'ai appris. Je n'ai pas changé : je suis contre l'impérialisme stalinien ! Je suis contre l'impérialisme américain ! Je suis contre leur guerre froide ! Je suis contre leur bombe atomique ! Je suis contre leur bombe H ! Je suis contre la guerre qu'ils préparent pour la des-

truction de la civilisation ! Browder ne sait-il pas tout cela ? Bien sûr. Mais des années de formation dans le mouvement stalinien vous apprennent comment « répondre » aux critiques contre la Russie stalinienne.

Browder était le rédacteur en chef du journal de la Ligue d'Education Syndicale quand je l'ai rencontré pour la première fois. C'était un bon journal, et bien fait. Et je me rappelle comment il ne cessait de montrer la pourriture des dirigeants ouvriers, et comment page après page, mois après mois — j'en ai été nourri étant gosse — il faisait leur procès : vous avez du banditisme dans vos syndicats, canailles que vous êtes. Il y a de l'homicide dans vos syndicats. Vous vivez grassement. Vous avez 20.000 dollars de revenu comme président, et l'ouvrier n'a que 20 dollars par semaine. Et les Green, et les Gompers, et les Hutchison, et les Lewis, quelle était leur réponse à la propagande de la Ligue d'Education Syndicale ? Qu'ont-ils répondu à Earl Browder ? « Vous attaquez le mouvement ouvrier. Vous entrez dans le jeu des patrons. Vous entrez dans le jeu des partisans de l'open-shop (2). Eux aussi disent que le mouvement ouvrier est pourri. Eux aussi disent qu'il y a des combines. » Et que répondait Browder ? Ce que je lui réponds ce soir : *la vérité ne fait jamais de tort à la classe ouvrière !*

Je veux vous dire la vérité sur la Russie, et je ne veux pas qu'un agent payé ou bénévole du stalinisme vienne me dire que je n'ai pas le droit de dire la vérité sur la Russie parce que ce serait entrer dans le jeu de la réaction ! Qui a fait le jeu de la réaction plus que n'importe quelle force dans le mouvement ouvrier — qui, sinon les stali- niens ?

« Shachtman ne comprend pas » — excusez-moi — il dit : « mon contradicteur ne comprend pas — d'abord vous avez le socialisme, puis la démocratie. C'est ce que j'ai appris de Marx et d'Engels. »

Je cite de nouveau Lénine, une seulement des douzaines de citations du même genre que je pourrais vous faire. Je ne suis pas le seul à les connaître, Browder les connaît ; il les a citées dans son temps. Lénine écrit en 1916 : « Le socialisme victorieux ne peut conserver sa victoire et amener l'humanité jusqu'à la phase où l'Etat se flétrit sans établir la démocratie absolue. » Eh bien ! je m'en tiens là. Je m'en tiens là aujourd'hui plus que jamais auparavant dans ma vie. Je m'en tiens là d'autant plus fermement après avoir vu ce qui est arrivé : la dégénérescence de la Révolution russe sous l'absolutisme contre-révolutionnaire stalinien.

C'est simple : Si vous avancez vers le socialisme, ce qui est une affaire compliquée, je le sais, difficile, entourée d'un million d'obstacles, la plupart d'entre eux hérités du capitalisme, avec sa pourriture, sa corruption, sa dépravation, vous pouvez toujours dire, cependant — pas chaque jour, mais en examinant une certaine période — vous pouvez dire, allons-nous vers le socialisme, ou nous *éloignons-nous* du socialisme, grâce à deux critères simples :

Le premier : le niveau de vie des ouvriers s'élève-t-il ?

Le second : l'action de coercition de l'Etat est-elle en diminution ?

(2) Note du traducteur : la doctrine de l'open-shop était celle d'après laquelle les patrons pouvaient engager des ouvriers non syndiqués, alors qu'en beaucoup d'entreprises américaines les ouvriers avaient obtenu que les emplois fussent réservés aux seuls syndiqués.

Y a-t-il mouvement vers l'égalité ? Personne qu'un idiot politique — pour citer l'expression élégante de « mon contradicteur » — ne s'attendrait à la voir réalisée du jour au lendemain, l'égalité. Nous en sommes loin encore. Mais les choses vont-elles vers l'égalité, ou vers l'inégalité ? N'est-ce pas simple ? N'est-ce pas là un critère depuis longtemps établi de l'évolution socialiste après l'avènement de la révolution prolétarienne ? Browder n'en parle même pas. Maintenant je dis : si vous pouvez me montrer que le niveau de vie des ouvriers russes, non seulement est aussi élevé que le niveau de vie médiocre des ouvriers américains, mais quatre fois aussi élevé — quatre fois aussi élevé — et si je répondais que, tandis que le niveau de vie de l'ouvrier en Russie s'est élevé de quatre fois celui de l'ouvrier américain, mais qu'en même temps le groupe dirigeant — appelez-le comme vous voudrez — a amélioré sa position économique de cent fois, je vous dis que vous vous éloignez du socialisme. Si vous pouvez me montrer que la classe ouvrière a plus de contrôle sur l'Etat, si vous pouvez me montrer que la coercition de l'Etat sous la forme de cette GPU aux mains sanglantes est en diminution, je dirais que vous allez vers le socialisme. Mais elle ne diminue pas. Les staliniens l'ont annoncé deux fois : on renforce la puissance de l'Etat. On a le socialisme et on renforce la puissance de l'Etat !

Eh bien ! a) vous ne trouverez pas cela dans Marx et Lénine — cela n'a pas d'importance, b) Vous ne trouverez pas cela en Russie — et c'est important. Vous trouverez un renforcement de l'Etat tel qu'il n'a jamais existé. Mais vous ne trouverez pas une trace de socialisme.

Il me prête cette position, puisqu'il n'a rien d'autre à dire, que je proclamerais que le seul test pour juger du socialisme est le pouvoir d'achat des masses. Quand ai-je dit cela ? Ce soir ? Il y a un an ? Il y a cinquante ans ? Plus probablement il y a cinquante ans ! Mais pas ce soir ! Pas ce soir ! Je dis qu'il faut deux critères : les distinctions de classes sont-elles en train de disparaître ? Y a-t-il marche vers l'égalité, ou y a-t-il, comme en Russie aujourd'hui, accroissement de l'inégalité ? La coercition de l'Etat augmente-t-elle en intensité ou diminue-t-elle ?

Il dit : l'important, est-ce la défense, ou bien le pouvoir d'achat est-il la tâche immédiate pour le socialisme ? Dieu sait que sous Staline ce n'est pas la tâche immédiate, ce n'est pas non plus une tâche lointaine — le pouvoir d'achat des masses. Je ne nie pas que la défense soit importante. Bien sûr c'est important ; c'est important aux Etats-Unis, c'est important dans l'Allemagne de Hitler ; c'est important dans tous les pays. Elle disparaîtra quand il y aura le socialisme mondial. Mais ce n'est pas la question, n'est-ce pas ? Je n'ai rien dit de ce qu'ils dépensent pour les tanks. Je ne le sais pas. Browder ne le sait pas. Cela n'a pas d'importance. Je laisse cela de côté, je n'ai pas du tout envie de discuter cet aspect du problème. Je pose une simple question et je présente le fait simple et incontestable : pour les masses, le niveau de vie a baissé. La fraction de la production disponible pour la consommation du peuple va avant tout à la bureaucratie. Voilà le fait et voilà l'important.

Il dit que je nie l'affirmation du marxisme que l'expansion des forces productrices est ce qui rend le progrès possible. Je ne l'ai pas nié ; je n'y songe pas. Je parle ce soir du socialisme. Je veux poser la question simplement : est-ce que tout développement des forces productrices (en admettant cent fois les chiffres des staliniens) est le socialisme ? Je dis catégoriquement : NON ! Rend-il

possible le socialisme ? Je dis catégoriquement : OUI ! Quand ? Comment ? Quand, comme a dit le *Manifeste communiste* il y a 102 ans, quand le prolétariat sera élevé au rang de classe dirigeante, élevé jusqu'à la suprématie politique, quand la démocratie sera établie ! C'est la première exigence du *Manifeste communiste*, la première : l'établissement de la démocratie. Quand la classe ouvrière prendra d'une façon démocratique en main la destinée de la nation, alors la préparation précédente — soit par le capitalisme, soit par le collectivisme bureaucratique — pourra servir et servir le prolétariat au pouvoir comme base économique ou technologique pour l'organisation rationnelle du socialisme. Cela signifie beaucoup pour cette préparation, mais pas au delà.

Il faut que vous preniez position sur la question fondamentale : La Russie est-elle une communauté socialiste ? Et alors je dis ce que j'ai dit tout à fait au début : Si le terme de communauté socialiste doit servir à caractériser une société où le développement des forces de production, où le contrôle de la force de production, où le contrôle de ce que Marx appelle les conditions de la production sont entièrement et exclusivement entre les mains d'une bureaucratie réactionnaire et totalitaire, si vous allez donner le nom de socialisme à un régime dans lequel les conditions économiques de la classe ouvrière — qui est la seule inspiratrice vers le socialisme, la seule force motrice vivante vers le socialisme — où les conditions économiques, dis-je, sont pires qu'elles ne sont ou pires qu'elles n'étaient pendant les pires années du tsarisme, où même maintenant elles n'ont pas atteint le développement de ce qu'on considère encore comme un pays capitaliste arriéré — en retard en comparaison de ce que les Etats-Unis peuvent être et seront un jour ; à un moment où l'inégalité augmente, où tous les privilèges politiques, tous les privilèges économiques, sont entre les mains de cette croûte supérieure réactionnaire, où les préceptes et les idées du socialisme sont bannis du pays, où les révolutionnaires qui étaient les porteurs de l'idéal socialiste sont exterminés, plus complètement encore que ne le furent par Hitler les militants sociaux-démocrates et les militants du parti communiste — alors je dis : le socialisme est perdu ! Alors je dis que vous avez donné à la bourgeoisie réactionnaire, non seulement de ce pays, mais de tous les autres, une arme meurtrière pour écraser le mouvement socialiste et ses aspirations en disant : voici les socialistes eux-mêmes qui se réclament de cette monstruosité, de cette société réactionnaire, de ce nouvel esclavage — c'est cela leur socialisme. Est-ce cela que vous voulez ? Voilà la façon d'agir démagogique de la réaction. Nous la comprenons parfaitement. Et je dis que le mouvement stalinien en Russie et en dehors a fait plus que n'importe quelle autre force du monde, plus que n'importe quelle autre force dans l'histoire du monde pour donner des armes contre le socialisme, contre le mouvement ouvrier, aux mains de la réaction capitaliste.

Nous ne disons pas, comme mon « contradicteur » nous en accuse encore, que la Russie est du capitalisme bureaucratique ; nous ne prétendons pas du tout que la Russie est du capitalisme. Nous la distinguons à la fois du socialisme et du capitalisme par l'expression, peut-être pas trop élégante, de collectivisme bureaucratique ou totalitaire. La bureaucratie stalinienne représente un ordre social nouveau et réactionnaire. Si vous opposez que cela n'est pas prévu par Marx, alors vous ne comprenez rien à Marx. Constamment, le marxisme, dès le début, posait la possibilité soit du socialisme soit de la barbarie. Les conditions qui s'adapteraient à cette barbarie ne pouvaient

être envisagées par Marx il y a cent ans. Nous voyons cette barbarie se développer dans la société capitaliste par des guerres futiles d'extermination par exemple. Nous voyons se développer, dans la société stalinienne, une nouvelle barbarie, un nouvel esclavage pour les ouvriers et les paysans. Ils sont convertis en serfs d'Etat, en esclaves d'Etat. Engels l'a prévu, Marx l'a prévu, Rosa Luxembourg l'a prévu, Lénine l'a prévu. Ils ont mis en garde la classe ouvrière : il faut reprendre la société, la remettre en forme, la reformer, dans l'intérêt du socialisme, sur une base rationnelle ; autrement, la société dégénérera et deviendra barbare. Si vous ne la reprenez pas, ont-ils dit il y a cent ans, et je le répète ce soir, si la classe ouvrière ne la reprend pas, si par exemple il arrive ce qui est arrivé en 1917, où la classe ouvrière d'Europe n'est pas venue en aide à la révolution bolchevique, alors il y aura décomposition et cette décomposition signifiera votre ruine. Elle signifiera votre ruine. Voilà ce qu'Engels a dit à la classe ouvrière à plusieurs reprises. A ce moment ce n'était guère que fleur de rhétorique. Aujourd'hui c'est une réalité amère et cruelle qui nous crève les yeux.

Je dis encore que le régime de Staline n'a rien de commun avec le socialisme. Il représente une forme nouvelle de barbarie.

C'est la preuve de la valeur prophétique des mots de Frédéric Engels, que je voudrais vous rappeler encore :

Si la classe ouvrière ne prend pas en main la direction de la nation, et ne la réorganise pas, d'après sa règle démocratique, sur une base socialiste, dit Engels, elle descendra jusqu'au niveau du coolie chinois. Il dit encore : Si la classe ouvrière ne prend pas le pouvoir de ses propres mains pour réaliser l'ordre social nouveau, elle paiera cela de sa propre destruction.

Le capitalisme nous entraîne de force vers la boue primitive de la réaction et de la destruction universelle. Nous ne le sentons pas si intensément ici, aux Etats-Unis, aujourd'hui. Browder a tout à fait raison en signalant ce que cela signifie en Italie, en France, et demain ou après-demain pour tous les pays capitalistes. En cela il a absolument raison. Mais l'alternative stalinienne au capitalisme, qu'il nous offre sur le même plateau sur lequel il doit offrir sa propre tête, n'est qu'une nouvelle barbarie. C'est pourquoi nous réaffirmons notre propre foi dans la libération de l'humanité par le socialisme, produit de la conscience ouvrière libérée. Des despotismes comme le stalinisme, nous en avons déjà vu. Nous les avons vu arriver, nous les avons vu dominer, nous les avons vu disparaître !

Nous affirmons et nous réaffirmons à la face de cette hideur qui est connue comme le stalinisme que pour nous, hier, aujourd'hui, demain, le socialisme signifie la fin de la domination de classe ; la fin du privilège de classe ; la libération du peuple de toute servitude et de toute coercition, la réalisation la plus complète de la démocratie, l'émancipation des femmes et des enfants ; la fin des camps d'esclavage, de la terreur policière, des coups montés, du massacre des socialistes ; l'abondance pour tous, par conséquent la liberté pour tous.

En dépit du noir drap mortuaire que Staline a tendu sur la tête de la classe ouvrière dans tant de pays, en dépit de la honte mesquine et cruelle et du discrédit dont il a souillé le bouclier rayonnant du socialisme, nous sommes confiants, maintenant comme toujours, dans cette pensée que le socialisme triomphera par la puissance de cette force invincible, de cette force irréprouvable que le jeune Karl Marx appela : « la puissance d'expansion des idées démocratiques et la soif de liberté innée chez les hommes. »

Parmi nos LETTRES

Propos d'un désabusé

Le camarade Parrot, du Doubs, dont nous avons publié la lettre : « Nous ne croyons plus à grand-chose », en juillet dernier, développe sa pensée dans une seconde lettre que nous publions ci-dessous, en faisant simplement remarquer que la croyance est fille de l'action, et que si notre camarade se donnait résolument à une tâche, celle, par exemple, de constituer dans son usine un syndicat conforme à ce qu'il conçoit, la croyance lui reviendrait vite.

J'ai lu dans la « R. P. » de juillet la réponse à ma lettre sous le titre : « Nous ne croyons plus à grand-chose », et je vous donne quelques précisions, non avec le secret désir de les voir publiées, je n'y tiens pas, car je ne suis pas encore comme le cheval de mon grand-père qui, harnaché de grelots, les sabots cirés, attelé à une calèche, tout fier, trottaient ce jour-là sans arrêt jusqu'au marché. Mais les articles : « Notre titre est-il absurde ? » m'ont bien intéressé pour leurs idées, et comme ouvrier, je vous donne les miennes qui valent ce qu'elles valent, peut-être pas grand-chose.

Fontaine écrit que les ouvriers sont des crabes se disputant les moyens de consommer, ou, à ce que j'ai lu encore, les ouvriers ne sont mécontents du régime qu'à cause de la position qu'ils y occupent ; ou encore que l'idéal, les vertus ne sont pas spécifiquement prolétaires, et tout cela est bien vrai. Ainsi, à l'usine, nous avons des primes d'insalubrité et j'avais proposé de les remplacer par une diminution des heures de travail, ce qui était beaucoup plus logique, en conservant le même salaire quotidien. Eh bien ! les ouvriers ont préféré garder la prime. Toutes les primes sont bien accueillies par les travailleurs, ainsi que les œuvres sociales, et notre salaire fixe ne sera bientôt plus qu'une base de calcul ; la paye une récompense.

Dans le temps jadis, tout ce qui était mal était imputable au diable, aujourd'hui tout s'explique par le mot capitalisme. Pourtant la surpopulation n'est pas due au capitalisme, cela dépend bien de chaque individu. Combien d'ouvriers qui arrivent au grade de chef et deviennent de véritables petits tyrans. Le fanatisme politique ou patriotique et les sports n'ont pas besoin d'être beaucoup cultivés pour réussir à abêtir les travailleurs (et les autres). Toutes les classifications qui ont pour but de fractionner la solidarité de ceux qui peinent sont acceptées par les ouvriers. Il faut avoir une méconnaissance absolue de la nature humaine pour croire que le mot capitalisme exprime, contient et explique la cause de tous les maux dont souffre l'humanité. Depuis six mille, dix mille ans et peut-être plus, que les hommes vivent en sociétés organisées, il y a toujours eu une catégorie d'individus exploités par d'autres, et il serait peut-être intéressant de savoir si à ces époques lointaines et vu la quantité de richesses dont disposaient alors les hommes, ils étaient plus ou moins exploités qu'aujourd'hui. Il est vrai que notre société actuelle est si compliquée avec sa hiérarchie, ses rouages sans fin, ses fonctionnaires inutiles, ses commerçants suceurs, son industrie de guerre et de luxe, que l'on ne sait plus très bien quel rôle on joue et si l'on est ou non un parasite, car parasite ne veut pas toujours dire profiteuse. Il est malgré tout curieux de constater que dès qu'un homme s'attache à sauver ses semblables, soit par la politique, la moralité ou la religion, il s'empresse de désertier la production, surtout manuelle, qui est pourtant un devoir sacré et la base de toute civilisation.

Pourquoi je ne crois plus à grand-chose ? Je suis issu, par la branche paternelle, d'une famille paysanne protestante, austère, rigide où il y avait une discipline morale. Chaque jour, à chaque repas, la prière était dite, chaque dimanche la Bible lue en famille. Et ceci harmonisait, équilibrait le travail des champs, l'élevait même ; on ne pensait pas toujours au lard. Il y avait peut-être un espoir de récompense dans l'au-delà, mais il faut admettre

que toutes nos actions sont faites dans l'espoir d'une satisfaction plus ou moins élevée, d'une récompense matérielle ou spirituelle.

Par contre, mon grand-père maternel était un ouvrier horloger, socialiste de son époque, libre penseur, et, avec ses amis, lorsque enfant j'allais chez lui, je l'entendais causer avec force et animation sur la question sociale. Je me souviens qu'il me disait : « Vous, les jeunes, vous verrez de grandes choses ! » Et les années ont passé, les grandes choses sont survenues, mais hélas ! lesquelles ?

J'ai perdu la foi de mes ancêtres, qui avaient une vie équilibrée et confiante ; à qui leur petite propriété garantissait une certaine indépendance et une certaine liberté. Par contre, je ne crois plus guère au socialisme ; il y a déjà eu tant de ministres et de pays socialistes ! Je suis ouvrier d'usine, un peu désemparé ; sans rien, sans toit, sans garantie, à la merci d'un caprice. Et que vais-je enseigner à mon petit garçon ? La vieille loi de la jungle !

Un vieil oncle de la famille fit la campagne de Russie sous Napoléon 1er et y fut blessé. L'arrière-grand-père de mon fils fut blessé à Sedan et fait prisonnier ; son grand-père fut tué en 1915 ; son père fit la guerre 39-40 et entre temps nous avons tous travaillé pour préparer la prochaine. Et lui, pauvre petit ?

Produire et répartir sont-ils les seuls problèmes à résoudre pour apporter le bonheur aux humains ?

Notre terre est un globe sur la surface duquel la vie bouillonne, naît sans cesse, s'épanouit, s'entre-dévore et meurt ; et dans ces remous sans pitié, l'homme émerge. La terre peut lui appartenir pour l'épanouissement de sa propre existence. Si l'homme est réellement doué de qualités exceptionnelles et supérieures, il saura harmoniser et équilibrer la vie générale et la sienne propre, par l'intelligence dans tous les domaines. Répartition des richesses naturelles entre peuples et répartition des richesses transformées entre individus. Toute son activité sera rationnelle, en passant par la limitation des naissances jusqu'à la morale. Sinon il sera une simple espèce animale, subissant et utilisant uniquement à son profit égoïste cette loi de la jungle dans ses rapports avec la nature ou ses semblables, avec un esprit plus pratique que ses frères moins évolués les animaux, et ce sera la perte de son espèce.

Je compare la vie à la circulation sur une grande artère. Les véhicules aux lignes harmonieuses, souples, légers, rapides, presque parfaits, c'est sa majesté la technique. Cette route large, lisse, c'est encore la technique. Cette organisation si bien réglée pour le passage rapide et le va-et-vient des véhicules, sans heurts, c'est le socialisme. Mais si le conducteur refuse de se plier au code de la route et n'est pas convaincu de sa nécessité, s'il veut faire à sa guise, ce sera l'embouteillage, toute circulation deviendra impossible, les accidents à chaque pas. Pour que tout marche bien, il faut que l'individu comprenne le code de la route et l'applique. C'est la morale. Savoir s'arrêter quand il le faut, avoir conscience de ses responsabilités, limiter ses désirs de vitesse ou autres, respecter les droits des autres, se dominer. De la valeur de la cellule dépend la santé du corps. Tout ce qui est mal, c'est toute action qui entraîne une souffrance physique sur autrui, faim, froid, douleur, etc. Mais pour la souffrance morale comme cela se complique ! Chacun doit posséder un minimum de morale pour freiner et lutter contre son propre égoïsme, son propre orgueil, sa propre ambition, il doit être convaincu qu'il ne doit pas empiéter sur la part d'autrui, s'il veut que la route soit praticable.

Qui a une idée bien nette du socialisme, communisme et de tous ces systèmes en isme parmi les ouvriers ? Qui ose traiter de l'égalité matérielle ?

Pourquoi la « R.P. » ne donnerait-elle pas confiance et un idéal, par des écrivains compétents, traitant tous ces sujets ? Les deux articles de Louzon sur la géographie économique étaient très intéressants. La vie générale de l'univers, de notre planète, la vie humaine, les progrès réalisés, ce que l'on peut penser de l'avenir devraient être traités. Cela donnerait confiance et intéresserait peut-être bien les ouvriers et ces articles pourraient être édités en brochures.

Je m'étonne que la « R. P. » ait publié l'article sur les discours de Guigui à la radio de Londres. La place d'un travailleur internationaliste n'était pas dans la résistance. L'esprit chauvin qui l'animait a im-

prégné le monde ouvrier et même, indirectement, la « R. P. », puisque l'on y condamne l'Allemand ; pourquoi pas demain le Russe ? alors que ce sont tous les hommes, tous les discours haineux qui sont à condamner. Il n'y a pas de honte à ne pas avoir participé à la résistance ; la grosse masse des résistants était composée, surtout à la fin du conflit, de gens sans caractère, suiveurs, étroits d'esprit, bien souvent pillards et profiteurs de la situation, quand ce n'était pas de vulgaires assassins. C'est peut-être une fierté mal placée, mais, pour ma part, je suis fier de n'avoir tué aucun de mes semblables. Si un militant ouvrier voulait se distinguer au péril de sa vie, il pouvait le faire en militant pour le rapprochement des peuples, par une propagande dans les deux camps. Mais les ouvriers, en dehors d'innombrables articles pacifistes, n'ont jamais été capables d'échanger seulement, de façon sérieuse, leurs enfants pour mieux se comprendre. Pourquoi la « R. P. » n'essaierait-elle pas d'organiser de tels échanges pendant les vacances ?

Il faudra se battre

Voici la réponse du camarade A. Hébert, secrétaire de l'Union départementale F.O. de la Loire-Inférieure, à la question posée par Louzon.

Si les Russes envahissent l'Allemagne puis la France ?

Il faudra se battre, désespérément, avec le sentiment que TOUT est préférable à une victoire du stalinisme. Je dis bien tout, y compris les épouvantables conséquences d'une guerre sans merci.

La question reste posée de savoir comment nous nous battons.

Eh bien ! quand on se bat un seul critère mérite d'être et est généralement obtenu : l'efficacité.

Si nous nous battons contre les Russes, nous devons employer tous les moyens. conclure toutes les alliances qui seront nécessaires pour les vaincre. A la condition, toutefois, que ces moyens ou ces alliances n'aboutissent pas à l'instauration d'un régime identique au stalinisme et dont la couleur seule du drapeau différencierait — fascisme, par exemple.

A mon avis, tout le reste n'est que verbiage. Et certains « militants révolutionnaires » au lieu de prendre des mines de pucelles effarouchées, lorsque Louzon s'attaque courageusement à certains tabous, feraient bien mieux de regarder la vérité en face et... d'en tirer les conclusions qui s'imposent.

Cette réalité est actuellement la suivante :

Entre le stalinisme et nous, aucun compromis n'est possible. Nous le tuons ou il nous tuera.

De plus les données du problème sont telles qu'il ne sera même pas possible de s'esquiver. On sera pour ou contre. Tant pis pour ceux qui chient dans leurs culottes.

En attendant, redoublons d'efforts pour gagner la bataille dans les esprits. Car aucune autre ne pourra l'être si préalablement nous n'avons gagné celle-là.

Nous voyons se développer d'immenses Etats monolithiques sous l'autorité communiste. Il est possible qu'ils résolvent certains problèmes et, dans certains pays, la question économique ; mais ils paient cela un prix énorme. Moi, je n'aime pas les Etats monolithiques et, bien que la liberté économique soit essentielle, abandonner, pour l'atteindre, toute liberté politique et individuelle, c'est trop. Si un pays peut trouver une solution à ce problème : maintenir la liberté individuelle et la liberté démocratique tout en donnant entière satisfaction aux besoins communs du peuple, alors ce pays aura résolu le plus difficile des problèmes.

NEHRU.

PAUL DELESALLE

et la bombe du restaurant Foyot*

« Situé sur la rive gauche, à l'angle de la rue de Tournon et de la rue de Vaugirard, face au jardin et au Palais du Luxembourg, Foyot, à la fois hôtel et restaurant, était par excellence la maison bourgeoise, sérieuse, calme, paisible. Pâs de terrasse bourdonnante, pas de dehors aguichants et raccrocheurs ; mais des salons austères et cosus. Aux tables du restaurant, une clientèle de sénateurs rassis, se racontant à mi-voix une bien bonne histoire, ou échangeant des vues sur le ministère, sur la séance de la veille ou celle du lendemain. Quelques provinciaux aussi, attirés par la réputation de l'établissement et voulant s'offrir un menu confortable. Le prix des mets écartait délibérément le vulgaire, et l'on pouvait répéter le mot qu'avait précisément inspiré un restaurant du boulevard : la chère y est chère :

« La vie sans histoire et sans bruit du Foyot fut troublée en avril 1894 par les éclats d'une bombe anarchiste. C'était au cours de la période tragique du mouvement libertaire, quatre mois à peine après l'attentat d'Auguste Vaillant au Palais-Bourbon, deux mois après celui d'Emile Henry au café Terminus. Vers huit heures et demie du soir, un jeune compagnon lança une bombe contre le restaurant de la rue de Tournon.

« Précisément ce soir-là, y dinait le poète Laurent Tailhade, en compagnie d'une de ses amies, une brune et charmante Bourbonnaise, Julia Miahe. A peine venait-il de s'installer que l'engin était déposé sur le rebord de la fenêtre. Dès qu'il se rendit compte de l'explosion, Laurent Tailhade se leva pour protéger la personne qui l'accompagnait et lui faisait vis-à-vis, ce qui explique qu'elle en fut quitte pour quelques égratignures sans gravité, tandis que lui-même était horriblement mutilé à la face et devait perdre un œil (1). »

Qui avait déposé la bombe sur la fenêtre du restaurant Foyot ? Un agent provocateur ? Un anarchiste désireux de venger ses amis récemment condamnés ou arrêtés ? Le mystère resta entier. Cinquante-quatre ans plus tard, le jour même de l'incinération de Paul Delesalle, M^e Zévaès crut pouvoir révéler l'identité du terroriste dans les termes suivants :

« C'était le jeune Delesalle, passionné, féru d'anarchisme et de propagande par le fait, qui avait lancé l'engin et qui fut profondément navré quand il sut que la seule victime était un poète qu'il admirait fort.

« Cependant il fallait redouter les investigations de la police et chercher un refuge. Delesalle connaissait le fils de Thivrier, député socialiste révolutionnaire de Commeny, et Thivrier lui-même. Celui-ci accepterait-il de lui donner asile ? Il habitait à Vaugirard, rue de la Procession.

« Le populaire député à la blouse, qui n'avait pas, à l'égard des anarchistes, la phobie de certains socialistes, n'eut pas une seconde d'hésitation :

« Mon gars, tu es ici chez toi. J'espère que mon immunité parlementaire te protégera.

« Huit jours après, convaincu qu'il était ignoré de la police, Delesalle quittait son asile... » (2)

Mme Delesalle protesta auprès de M. Buré, directeur de « L'Ordre ». « Paul Delesalle — écrivait-elle — est absolument étranger à l'attentat de chez Foyot » (3). M^e Zévaès fut alors amené à apporter à son information les précisions suivantes :

« Le lundi 5 octobre 1937, sous le titre « Le restaurant Foyot s'en va... » j'écrivais dans « l'Œuvre » :

« Laurent Tailhade a cru que la bombe était « d'origine policière. Il s'est trompé sur ce point, et « je peux ici apporter une assurance formelle, car « il m'a été donné de connaître l'auteur de l'explosion.

« Le dynamiteur de Foyot était un jeune homme « de vingt-trois ou vingt-quatre ans, anarchiste « convaincu, grisé par l'idéologie libertaire et « croyant à la vertu de la propagande par le fait, « depuis acquis au syndicalisme révolutionnaire. « Abrité par quelques amis, il réussit à échapper « aux recherches policières et judiciaires et fut « douloureusement surpris, lorsqu'il sut que son « geste n'avait fait d'autre victime que le poète « au verbe magnifique, dont il admirait fort le « talent. »

« Comme, quelques jours après la publication de cet article, nous nous rencontrâmes, Delesalle et moi, sur le boulevard Saint-Michel et que nous devisâmes au café de la Source, la conversation vint à tomber sur le « papier » de « l'Œuvre ». Je lui demandai si cette allusion à un passé lointain ne lui avait pas déplu.

« — Oh ! me répondit-il, en souriant, c'est si vieux ! Qui se souvient, aujourd'hui, de l'histoire du Foyot ? Je n'en parle jamais, les gens n'y comprendraient rien... Si je meurs avant toi, toi qui écris des articles distingués, tu pourras raconter cette aventure...

« C'est ce que j'ai fait. » (4)

Il concluait son article :

« ...Par égard pour la vérité, je ne puis que maintenir intégralement les termes de mon récit. »

Mme Delesalle se refusa à accepter ce point de vue et protesta de nouveau :

« Cher Monsieur Buré,

« Je vous remercie d'avoir publié ma lettre rectificative. M^e Zévaès persiste à croire que mon mari fut l'auteur de l'attentat Foyot.

« Je donne ma parole d'honneur et je certifie que le 4 avril 1894, jour de l'attentat, je suis demeurée en compagnie de Paul Delesalle de 13 h. 30 à 20 h. 30 environ et que, de ce fait, il n'a pu en quoi que ce soit y participer.

« Je vous serais reconnaissante de faire paraître ces quelques lignes qui seront les dernières, afin que vos lecteurs soient informés que je maintiens intégralement mes affirmations.

(*) Extrait de « Un militant syndicaliste révolutionnaire : Paul Delesalle »... Thèse complémentaire pour le Doctorat ès lettres présentée à la Faculté des Lettres de l'Université de Paris.

(1) « L'Ordre », 13 avril 1948. La Bombe du Restaurant Foyot, par A. Zévaès.

(2) « L'Ordre », 13 avril 1948. Article cité. Cette information fut reprise par G. Sanvoisin dans « Ce Matin », 20 avril 1948.

(3) « L'Ordre », 29 avril 1948.

(4) « L'Ordre », 29 avril 1948. La Bombe de chez Foyot, par A. Zévaès.

« Croyez, cher Monsieur Buré, à mes sentiments les meilleurs.

« Veuve Delesalle. » (5)

Sans apporter d'autres preuves, M^e Zévaès affirma alors « la rigoureuse exactitude » de ses révélations et opposa un certain nombre d'arguments à la thèse de Mme Delesalle :

« ...Je ne saurais accepter un démenti sur un fait que j'ai allégué et dont j'ai garanti, dont je persiste à garantir la rigoureuse exactitude.

« J'admire donc sans réserve la mémoire, véritablement prodigieuse, de Mme Delesalle qui, alors que, d'après elle, son mari n'aurait été mêlé à rien ce jour-là, peut se rappeler avec une précision mathématique que le mercredi 4 avril d'il y a cinquante-quatre ans, elle est demeurée en sa compagnie de telle heure et de telle minute à telle minute de telle heure.

« Je pourrais, d'ailleurs, la chicaner sur un détail, qui a son intérêt. En admettant — ce qui est passablement paradoxal — que ses souvenirs sur l'après-midi du 4 avril 1894 soient rigoureusement fidèles, elle n'aurait pas quitté son mari de 13 h. 30 à 20 h. 30 — ou comme on disait alors d'une heure et demie de l'après-midi à huit heures et demie du soir. Mais c'est à huit heures cinquante que s'est produit l'attentat.

« Mme Delesalle veut bien nous annoncer que l'honorable biographe de son mari, qu'elle a « complètement informé », retracera « cette histoire dans ses moindres détails ». Mais si Delesalle n'a participé à rien, comment l'histoire comporterait-elle des détails si moindres soient-ils ?

« En vérité, je comprends mal l'insistance de Mme Delesalle à disculper son mari d'un acte de son ardente jeunesse, acte dont, plus âgé, il ne tirait point vanité, mais qu'il ne reniait pas non plus. A l'époque où se situe le fait incriminé, en 1894, c'est-à-dire au cours de la période tragique où l'anarchisme s'enorgueillissait des gestes d'Auguste Vaillant et d'Emile Henry, le fait, par un anarchiste, de lancer une bombe, n'était point infamant : il était plutôt, au regard des compagnons, une action d'éclat. Et le jeune Delesalle, par l'attentat Foyot, prouvait qu'à l'inverse de ceux qu. se bornaient à phraser et à saliver, il savait mettre ses théories en application et réaliser vraiment la propagande par le fait.

« Un dernier mot. De cette époque il subsiste — peut-être pas très nombreux, mais certainement il subsiste — quelques libertaires qui ont connu Delesalle. D'aucun d'eux, je n'ai reçu la moindre contestation.

« Et je crois qu'à cette controverse peut maintenant être mis le point final.

« Alexandre Zévaès. » (6)

Chacun maintenant sa position, la controverse devenait sans objet et les choses en restèrent là. Cependant, pour catégoriques qu'elles fussent, les affirmations de M^e Zévaès ne constituaient pas des preuves et c'est ainsi que nous fûmes conduit à lui poser quelques questions précises auxquelles il voulut bien répondre. Nous les publions ici afin de présenter sa thèse de façon aussi complète que possible.

Lettre de M. Maitron à M^e Zévaès — 29 avril 1948.

« ...1^o qui vous a dit que Delesalle était l'auteur de l'attentat et en quels termes. (C'est sans doute Thivrier, mais le père ou l'un des deux fils, et lequel ?)

« ...2^o ce Thivrier vit-il encore et pourriez-vous me donner son adresse afin que, le cas échéant, je puisse le voir ? »

(5) « L'Ordre », 13 mai 1948.

(6) « L'Ordre », 13 mai 1948.

Lettre de M^e Zévaès à M. Maitron — 2 mai 1948.

« ...aucun doute sur l'affaire de Delesalle.

« C'est lui qui m'a raconté son geste dès le 5 avril 1894 et c'est moi qui l'ai conduit chez Thivrier... »

Lettre de M. Maitron à M^e Zévaès — 6 mai 1948.

« ...me permettez-vous de vous poser une question encore — la dernière, je l'espère — Vous souvenez-vous dans quels termes exacts Paul Delesalle vous confia qu'il était l'auteur de l'attentat ? Peut-être avez-vous pris note le soir même ou votre mémoire sera-t-elle fidèle ?... »

Lettre de M^e Zévaès à M. Maitron — 8 mai 1948.

« C'est à moi et à mon domicile que le 5 avril, à huit heures du matin, Delesalle a confié le récit de son acte.

« Et c'est moi qui l'ai conduit chez Thivrier aussitôt... »

.

Avant d'accorder la parole à Mme Delesalle, il est nécessaire de donner sur les milieux anarchistes en général, sur la personne de Paul Delesalle en particulier, quelques indications préliminaires.

Il est difficile à un Français actuel d'imaginer l'atmosphère des années 1892-1894. Au moment où se produit l'attentat Foyot, Ravachol-Koenigstein, Auguste Vaillant ont été guillotinés, Emile Henry est à la veille de l'être... Les anarchistes quels qu'ils soient, terroristes ou non, sont surveillés, menacés, traqués. A l'annonce de tout nouvel attentat la fièvre les gagne. Le plus souvent ils ne connaissent pas l'auteur qui a agi seul ou ne s'est confié qu'à quelques compagnons. Mais le mystère même qui entoure chaque nouvelle explosion fait que tout anarchiste est considéré comme suspect et suspecte lui-même ses amis. Chacun hésite ce soir-là à rentrer chez lui. Il inspecte soigneusement les allées et venues des passants, les rues qu'il doit emprunter, les lieux où il se rend. Il rejoint quelques amis sûrs et les propos vont bon train ; on émet des suppositions, on échafaude des hypothèses. L'atmosphère est empoisonnée. Chacun se considère comme un inculpé en sursis...

En 1894, Paul Delesalle est jeune, il a 24 ans. Anarchiste convaincu et donc militant, il a déjà été arrêté. Sensible et nerveux il supporte difficilement la vie d'ouvrier métallurgiste qui est la sienne. L'atelier pour lui, c'est le « bain » et il ne songe qu'à l'évasion. Mais cette évasion, il ne la considère pas uniquement sur le plan personnel, il la voudrait collective. La voie syndicale — il a adhéré à son groupe corporatif le 7 janvier 1893 (7) — lui apparaît comme un terrain excellent pour entraîner la masse ouvrière. Cela montre chez lui une certaine orientation de pensée vers un travail collectif en opposition avec la méthode d'action individuelle par la bombe. Mais on ne hurle pas avec les loups et — dit Delesalle — « l'acte appartient à l'individu ; je ne me permets pas le droit de juger » (8). Le jeune anarchiste a dû certainement souffrir de la chasse à l'homme organisée à cette époque contre les anarchistes et on imaginera aisément quelle fut sa réaction au récit qu'on va lire, car voici maintenant, écrite sous sa dictée et relue par elle, la version des faits telle que me la conta Mme Delesalle, le 6 mai 1948 à l'hôpital Laënnec :

« J'étais alors en apprentissage comme modiste à Paris, rue d'Aboukir. Paul et moi étions fiancés, mais cela à l'insu de mes parents et surtout

(7) Adhésion qui ne se démentit pas puisque son premier livret syndical (n^o 408) indique qu'il a payé ses timbres avec la plus grande régularité jusqu'au 8 mai 1897.

(8) Propos rapporté par Mme Delesalle, 6 mai 1948.

de mon père qui ne voulait à aucun prix entendre parler d'un mariage avec un anarchiste. « Pour toi, avait-il coutume de me dire, il n'y aura pas de 21 ans. » Nous échafaudions maints projets d'avenir, car Paul souffrait énormément de sa condition de salarié et rêvait de fuir ce qu'il appelait, avec quel accent de haine ! le bagne. Depuis quelque temps, il s'était familiarisé avec l'appareillage électrique. Par un camarade, il faisait acheter à l'Hôtel Drouot du matériel d'occasion qu'il entreposait dans la petite chambre qui était la sienne, rue Pascal, et il songeait à s'installer un jour à son compte.

« Le 4 avril 1894 fut une belle journée de printemps. Vers une heure de l'après-midi, tentée par je ne sais quel démon, j'allai attendre Paul à la rentrée du petit atelier où il travaillait rue N.-D.-des-Champs. Il ne fut pas long à convaincre et tous les deux nous nous promenâmes en amoureux insouciant. L'après-midi se passa agréablement et je me souviens que nous nous rendimes un moment rue Pascal afin d'admirer l'amas de fils et de bobines qui devait assurer notre avenir...

« Vers huit heures et demie Paul me reconduisit au tramway Montrouge-Gare de l'Est que je pris à l'arrêt situé près du jardin du Luxembourg. Le tram arriva, je montai. Comme je faisais à Paul un signe d'adieu nous entendimes une explosion. Les attentats étaient fréquents et la même pensée nous traversa l'esprit. A l'expression du visage de mon ami, je compris son trouble : il avait manqué sans motif l'atelier, il allait être soupçonné. Le tramway s'ébranlait...

« Le lendemain, je retrouvai Paul. Quelle vie fut la nôtre durant les dix jours qui suivirent ! Il ne travaillait plus et le soir n'osait rentrer chez lui. Il dut voir Zévaès, Thivrier, Zimmer, qu'il avait connus au groupe des E.S.R.I. (9) et leur demander asile. Nous nous promenions au hasard et plus d'une fois il dormit sur un banc tandis que je faisais le guet. Quel remords fut le mien ! C'est moi qui l'avais entraîné à ne pas aller à son travail en cet après-midi fatal. De folles pensées me passaient par la tête. S'il était inculpé, j'irais trouver le juge d'instruction et je lui dirais toute la vérité ; mais accorderait-il crédit à cette banale histoire d'amoureux ? alors que chacun voyait dans les attentats les plus obscures machinations d'une bande scientifiquement organisée. Et mon père ? Que dirait-il ? Mais je faisais bon marché de ma tranquillité et même de ma vie pour ne songer qu'à mon ami.

« Un soir il me dit : « J'en ai assez, j'ai l'impression qu'il y a une « casserole » (10) autour de moi. » Il n'y avait pas de « casserole » mais un de ses proches parents avait profité du trouble dans lequel l'avait jeté cette affaire pour monter une machiavélique machination. « Le juge d'instruction — avait-il raconté à Paul — m'a convoqué deux fois dans son cabinet pour m'interroger sur ton compte et il te soupçonne fort d'être l'auteur de l'attentat. Il faut te montrer très prudent et éviter en particulier de retourner chez toi... » Il réussit ainsi à éloigner mon ami de son logis et, profitant de son absence, vendit tout le matériel électrique accumulé rue Pascal et mena joyeuse vie dans les caveaux du Quartier Latin. Cela

(9) En décembre 1891, des étudiants aux idées avancées fondèrent les E.S.R.I. (Etudiants Socialistes révolutionnaires internationalistes). Parmi eux, Léon Thivrier, Pierrot, Zévaès, Breton, Zimmer, etc. En mars 1893, s'opéra une scission. Un groupe se détacha et l'on eut d'une part les Etudiants collectivistes adhérant au P.O.F. de Guesde, d'autre part les E.S.R.I. anarchistes. Delesalle fréquenta dès leur fondation les E.S.R.I. et c'est ainsi qu'il se lia d'amitié avec certains de ses membres.

(10) Un mouchard.

dura une dizaine de jours ; un soir, la maman de Paul vint prévenir ce dernier de ce qui se passait. Celui-ci comprit qu'on s'était joué de lui. Ce soir-là, il fit les uns après les autres les caveaux du Quartier Latin, trouva son parent au Grillon, rue Cujas, et lui administra une retentissante correction, puis il rentra chez lui et la vie reprit normalement pour nous.

« Ce cauchemar passé, Paul voulut fêter le retour à la vie. Un dimanche, vers midi et demi, nous primes le train place de la Bastille et nous nous rendimes à Brévannes. Après avoir déjeuné chez la mère d'Emile Henry (11) nous allâmes porter un bouquet de fleurs sur la tombe de son fils et le soir nous revînmes à Paris munis d'un magnifique bouquet de fleurs d'acacias et... d'une recette pour faire les beignets. »

A la suite de ce récit, et avant d'examiner les documents trouvés dans les Archives de la Préfecture de Police, il convient de faire remarquer que les arguments présentés par M^e Zévaès en réponse à la deuxième lettre de Mme Delesalle (« L'Ordre » du 13 mai 1948) tombent les uns et les autres. Ces arguments étaient au nombre de quatre.

— la mémoire de Mme Delesalle est « véritablement prodigieuse » et cela est « passablement paradoxal ».

— l'attentat à eu lieu à 8 h. 50 et non à 8 h. 30 (12).

— « si Delesalle n'a participé à rien, comment l'histoire comporterait-elle des détails si moindres soient-ils ? »

— aucun des amis de Delesalle n'a contesté le récit paru dans « L'Ordre ».

En ce qui concerne le premier point, on comprend maintenant pourquoi Mme Delesalle — qui jouit d'ailleurs d'une excellente mémoire, nous l'avons maintes fois constaté — se souvient fort bien d'un après-midi qui a marqué douloureusement ses jeunes années.

Second point — Mme Delesalle n'a pas écrit qu'elle avait quitté son fiancé à 20 h. 30 mais à « 20 h. 30 environ » et il n'y a donc pas lieu de lui reprocher les 20 ou 30 minutes d'écart.

Troisième point — L'attentat du restaurant Foyot, même étranger à Delesalle, comporte malgré tout pour lui une histoire, le récit de sa femme suffit à le montrer.

Les amis de Paul Delesalle enfin, et ils sont relativement nombreux qui ont milité à ses côtés ou l'ont connu de longues années, ont été étonnés des révélations de M^e Zévaès. Examinons leurs témoignages. Le docteur Pierrot, le compagnon de Delesalle aux « Temps Nouveaux » nous écrit ceci : « ...j'étais et je fus toujours assez lié avec Delesalle que je connaissais depuis 1892, pour qu'il me fit un jour quelque confidence à ce sujet. Il m'en a fait beaucoup d'autres qu'il aurait pu tenir secrètes, mais qu'il racontait librement à un ami... Sa femme affirme de son côté dans une lettre indignée que je viens de recevoir qu'il fut absolument étranger à cette affaire. Pour moi, encore une fois, ça ne fait pas l'ombre d'un doute. » (13)

MM. Monatte et Rosmer, syndicalistes révolutionnaires qui ont connu Delesalle, joui de son amitié et de sa confiance, ont protesté verbalement auprès de nous.

D'autres vieux amis, MM. Franssen et Benoit qui

(11) Emile Henry avait été guillotiné le 21 mai 1894.

(12) Les rapports de police disent vers 9 h. (cf. A.N.F. 7, 12517).

(13) Lettre du 21 avril 1948. Dans cette même lettre le Dr Pierrot rapporte sous cette forme un jugement de Delesalle sur l'attentat Foyot : « Il m'a dit incidemment qu'il trouvait cela idiot ».

furent des propagandistes anarchistes aux côtés de Delesalle ont manifesté leur incrédulité.

M. Chambelland nous écrivit le 19 avril : « Jusqu'ici, je n'ai trouvé personne à qui Delesalle ait fait la moindre confiance à ce sujet. »

Parmi ses amis de longue date enfin, MM. Ancely, Prugnot, Mouret, Dommanget, aucun n'eut connaissance de quoi que ce soit. Le dernier cité nous écrivit le 6 mai 1948 : « ...Je suis frappé du fait que Paul n'ait parlé de sa participation à l'attentat ni à sa femme ni à ses amis. Pourtant la conversation venait souvent sur la « propagande par le fait »...

A la Préfecture de Police, des documents existent, mais pas aussi clairs qu'on le souhaiterait. En tout état de cause, voici tous ceux que nous avons pu trouver.

De l'examen du dossier Thivrier (14), il résulte qu'à l'époque de l'attentat Foyot, il était surveillé par la police. Durant le séjour que Delesalle dut faire chez lui — du 5 au 14 ou 15 avril environ — un seul rapport a été conservé. Il est du 8 avril et n'apporte rien d'intéressant.

Un rapport du 13 avril a trait à Thivrier et Delesalle. Le voici :

13 avril 1894. — Extrait d'un rapport de la 2^e Brigade de Recherches signé Ricin et classé au dossier n° 171.888 (dossier de Paul Delesalle) (15).

« Léon Thivrier (16), Marguerat et Fachard (17) qu'on a vus ce matin, ne croient pas que Delesalle (sic), l'individu signalé hier (18) comme étant compromis dans l'affaire du restaurant Foyot, soit arrêté, car la surveillance n'a été levée sur les lieux que très tard dans la nuit.

« Il n'y avait pas plus d'une demi-heure que Delesalle était sorti de chez Marguerat, lorsque le commissaire de police s'y est présenté.

« D'après Thivrier, Delesalle serait coupable. »

Un deuxième rapport du 25 avril 1894, rapport « Léon » (19) parle encore de Delesalle :

« Dans le milieu où évoluait Delesalle (on n'a aucune nouvelle de lui) en compagnie de Zimmer, il est assez curieux d'entendre ce qui se dit à propos de l'explosion du restaurant Foyot... » (suit un long développement sans grand intérêt : d'après certains propos l'attentat serait le fait d'un non-anarchiste et aurait pour mobile une vengeance amoureuse).

D'autres documents relatifs à l'attentat Foyot existent aux Archives de la Préfecture de Police. Il y est fait très souvent mention de Matha, l'ami de S. Faure et d'E. Henry (20).

Un de ces rapports, fort curieux, mérite d'être cité. Il émane d'un agent de la Préfecture dans les milieux anarchistes. Bornibus — tel était son pseudonyme — écrivait le 18 juin 1895 :

« ...Faure et Matha étant chez moi, ce dernier dit à ma femme : « Regardez si je suis prudent, la personne qui a fait avec moi la rue de Provence et le restaurant Foyot se trouvait précisé-

ment avec moi, lorsque votre mari nous a rencontrés sur le boulevard et je ne les ai pas présentés l'un et l'autre pour qu'ils ne se connaissent pas. »

« Matha n'ayant pas présenté Julien, on en conclut (sic) que c'est de ce dernier qu'il a voulu parler... » (21)

**

Que conclure ?

Nous n'avons aucune raison de douter à priori des témoignages de M^e Zévaès ou de Mme Delesalle. Le premier a dit ce qu'il croyait être la vérité. La seconde n'avait aucune raison de ne pas reconnaître la culpabilité de son mari : juridiquement l'action était éteinte, moralement un tel attentat eût été un titre de gloire pour l'anarchiste que fut Paul Delesalle.

Ces remarques faites, nous pensons que Paul Delesalle ne saurait être considéré comme l'auteur de l'attentat et cela résulte des faits suivants :

Depuis un an et demi déjà à la date de l'explosion, Delesalle s'était orienté vers un mode d'action collective, le syndicalisme, qui se situe à l'opposé de l'action terroriste individuelle. Ceci se trouve confirmé par l'opinion qu'il émit un jour au sujet de cet attentat et que nous avons rapportée plus haut.

La police fut informée, au plus tard neuf jours après l'explosion, des accusations portées contre Delesalle, et en dépit de l'ignorance où elle était de son domicile (22) elle n'aurait pas eu de mal à le retrouver puisqu'il était engagé depuis le 24 janvier 1894 à la maison Doignon, rue N.-D.-des-Champs où il restera plus de trois ans.

Que reste-t-il dès lors contre lui ? Les révélations de M^e Zévaès. Elles s'expliquent aisément si l'on tient compte des événements retracés par Mme Delesalle et du fait que M^e Zévaès n'a pu dans sa lettre du 8 mai 1948 nous rapporter, comme nous le lui demandions, les paroles de Delesalle, les seules qu'il prononcées sous la forme : « C'est moi qui ai déposé la bombe » auraient constitué une preuve. Et voici comment nous expliquerons ce qui s'est passé :

Le 4 avril 1894 à 8 h. 50 du soir. La bombe éclate. Delesalle est affolé. Il n'était pas à son travail l'après-midi. Il va être soupçonné et son alibi de promenade amoureuse ne tiendra pas. Que faire ? Il a des amis qui appartiennent au milieu guesdiste et ne risquent pas d'être suspectés. Il leur demandera asile. Il se rend d'abord chez M^e Zévaès qui le conduit chez Thivrier. Que dit Delesalle ? Nous reconstituons : « Une bombe a explosé hier soir. Je n'étais pas à l'atelier et je me suis promené tout l'après-midi dans le quartier. Je suis perdu si on m'arrête. Cachez-moi... » Ses amis en déduisent qu'il est l'auteur de l'attentat et c'est cette version que colportera Léon Thivrier. L'affaire par la suite n'est jamais éclaircie et quand, quarante-trois ans plus tard, Delesalle dit à M^e Zévaès : « Tu pourras raconter cette aventure », de quelle aventure s'agit-il ? Delesalle pense à la sienne et M^e Zévaès à une autre... mais — tout homme a ses faiblesses — peut-être le vieux compagnon n'est-il pas fâché de passer aux yeux de quelques-uns pour un terroriste de la belle époque... Quoi qu'il en soit, Paul Delesalle ne paraît pas être l'auteur de l'attentat Foyot dont le mystère, en 1948 comme en 1894, reste toujours entier.

Jean MAITRON.

(14) P. Po. B A-1283.

(15) P. Po B A-142. Le dossier même de Delesalle n° 171888 ne figure pas aux Archives de la Préfecture de Police.

(16) Léon Thivrier, né en 1871, était le fils de Christophe Thivrier, né en 1841, ouvrier mineur et député de Montluçon, qui eut son heure de célébrité comme « député à la blouse ». Léon avait un frère, Alphonse, né en 1870.

(17) Nous avons cherché les dossiers de ces deux personnes. Nous n'avons rien trouvé pour Fachard. Quant à Marguerat, il existe bien une fiche sur ce personnage — classée au dossier P. Po. B A-1499 — mais elle est sans rapport avec l'attentat Foyot.

(18) Nous n'avons pu trouver ce rapport.

(19) P. Po B A-142.

(20) Consulter B. A-142 et B. A-1504.

(21) P. Po B A-80. Qui était ce Julien ? Nous n'en avons trouvé nulle trace sur les listes d'anarchistes, pourtant nombreuses, dressées à cette époque.

(22) Ceci est confirmé par un état des anarchistes établi à la date du 14 avril 1894. Delesalle y figure mais avec cette mention : « domicile inconnu ». P.O.B. A-1499.

Les travailleurs nord-africains à Paris

par Michel COLLINET

L'opinion et la presse évoquent souvent la présence des Nord-Africains dans la région parisienne, non généralement pour décrire leur misère et chercher à y parer, mais pour affoler le bourgeois sur leur prétendue criminalité. En avril dernier, j'ai donné au journal Franc-Tireur huit articles où, entre autres choses, je démontrerais l'inanité de ces accusations. Je n'ai pas l'intention de reprendre pour les lecteurs de la R.P. tout ce que j'y ai écrit (je les renvoie au journal en question) mais je tiens ici à résumer brièvement mes articles précédents et à les compléter par des considérations inédites sur la spoliation officielle dont sont victimes les Nord-Africains, particulièrement les Algériens, formellement citoyens français.

Une statistique approximative

Il est impossible de dénombrer l'immigration algérienne en France : entre 300.000 et 500.000 peut-être, sur lesquels 100.000 travaillent effectivement. Beaucoup de travailleurs sont saisonniers. Ce sont ceux qui viennent s'embaucher dans les exploitations agricoles ou dans la construction des barrages hydroélectriques.

L'an dernier, la préfecture de la Seine avait recensé dans le département 100.000 Algériens, plus 8.500 Marocains et Tunisiens environ. Ces derniers, citoyens « protégés », ne peuvent venir en France qu'avec un passeport et un contrat de travail. Mais les Algériens viennent librement, logent les uns chez les autres, voués pour la plupart d'entre eux à une existence nomade. C'est pourquoi, le nombre de 100.000 est un minimum. Sur ces 100.000, 25.000 travaillent régulièrement. Que deviennent les autres ? Beaucoup, sinon tous, n'ont jamais travaillé et ne peuvent s'inscrire au chômage. Ils vivent ainsi aux crochets de leurs compatriotes plus débrouillards. On peut donc dire qu'un travailleur algérien nourrit, non seulement sa famille restée en Afrique, mais aussi trois camarades qu'il loge si possible chez lui. J'ai vérifié moi-même le fait.

Pour expliquer une immigration si misérable, il ne suffit pas de parler de nomadisme invétéré ou de propagande intéressée. La seule cause sérieuse est l'effroyable misère de l'Algérie, pays où les ouvriers agricoles gagnent 150 francs par jour. Chaque année, la population s'y accroît de 130.000 personnes. La récolte par tête de population musulmane y était de 5 quintaux en 1872, elle n'était plus que de 2 quintaux en 1948. Le salaire recueilli en France, si misérable soit-il, permet à 100.000 familles de ne pas mourir de faim au sens physiologique du terme. On évalue que plus de la moitié des salaires ainsi versés en France va en Algérie. A cela, il faut ajouter les allocations familiales sur la base de 1.875 francs par enfant et par mois. Nous reviendrons plus loin sur ce grave problème. En attendant, voici des exemples pris sur le vif lors de mon enquête effectuée l'hiver dernier.

Une vie entre mille

Des milliers d'Algériens s'entassent dans les passages poussiéreux du quartier des Grésillons entre Gennevilliers et Asnières. Chaque maison y est un hôtel et chacun y possède un « café » avec quelques tables et banquettes. Point remarquable : les bouteilles y sont rares, les verres pleins encore plus. C'est là, mobilier inutile pour la clientèle nord-africaine qui boit du thé quand elle boit ! Dans les coins, des groupes jouent au domino.

Une jeune femme avec de longs cheveux blonds nous apporte à mes compagnons et à moi des verres de thé sucré. Elle aussi est immigrée... des Côtes-du-Nord.

Mahdi K... me parle. C'est un Berbère arabisé de Medjana, arrivé en septembre 1948 à Paris. Il a laissé en Algérie sa mère, sa femme et quatre enfants en bas âge.

— Pourquoi êtes-vous venu en France ?

— Où j'habite, il n'y a pas de travail ! Trois mois par an seulement comme ouvrier saisonnier, à 150 francs par jour, à travailler comme des bêtes, du matin au soir, chez des colons. Pas d'industrie non plus. Aller dans une ville d'Algérie ? Nous y sommes traités comme des étrangers, bien plus qu'ici où, au moins, on nous ignore le plus souvent, et puis, il y a encore moins de travail qu'ici. Chez moi, en vendant des figues, des olives et quelques légumes, j'arrivais à 2.000 francs par mois.

Il y en avait d'autres qui avaient expédié, au bout de 14 mois d'absence, près de cent mille francs à leur famille ! Alors, il faut partir. Celui qui ne part pas n'est pas un homme. Il ne veut pas jouer sa vie pour la gagner.

— Et comment avez-vous réglé votre voyage ?

— J'ai emprunté dix mille francs, à 25 pour cent. Le trajet jusqu'à Alger m'a coûté 1.100 francs, le bateau et le train jusqu'à Paris, 5.400 francs. J'ai débarqué dans cette rue et je ne l'ai plus quittée.

— Et vous avez trouvé un logement et du travail ?

— Pour le lit, heureusement que l'hôpital en pompe quelques-uns, mais les candidats sont nom-

breux. Pour le travail, je suis dans le vernis depuis janvier 49, comme manœuvre gros travaux.

Il me tend sa feuille de paie. En novembre, pour 160 heures normales plus 28 supplémentaires dont 5 de nuit, il a touché 12.961 francs dont il faut retirer 778 francs de Sécurité sociale, soit 12.183 francs net.

— Et avec ça ?

— Avec ça, j'ai payé en dix mois mon usurier et envoyé à ma famille de 2.000 à 4.000 francs par mois ; moi je vis avec 7.000 à 9.000 francs par mois ; mon lit me coûte 900 francs, ma part de charbon (nous sommes trois sur le poêle) 300 francs. La cantine d'usine me donne pour 80 francs un plat garni et un dessert. Cela fait 100 à 110 francs avec le pain et la bière. Aussi j'aime mieux me faire une gamelle moi-même.

— Et le couscous ?

— Tous les vendredis, nous nous mettons à quatre pour acheter un kilo de mouton, un kilo de semoule. Avec les ingrédients (beurre, piments, légumes), nous en avons pour 1.000 francs.

En dehors de ce « luxe » hebdomadaire, la vie de Mahdi K... se déroule entre le morceau de viande trop rare et le vêtement trop rapiécé. La sous-alimentation creuse ses joues bronzées et ce « manœuvre gros travaux » me semble terriblement faible pour manipuler de lourdes masses...

— Quand je ne mange pas de viande, je bois un litre de lait. Tout irait bien si je pouvais avoir les deux à la fois !

— Votre famille touche-t-elle des prestations ?

— Oui, au taux algérien, 1.875 francs par mois et par enfant. Nous obtenons 22.500 francs par trimestre, payés à nous par la caisse d'Alger ; mais après quelles complications de papiers et de procurations ; et un retard de plus de six mois !

— Si votre famille habitait la France, elle recevrait des prestations au taux de la métropole, ce qui vous ferait, si votre femme ne travaillait pas, 18.250 francs par mois au lieu des 7.500 qu'elle reçoit en Algérie.

— D'accord ! Je le sais, mais comment voulez-vous que je la loge ?

Ainsi, à chaque moment se pose le problème le plus grave de notre époque, celui qui conditionne tout le reste : à quoi bon créer de l'emploi pour les Algériens si la question élémentaire de leur logement n'est même pas abordée !

Une chambre noire et humide

— Peut-être, dit son camarade A... H..., qui n'était pas intervenu jusque-là ; mais le travail c'est tout. Si on le perd, la famille perd tout d'un seul coup, non seulement ce qu'on lui envoie mais aussi les prestations.

— Moi, je ne me plains pas. A mon usine d'acous j'ai fait un mois de 255 heures avec des journées de 12 heures dont 11 de travail. Pour cela, j'ai touché 20.500 francs net. J'en envoie la moitié à ma femme et mes trois enfants.

Cet homme ne soutient sa famille qu'au prix de sa santé et du chômage de ses camarades. Il m'invite à visiter son hôtel.

Nous traversons la rue et poussons une petite porte : une cour étroite comme un puits. Je distingue au-dessus de ma tête des passerelles métalliques qui relient un bâtiment à l'autre. Nous montons un escalier en plein air dont la rampe en bois est gluante et trempée.

Sur le palier des ordures piétinées donnent un certain relief à une épaisse couche de boue. La raison en est que le poste d'eau du palier sert en même temps de déversoir à ordures, d'évier à vaisselle pour tout l'étage et il est souvent bouché ! A côté, une porte désarticulée s'ouvre sur

une tinette qui doit servir aussi de déversoir pour objets divers. Nous franchissons la passerelle, pour pénétrer dans le second bâtiment dépourvu d'escalier. A... H... frappe à une porte.

— C'est là qu'habitent mes cousins, me dit-il, je vais vous présenter. Moi j'habite au-dessus.

Ses cousins logent à deux dans une étroite chambrette. Il est huit heures du soir et une épaisse vapeur sort de la marmite sur le poêle. La fenêtre qui donne sur le puits de la cour est hermétiquement fermée. L'eau ruisselle sur les murs où s'écaillent des morceaux de peinture verte. Deux lits militaires avec des draps de même origine. Du linge sèche (?) pendu à des ficelles ; un plancher en ciment. Le prix de ce cabinet noir est modique : 1.920 francs par mois. Ce n'est pas exagéré alors qu'à la porte de Clichy, on paye 250 francs par jour avec de la vue, il est vrai. Les deux hommes sont manœuvres à la même usine qu'A... H..., mariés et pères de quatre et deux enfants. Ils viennent du douar Colla au nord de Sétif, et le premier en est à son second séjour à Paris. Il était reparti dans son douar en 48, mais la vie y était *impossible*. Mieux vaut mille fois le trou noir à 1.920 francs que le Tell où l'on ne travaille ni ne mange. Relativité dans la misère !

Au mur, quelques photos tachées de rouille : des jeunes mariés en habit bourgeois, un uniforme kaki de l'armée d'Afrique, un calendrier arabe avec un panorama de la grandiose rade d'Alger, etc. Entre ces témoignages d'une vie banale mais normale et ces deux solitaires qui tisonnent leur feu, au milieu d'une vapeur froide, il y a l'escalier où la joie de vivre a fini par s'engluier.

Une communauté de travailleurs et de chômeurs

Rue de P..., à Gennevilliers. On traverse un bâtiment, puis une cour ; au fond, d'anciens ateliers ou remises sans étage. On y entre de plain-pied par une porte vitrée au verre dépoli. Une chambre de 5 mètres sur 4 est éclairée par une ampoule suspendue au bout d'un fil. Je dis « éclairée » par convention, car j'ai l'impression d'y voir les choses à travers un brouillard malodorant. Il y a cinq lits en fer munis de sommiers mais non de matelas. Une paille roulée entre les lits et un polochon fait d'un sac de grosse toile bourré de copeaux indique qu'une sixième couchette est normalement disponible. Sur le sol de terre battue, une carpe décolorée montre sa corde. Une septième personne peut à la rigueur s'étendre là. Il n'y a ni armoire ni chaises : quelques vêtements et couvertures de type militaire pendent à des ficelles qui vont d'un mur à l'autre ; une table sur laquelle je découvre un morceau de graisse dans du papier et une cuvette en fer désémaillée et enfin dans l'angle des murs un poêle rond d'où suinte doucement une petite fumée piquante. Dehors, le ciel est brumeux et le poêle tire mal. Assis sur une caisse, un homme jeune pèle des pommes de terre. Cuites dans de la graisse, elles constitueront le plat unique du dîner des huit occupants de cette chambre.

— Sur les huit que nous sommes, me dit-il, quatre seulement travaillent. Notre situation s'est améliorée. La semaine dernière nous avons logé à douze et les quatre, aujourd'hui partis, ne travaillaient pas non plus. J'ai vingt-trois ans et suis depuis quinze mois en France. Avant d'être ici, j'avais travaillé sept mois à Montbéliard ; maintenant je suis dans le caoutchouc.

Il me tend sa feuille de paie. A l'entreprise W... il vient de toucher 5.500 francs net pour une quinzaine de 96 heures.

Trois de ses camarades viennent d'entrer et se

groupent autour du poêle. Je regarde l'un d'eux : un homme entre deux âges avec une assez forte moustache et un bérêt basque ; il reste assis comme hébété au bord d'un lit, ma présence ne lui semble nullement insolite. A un geste du regard, mon interlocuteur répond :

— Celui-là n'a pas de veine, il est trop vieux et ne parle guère le français ; ça fait cinq mois qu'il est ici. Il n'y a jamais rien pour lui. Malheureusement, il a des enfants là-bas.

Là-bas, c'est le territoire de la commune mixte de Guergour, d'où viennent les hommes qui se succèdent dans cette chambre ; là-bas, chacun gratte sa terre comme il peut, mais ici la solidarité est absolue dans cette petite escouade de naufragés, perdus dans la foule anonyme des banlieues surpeuplées

Les deux qui sont entrés avec lui travaillent. L'un dans une usine de pneus touche 5.745 francs par quinzaine ; il a une femme et trois enfants en Algérie ; il leur envoie 3.500 francs par mois. Le dernier, dans une entreprise de charpentés, se fait 2.406 francs par semaine ; c'est un homme petit et sec ; il a deux enfants et se lamente car il ne sait encore s'ils ont touché l'allocation : celle-ci n'est versée chaque trimestre qu'au bout de longs mois d'attente, par la caisse algérienne... et le douar est loin !

Huit hommes vivent ici sur un budget mensuel qui ne doit pas dépasser 20 à 25.000 francs. Leur nourriture est monotone : pommes de terre et haricots ; du mouton, une fois par semaine !

Ce rez-de-chaussée est naturellement humide : avec le mur de briques minces apparaissant derrière les déchirures du plâtre, l'absence de perron et de grenier. La popote étant faite dans la pièce, la vapeur se dégage et va se condenser en gouttelettes à toutes les écaillures de plâtre. L'atmosphère bleutée pique la gorge ; ce mélange d'humidité et de fumée, quel merveilleux véhicule pour les bacilles pulmonaires ! Gennevilliers ne tient-il pas la tête pour la tuberculose ?...

La tuberculose décime les Algériens

La tuberculose, d'après les témoignages médicaux, fut introduite en Algérie dans les fourgons de l'armée française. Chose inouïe : sauf exceptions, cent ans après la conquête, c'est encore en France que l'Algérien vient contracter le terrible mal. Le paysan berbère passe brusquement d'une atmosphère sèche et riche en oxygène à l'air humide, chargé de gaz carbonique et de poussières virulentes des taudis parisiens ; il est alors réceptif comme un enfant. Saleté, promiscuité et sous-alimentation sont les grands agents de propagation. Ajoutons à cela que les Algériens, presque tous manœuvres dans la métallurgie et les produits chimiques, font les travaux les plus pénibles, passent brusquement d'un four brûlant à la brume glacée des nuits d'hiver... De plus, à travaux identiques, la sensibilité pulmonaire du Nord-Africain est plusieurs fois supérieure à celle de son camarade français. Aucune statistique n'existe, mais d'après les dépistages des dispensaires, et les entrées à l'hôpital franco-musulman, les compétences pensent que le quart des Nord-Africains est atteint par le bacille.

La streptomycine, ce nouvel antibiotique, guérit radicalement en deux mois. Malheureusement ce que la science fait, l'anarchie sociale le défait. Pour le Nord-Africain guéri, il faut une convalescence de six mois au moins, pendant laquelle une surveillance est nécessaire.

S'il retourne en Afrique, il perd automatiquement le versement de la Sécurité sociale pour son congé de longue maladie. De plus, n'étant pas sur-

veillée en Algérie, où la lutte antituberculeuse est presque inexistante, il récidive et contamine sa famille.

S'il reste en France, les présanatoria manquant, il retourne à son taudis, récidive et contamine ses camarades. De plus, sa famille ne recevant ni surplús de salaire ni allocations familiales, il se remet, si possible, à travailler et alors...

Quand, par hasard, il trouve une place dans un sanatorium, isolé et incompris, dévoré d'angoisses, il le quitte à la première occasion.

La lutte contre la tuberculose doit, pour être efficace, s'attaquer aux causes sociales : la misère et le taudis ; sur le plan strictement médical, les mesures suivantes devraient être prises :

a) Création d'un fichier sanitaire et d'un carnet individuel de santé ;

b) Vaccination préventive à l'arrivée en France ;

c) Construction de présanatoria pour les convalescents.

On voit ainsi que les Nord-Africains sont victimes non seulement de leur condition particulièrement pénible de salarié mal payé mais en plus de l'état d'exception où le gouvernement tient les territoires africains.

Le Nord-Africain est-il condamné à rester manœuvre ?

Il n'y a pas que la tuberculose qui ronge les poumons, il y a aussi l'ignorance, qui laisse le travailleur nord-africain sans défense. Aujourd'hui, moins de 10 % des enfants algériens reçoivent une instruction primaire. L'écrasante majorité des Algériens qui travaillent à Paris ne sait lire ni le français ni même l'arabe. Par des moyens de fortune, on essaye de parer à cet état de choses. Des entreprises (comme la régie Renault), des œuvres privées, le ministère de l'Éducation nationale (celui-ci avait 3.000 élèves dans la Seine en 1949) ont monté des cours de français. Ils n'atteignent que des minorités : celles que la chance ou plus généralement une énergie farouche poussent à quitter leur triste condition. Beaucoup de gens, patrons et même ouvriers, nient que le Nord-Africain ait une aptitude à diriger des machines et — à plus forte raison — à devenir un travailleur qualifié. Cette opinion assez répandue semble un préjugé et une méconnaissance des conditions réelles de transmutation qu'il a subies. On m'a cité une usine du Nord où près du tiers des Nord-Africains est qualifié. La Commission algérienne de l'industrialisation (U.N.I.T.E.C.) écrivait sur les apprentis algériens : « Nous avons vu des ouvriers, même débutants, avoir rapidement au plus haut point l'amour de leur métier ou de leur machine... Là où certains craignaient paresse, négligence, incapacité, nous n'avons trouvé que curiosité, désir d'apprendre, fierté d'avoir réussi, estime et respect de l'instructeur et du chef compétent. »

Mais ce ne sont pas les cours du soir — si utiles soient-ils — qui redresseront l'Algérie, et sa population musulmane, de l'abîme d'ignorance et de misère où elle est plongée. Là encore le problème dépasse les initiatives particulières et les velléités administratives. C'est le problème de la faillite du colonialisme à « civiliser » les populations soumises.

Dans les centres d'hébergement

Le département de la Seine gère cinq centres d'hébergement pour les Nord-Africains ; situés à Boulogne, Nanterre, Gennevilliers, rue de Tocqueville et rue Lecomte. Celui de Boulogne, rue Da-

miens, est un grand immeuble en ciment armé avec de larges terrasses en escalier. Construit en 1935 pour une société des foyers ouvriers nord-africains, il ferma en 1939, faute de clients. S'y logèrent successivement des Allemands, des Américains et des réfugiés. Depuis 1947, il est rendu à sa première destination et on y héberge environ trois cents Nord-Africains. Ils payent 35 francs par jour pour un lit avec draps et couvertures (plus 9 francs pour les douches, 20 francs pour les bains). Les chambres aérées de deux, trois ou quatre lits possèdent des fourneaux à gaz surmontés de hottes pour la cuisine. N'oublions pas qu'à dépenses égales, les Nord-Africains donnent toujours la préférence à la cuisine faite par eux. Lavabos et w.c. n'y sont pas mieux installés que dans les traditionnels casernements de l'armée française ; mais, me dit le gérant, ses pensionnaires s'accommodent mal de lavabos émaillés (?).

Dans un tel centre, le chômeur n'est pas admis. Les pensionnaires travaillent chez Renault, Ripolin ou Gévelot. Là, l'embauchage se fait par tribus. Au centre, une majorité d'Oranais (Tubesche, Achache...) et une minorité de Kabyles (Tizi-Reriff, Dra el Mizan...). Les salaires sont de 12 à 18.000 francs, mais ces travailleurs arrivent à vivre avec 5.000 francs par mois. Chaque mois des centaines de mille francs sont expédiées aux familles algériennes...

Les centres de Nanterre, de Gennevilliers et de la rue de Tocqueville sont régis de la même façon que celui de Boulogne. Là encore, il ne s'agit que de Nord-Africains ayant un emploi et payant un léger loyer chaque mois. Au contraire, le centre de la rue Lecomte est réservé aux seuls indigents. La durée du séjour ne peut y excéder un mois. Un millier de Nord-Africains y passent chaque année. Inutile d'insister sur ce que l'expulsion d'un sans-travail peut avoir de dramatique et d'inhumain... Chaque nuit des pensionnaires clandestins viennent se cacher sous les lits de leurs camarades !

Au total, le département entretient un millier de lits environ pour héberger les Nord-Africains. Ajoutons à cela, l'hospice de la Croix-Rouge à Vaugirard et le fort de la Double-Couronne à Saint-Denis créé par le ministère du Travail avec des subventions patronales (1), soit au total 400 lits environ ; nous avons fait le tour de l'assistance aux Nord-Africains dans le département de la Seine. On le voit : une goutte d'eau dans l'océan.

Des projets sont en cours pour créer six nouveaux centres de 300 lits chacun à Gennevilliers, Stains, Montreuil, Vitry, Issy-les-Moulineaux, Asnières, mais cela coûterait 600 millions au département ! De 1946 à 1950, le département a dépensé 260 millions en assistances diverses (sauf l'hôpital franco-musulman de Bobigny), il a reçu en plus du ministère du Travail une subvention de 6 millions et du gouvernement général d'Algérie, la somme vraiment astronomique de 250 mille francs ! Ainsi ce que les colons refusent de payer retombe sur les contribuables parisiens.

La charité privée ou publique n'a jamais résolu un problème social qui est d'ailleurs lui-même la conséquence du problème africain. Cela dépasse la compétence d'un département et relève plutôt des Nations Unies ou de tout autre organisme international. L'assistance ne peut être autre chose qu'individuelle ou exceptionnelle. Ce ne peut être le cas ici : emploi, qualification, sécurité, santé sont des problèmes créés par l'expansion capitaliste en Afrique, dont les répercussions se font

(1) Un groupement patronal a fondé une « association pour la création des foyers N. A. » (31, rue Médéric). Chaque entreprise s'y inscrit pour un certain nombre de lits à 30.000 francs chacun.

sentir dans la métropole. Leur solution aboutirait à faire du Nord-Africain, aujourd'hui un paria hors de la société, un travailleur appartenant à la société.

L'Algérien est un citoyen formel

Les musulmans d'Algérie sont citoyens français. On le leur a dit et ils voudraient le croire. Ils sont citoyens cent pour cent quand ils se font tuer, mais dans la paix ils ne bénéficient pas de la même législation que les vrais citoyens, ceux de la métropole. A la place de l'égalité des droits, il n'y a encore de réelle que l'égalité des risques devant la guerre et ses horreurs. Sur tous les autres plans, ceux qui intéressent un homme du berceau à la tombe, il n'y a qu'inégalité et injustice.

Il n'y a pas de risque maladie dans la caricature de Sécurité sociale existant en Algérie. Le contrôle médical y est d'ailleurs pratiquement nul. Le résultat est qu'un travailleur en France, ayant besoin d'un congé de plusieurs mois, ne peut rentrer le passer dans sa famille, en Algérie. Comme il n'existe pas de maison de repos pour lui en France, il passera son « congé » dans son taudis. Inutile de commenter ce qui en résultera pour lui-même et pour l'hygiène publique.

Une source d'inégalités : les allocations familiales

L'inégalité et l'injustice sont encore plus flagrantes dans la question des allocations destinées aux familles restées en Afrique.

Pour les Marocains et Tunisiens, il n'existe à l'heure où j'écris aucune allocation pour leurs familles restées en Afrique ; ils sont purement et simplement considérés comme des ouvriers étrangers. On se demande alors au nom de quelle conception logique on dénie au Maroc et à la Tunisie la qualité de nation étrangère et partant souveraine.

Les Algériens, « citoyens français », n'ont pas droit au bénéfice des lois françaises ; ils doivent — travaillant en France — se contenter de la loi algérienne. L'article 25 de la loi du 22 août 1946 réorganisant les prestations familiales nous dit : « Le régime des allocations familiales, existant en Algérie... est étendu aux salariés, qui travaillent en France métropolitaine dans les professions visées par ce régime, et dont les enfants résident en Algérie. »

Or, dans le régime algérien, seuls 200.000 salariés de l'industrie et du commerce bénéficient des allocations. La masse des ouvriers agricoles, à 150 francs par jour, n'a rien. Conséquence : les travailleurs agricoles en France n'en bénéficient pas non plus. On ne s'étonne pas alors qu'il n'y ait que 750 Algériens dans l'agriculture sur 100.000 travailleurs. Des personnes bien intentionnées demandent que les Algériens se mettent en France à la garde des troupeaux. Avant d'entendre cette nouvelle symphonie pastorale, il serait bon de modifier l'article 25 !

De même, les versements à la famille cessent dès que le travailleur est mis en chômage. Le chômeur inscrit ne touche rien pour ses enfants. Je suis convaincu que la négligence des Algériens à se faire inscrire dans un bureau après avoir quitté un travail, serait très atténuée s'ils avaient les mêmes avantages que leurs camarades de la métropole.

Bien que les versements en Algérie émanent des caisses françaises, il est avéré qu'il faut environ

neuf mois entre la présence au travail et le versement de la première allocation. En plus de l'absence d'état civil régulier (les musulmans n'ont pas de livret de famille), les paiements trimestriels font de longues stations entre Paris et l'administrateur de la commune, où un parent doit venir — de fort loin souvent — pour le toucher. On ne peut qu'approuver l'Assemblée de l'Union française qui a préconisé le versement direct des caisses françaises par la voie postale.

L'inégalité entre Français et musulmans devient particulièrement révoltante quand on compare les taux d'allocations versées. L'Algérien ignore l'allocation de salaire unique bien que sa femme ne travaille jamais. Sa famille reçoit une allocation uniforme de 1.875 francs par mois et par enfant, à partir d'un salaire mensuel de 12.500 francs (au-dessous, elle touche 15 pour cent du salaire mensuel). Or les familles de quatre enfants sont fréquentes en Kabylie. Pour notre lecteur, nous avons dressé le petit tableau comparatif suivant :

Nombre d'enfants	Allocations payées aux familles algériennes	Allocations françaises (avec salaire unique)	Différence en faveur des Français
0	0	1.200	1.200
1	1.875	2.400	525
2	3.750	7.850	4.100
3	5.625	13.350	7.725
4	7.500	18.250	10.750

Il est inutile d'insister sur la pénalisation qui frappe ainsi les familles habitant l'Algérie. Or les entrepreneurs versent pour les Algériens le même pourcentage que pour les Français, soit 16 pour cent du salaire versé, mais les Algériens ne bénéficient pas des mêmes prestations. Nous aboutissons ainsi à une véritable escroquerie aux dépens des Algériens (2). Ajoutons encore que ces derniers n'ont aucune autre allocation (maternité ou prénatale). Quelle est donc la solution pour un ouvrier algérien ? Elle est de faire venir sa famille en France pour qu'elle touche intégralement les allocations. « Bravo, dira-t-on, voilà une solution saine moralement et physiquement ! » Il y a un petit malheur à cela : pas de logement pour la femme et les gosses.

Malgré cela, on voit se dessiner, depuis quelques mois, un mouvement de caractère nouveau. Avant la guerre, le nombre de femmes musulmanes à Paris était inexistant (une vingtaine d'après Louis Massignon). Aujourd'hui, on en voit de plus en plus de ces malheureuses, transplantées brusquement dans un monde qu'elles ignorent, et où elles doivent, sans trop déroger à de vieilles habitudes d'isolement, assurer la vie du ménage. On en rencontre à Boulogne, dans le 15^e, le 14^e et jusque dans une maison de passe de la rue Quincampoix, entassées avec leurs enfants dans une chambrette d'hôtel, et couchant par terre. Et voilà de nouveaux nids à tuberculose, de nouvelles sources à faits divers pour les journaux spécialisés et... vive la famille, n'est-ce pas ?

Le travailleur algérien assis entre deux chaises

Le travailleur algérien vivant en France subit dans sa vie quotidienne les effets contradictoires du statut organique de l'Algérie. D'après l'article 4, il jouit en France de tous les droits attachés à la qualité de citoyen français ; sa femme et ses enfants restés en Algérie ne jouissent que des droits agréés par l'Assemblée algérienne, d'après l'article

(2) Les ouvriers belges et italiens en France bénéficient d'un meilleur traitement que les Algériens « français ».

14 du même statut. En France, le travailleur algérien a la même protection que son camarade français ; en Algérie, sa famille n'a aucun des avantages dont bénéficie celle de son camarade.

Telle est la contradiction qu'un système bâtarde additionné d'une fausse démocratie provoque dans la vie de la famille algérienne. Citoyen français diminué, mais non plus citoyen d'une puissance libre, associée ou non à la France métropolitaine ; ce problème politique ne peut à nos yeux qu'avoir une solution politique dans l'un ou l'autre sens que l'histoire finira bien par imposer !

Aujourd'hui, l'Assemblée algérienne s'occupe d'une pseudo Sécurité sociale (risque maladie) qui impliquerait la création d'un réseau de caisses professionnelles, incapables de remplir leur but. Il est certain que de l'assemblée introuvable d'Alger, on ne peut espérer une unification des prestations familiales entre les deux pays.

Ici, j'entends la voix désintéressée des statisticiens : « Augmenter les prestations familiales dans un pays où il y a déjà trop de naissances serait un contresens démographique et économique. Il faudrait au contraire décourager la natalité par leur suppression. » Si l'on admet cette manière statistique de raisonner, il faut le faire loyalement et admettre en contrepartie d'une diminution des prestations une augmentation du salaire individuel. L'expérience montre que les salaires individuels élevés n'ont jamais favorisé le « lapinisme ». Je doute cependant que cette solution soit très bien accueillie par les employeurs algériens...

Le jour où le niveau de vie algérien tendrait à se rapprocher du niveau de vie français, l'équilibre serait rétabli entre les deux vases communicants. Cela signifierait que la misère et la surpopulation qui lui est liée sont également vaincues. Ce n'est pas pour aujourd'hui.

Donner aux Algériens ce qui leur appartient

Imaginons un instant que surmontant l'obstacle du logement, les familles des 100.000 ouvriers algériens viennent habiter la France et supposons, ce qui n'a rien d'exagéré, qu'elles aient chacune deux enfants, la caisse des allocations familiales serait obligée de déboursier un supplément de 4.100 francs par mois par famille, c'est-à-dire 410 millions en tout, ou par an près de 5 milliards (ceci n'est qu'un ordre de grandeur, qu'un calcul exact modifierait peut-être de 1 à 2 milliards).

Ajoutez-y les allocations prénatales et de maternité inconnues en Algérie et le maintien de ces allocations en cas de chômage. La Sécurité sociale devrait y ajouter ses allocations de maladie... Or, répétons-le, rien légalement ne saurait empêcher que ces citoyens français changent de « domicile » (si on peut appeler domiciles leurs niches à chien !). Il est absurde logiquement et juridiquement, il est contraire au principe de l'indivisibilité de la République d'admettre qu'un changement de domicile modifie un droit que le citoyen tient à la fois de la loi et de sa fonction sociale.

Le principe de la compensation, base des allocations, est nettement violé aux dépens des Algériens. Il faut leur rendre les milliards que l'on retient par une mesure discriminatoire injustifiable.

Faudrait-il pour cela augmenter la cotisation patronale de 16 pour cent sur les salaires versés ? Nous pouvons répondre catégoriquement : non. Le rapport du ministre du Travail (J.O. du 7 juin 1950) nous fournit les chiffres suivants pour l'année 1949, en ce qui concerne les seuls travailleurs salariés :

Recettes : 191.498 millions de francs.

Dépenses : 184.515 millions de francs,

sur lesquelles les prestations (allocations familiales et allocations de salaire unique) représentent 172.437 millions auxquels il faut ajouter 6.514 millions de crédits pour l'action sanitaire et sociale.

Il existe donc un excédent d'environ sept milliards, au moins, qui couvrirait largement ce que l'on doit aux travailleurs algériens de la métropole.

Il y a deux façons de rendre cet argent à son véritable propriétaire. La première est de l'envoyer directement à sa famille en Algérie qui bénéficierait ainsi des mêmes avantages que si elle habitait la France. Ce serait conforme sinon à la justice du moins à l'égalité. Cependant, il existe trois arguments contre cette solution.

D'abord, elle accentuerait l'inégalité au sein des populations algériennes, tant que l'Assemblée d'Alger qui tient ses pouvoirs du Statut n'aura pas relevé le taux des allocations distribuées là-bas. Cette inégalité accentuerait l'immigration vers la France et rendrait impossible l'amélioration du prolétariat algérien de la métropole. Ensuite, elle encouragerait une fécondité élevée dont le besoin ne se fait nullement sentir. En troisième lieu, elle ne modifierait en rien la triste situation du travailleur vivant en France, qui ne peut être améliorée que par des mesures collectives.

Avec une Algérie au niveau de vie transformé ces arguments tomberaient, mais alors le problème de l'immigration serait bien près d'être résolu. Nous avons au contraire à travailler dans l'état déplorable d'aujourd'hui et à en tenir compte.

Pour une gestion collective des allocations

Il faut donc remettre collectivement cet excédent d'allocations aux travailleurs algériens en France, afin qu'il soit utilisé pour l'aménagement de sanatoria, de foyers d'hébergement, la construction rapide, en matériaux légers, de cités ouvrières, et la formation professionnelle.

Ici se pose le problème de la gestion de ces fonds. Pour cela, il faut tenir compte de deux éléments psychologiques : le premier est la solidarité spontanée qui lie entre eux les immigrants nord-africains, surtout quand ils n'ont pas — ce qui est encore le cas général — amené leurs femmes avec eux ; solidarité de famille, de tribu, qui les pousse à s'agglomérer suivant leur village d'origine, mais qui dépasse la tribu pour devenir une véritable solidarité nationale et religieuse ! Le second est l'extrême méfiance parfois justifiée vis-à-vis des initiatives purement françaises et administratives à l'esprit desquelles ils resteront toujours étrangers.

Il ne faut donc pas songer à une organisation bureaucratique, nid à gaspillages et source de méfiance ou tout au moins d'indifférence. Il faudrait que l'on mette sur pied une vaste mutuelle entre Algériens — le cas des Marocains et Tunisiens doit être provisoirement disjoint, étant donné les statuts différents des trois pays (3). Mais, dans l'état actuel du niveau des travailleurs, il faudrait une mutuelle contrôlée avec participation de représentants de la métropole.

A côté des délégués — manuels et intellectuels — de la communauté algérienne musulmane en France, on pourrait adjoindre des représentants des différentes forces syndicales ouvrières et patronales de la métropole, enfin des représentants

(3) Il faudrait que le statut futur des ex-pays de protectorat implique la réciprocité des droits entre citoyens des différents pays.

de l'Etat — ceux-ci en minorité. On aurait ainsi une sorte d'office public à gestion autonome, soumis au contrôle parlementaire, disposant des fonds de prestations familiales aujourd'hui non distribués, office qui, en plus, pourrait recevoir des subventions de personnes ou de collectivités (villes, départements...).

La participation des Algériens à cet office devrait se faire par le canal d'associations à créer par eux-mêmes et qui pourraient se fédérer en une association unique. On me demandera : pourquoi pas une centrale syndicale algérienne en France ? A cela je réponds non, pour les raisons suivantes :

1) La place des travailleurs algériens est dans les syndicats de leurs camarades métropolitains ; il y a aujourd'hui assez de centrales de tendances différentes pour qu'ils obtiennent, sans trop de difficultés, de s'y faire une place ;

2) Une centrale syndicale purement algérienne ne serait certainement pas acceptée par le ministère de l'Intérieur qui trouverait des prétextes à sa dissolution ;

3) Une centrale syndicale ne pourrait accepter l'adhésion d'étudiants, de membres de professions libérales, de commerçants qui, dans le *stade actuel des choses*, pourraient jouer un rôle utile en contact avec les ouvriers industriels ;

4) Le rôle de cette association algérienne serait surtout de prendre une responsabilité dans la gestion d'œuvres collectives, fonction très différente de celle d'une centrale syndicale qui reste avant tout un organe revendicatif et combattant.

L'office ainsi créé aurait à prendre en charge l'instruction, la santé et l'hygiène des travailleurs algériens. Cette charge pourrait être étendue à leurs camarades marocains et tunisiens, si on modifiait les droits de ceux-ci, considérés comme étrangers, dans le sens d'une assimilation aux travailleurs français. (Aujourd'hui, leurs familles, résidant en Afrique, ne touchent pas d'allocations). L'office aurait à distribuer du travail, utiliser dans ses services et entreprendre le maximum de main-d'œuvre algérienne compatible avec la qualification exigée. Il pourrait aussi, conformément à une suggestion de M. Ferhat Abbas, entretenir dans les ports algériens d'embarquement des foyers coopératifs où commencerait l'adaptation au monde moderne du paysan déraciné.

Créer une classe ouvrière

Un tel office ne saurait être éternel. Son objet serait avant tout de diminuer le fossé entre les vies des ouvriers algériens et français. Il n'aurait aucune raison d'être si l'Algérie bénéficiait de lois et d'un niveau d'existence analogues à ceux de la métropole. Aujourd'hui, les Algériens — et dans une certaine mesure, les Nord-Africains en général — forment un sous-prolétariat, sans défense, pour qui n'existent ni égalité de droit avec leurs camarades français ni égalité de condition. Il s'agit de réaliser sous une forme efficace cette double égalité.

Il y a cent ans, l'écrivain socialiste Flora Tristan s'était posé une question analogue devant les parias déracinés qui affluaient de la campagne vers Paris : comment transformer ces gens en travailleurs conscients, comment « constituer la classe ouvrière » ? Elle écrivait pour y répondre sa brochure prophétique *l'Union ouvrière*, gigantesque association qui à ses yeux devait donner aux ouvriers déracinés le minimum matériel au-dessous duquel il n'est pas de dignité possible.

C'est une suggestion analogue que nous présentons pour les immigrants d'Afrique du Nord.

M. C.

IL EST ENCORE TEMPS DE CONSTRUIRE LA PAIX

L'affaire de Corée aura eu au moins ce résultat d'alerter l'opinion publique sur l'extrême fragilité de la paix mondiale, et, si l'on en juge par le ton des polémiques, les remous qu'elle a provoqués ne sont pas près de se dissiper.

Après la surprise des premiers jours où l'on appréhendait l'embrasement général, le temps de la réflexion est venu et depuis, chacun s'interroge plus anxieusement que jamais sur les perspectives peu réjouissantes qui lui sont offertes en un monde où se heurtent les appétits des puissances en mal d'hégémonie.

Du côté moscovite, pas d'équivoque, les « Partisans de la paix », qui applaudissent à chaque succès russe, sont fin prêts à accueillir à Paris Staline le pacifique et à lui en faciliter l'accès par tous moyens appropriés.

Quant aux Occidentaux, on comprend que la démonstration actuelle faite par les Russes de l'efficacité de leur surarmement ait jeté l'affolement et la consternation dans leur camp, tandis qu'ils se reposaient sur le mol oreiller de leur supériorité atomique.

Certes, l'intervention rapide des Etats-Unis apporta aussi un soulagement parmi les adversaires de la dictature esclavagiste de l'Est.

Mais doit-on voir là autre chose que la riposte d'un autre impérialisme se couvrant de la juridiction pacifiste à l'eau de roses de l'O.N.U. pour refouler un rival en passe de s'assurer une position avantageuse — stratégique ou autre — sur l'échiquier mondial ?

D'accord, bien sûr, pour considérer que l'ennemi numéro un est celui qui depuis tant d'années brouille l'horizon prolétarien par sa politique partisane, celui qui monopolise à son profit exclusif l'action ouvrière pour des fins dont l'exemple russe nous démontre, hélas ! qu'elles n'ont rien de commun avec les aspirations ouvrières de libération sociale.

En l'état actuel des choses, devant la menace que font peser sur nous les récents événements, la question que se pose tout internationaliste conséquent est celle-ci : comment réagir efficacement contre le perpétuel danger de guerre et éviter à la fois la servitude ?

DE LA GUERRE CIVILE AU SUICIDE COLLECTIF

Il me semble en effet, que faire choix de l'un pour éviter l'autre, comme le proposent certains camarades, n'est pas la meilleure solution.

Je ne doute pas qu'avant d'adopter cette attitude ces camarades n'aient retourné le problème sur toutes ses faces et que s'ils ont pris une décision aussi grave, c'est qu'ils considèrent qu'il n'existe pas de moyen d'agir autrement.

Pourtant, si décidé que je sois, moi aussi, à défendre les maigres, mais combien précieuses libertés conquises de haute lutte et au prix de tant de sacrifices sur le régime bourgeois tant honni, lorsque j'envisage les conséquences possibles qui résulteraient de la solution guerrière pour l'avant-guerre, la guerre et l'après-guerre je ne puis que me refuser à les suivre.

Nous pouvons en avoir une idée par les récentes dispositions prises par les différents gouvernements du bloc occidental qui s'installent dans ce qu'on appelle l'« économie de guerre ». « Plusieurs années d'austérité », annonce notre premier ministre, actuellement en exercice, Plevin. Dans les circonstances présentes on sait ce que cela veut dire : c'est l'aggravation de la grande pénitence que nous subissons depuis la fin de la dernière. Les plus durs sacrifices vont être imposés toujours aux mêmes taillables et corvéables : impôts nouveaux, augmentation de la durée du travail pour l'intensification de la production dans tous les domaines (il

faut non seulement réarmer, mais stocker). La réquisition ouvrière s'imposera. L'effort de guerre réclame la concentration de toutes les activités, de toutes les énergies et ne tolère aucune défaillance si on veut le mener à bien. Je suppose que nos camarades partisans de la guerre contre la servitude voudront s'associer à ces mesures, quittes à réclamer une meilleure répartition des sacrifices, car, lorsqu'on s'est engagé dans cette voie et qu'on a décidé de prendre toutes ses responsabilités on ne saurait se contenter de demi-mesures.

En somme les temps seront bien changés. Ce seront les pacifistes de 1939 qui, à leur tour, réclameront « des canons ! des avions ! » et la répression contre les néopacifistes. Car il leur faudra lutter contre le sabotage des fabrications de guerre et les grèves que ne manqueront pas de fomenter les séides de Moscou, qui, d'ailleurs, ne seront pas seuls. Toutes ces dispositions proguerrières sont impopulaires et font le jeu de la cinquième colonne du parti russe dont les troupes se grossissent de tous les mécontents. D'instinct le peuple est contre la guerre dont il ressent encore les effets et il est normal qu'il prête une oreille complaisante aux pacifistes à faux nez qui sauront l'utiliser le cas échéant.

Pour y parer, sans doute organisera-t-on des milices néopatriotiques constituant un assemblage hétéroclite de tous les antistaliniens et qui fonctionneront par quartier, par entreprise, etc. Dans ces conflits locaux commencera la tragédie, ce sera la guerre civile, la guerre fratricide entre ouvriers à l'intérieur du pays — et de certains autres. Bref, l'état de siège, le totalitarisme régissant la pré-guerre.

Tout cela pour aboutir à une conflagration générale dont on sait trop qu'elle correspondrait à un suicide collectif.

Voilà, à mon avis, où nous risquons d'aboutir si nous suivons les conseils des syndicalistes qui acceptent la guerre — et dont la position me semble pour le moins prématurée.

POUR UNE VICTOIRE PACIFIQUE

D'autre part, tout semble indiquer que le conflit de Corée sera localisé, la Russie en appréhendant la généralisation et les Occidentaux n'étant pas prêts.

Ce répit qui nous est accordé, ces quelques années d'austérité qu'on nous promet je préfère les voir employées à une autre solution qui réclame sans doute une dose d'optimisme peu en rapport avec la mentalité et la situation actuelles, mais qui a le mérite d'être constructive et non destructive.

Car, à ne nous soucier que de la guerre possible, j'ai l'impression que nous oublions trop ce que nous pourrions encore faire pour l'éviter.

Et c'est de cela qu'il s'agit d'abord. Il s'agit pour le mouvement ouvrier international d'en finir avec ces perpétuelles menaces de conflit, d'envisager et d'imposer les conditions propres à supprimer tous germes de conflits sociaux ou guerriers.

1. Désarmer l'ennemi de l'intérieur par le maximum de justice sociale ;

2. Mettre fin à toute velléité guerrière par le désarmement général.

Ceci dit examinons les éléments en présence. La propagande pseudo-communiste croit et prospère sur la misère comme un champignon vénéneux sur la pourriture. Il convient donc de supprimer la pourriture ; de réaliser des conditions économiques et sociales propres à couper toute possibilité de propagande subversive.

Si l'on a consenti à me suivre, on ne manquera pas de m'objecter la faiblesse de la classe ouvrière qui se laisse si facilement duper par les politiciens, qu'elle a été incapable depuis la libération de retrouver son niveau de vie d'avant guerre.

A cela je répondrai en remontant à une quinzaine d'années en arrière : 1934, le fascisme menaçant, la réaction ouvrière préluant à l'unité qui devait aboutir à juin 36 avec les accords Matignon. Le choc psychologique était créé. La foi qui soulève les montagnes animait les couches les plus profondes du prolétariat de ce pays qui débordait les objectifs assignés par ses directeurs de conscience. Tout était possible selon certains. Les politiciens sont venus... on sait le reste.

Bien entendu, il ne s'agit pas de faire la révolution ni de demander à la bourgeoisie de se faire hara-kiri, nous n'en sommes, hélas ! encore pas là, mais est-il impossible de recréer un climat social propice à un nouveau juin 36 ?

A PROBLEME INTERNATIONAL SOLUTION INTERNATIONALE

Le problème n'est d'ailleurs pas qu'une solution de ce genre intervienne dans un seul pays. Il est d'ordre international. Il faut donc, si nous sommes convaincus de la justesse de cette position, faire partager ce point de vue à la Confédération Internationale des Syndicats Libres qui doit étudier rapidement les modalités propres à une revendication d'ensemble susceptible de créer un nouveau choc psychologique, mondial cette fois, qui doit nous libérer de l'emprise stalinienne.

Assurément la lutte est ardue. Le patronat français, celui d'Europe est rétrograde, mais son obstination égoïste nous pousse à l'abîme et c'est pourquoi il faut en sortir. Les patrons américains, qui accordent de meilleures conditions à leurs ouvriers et qui semblent mieux comprendre la situation d'ensemble, ont d'ailleurs fait des remontrances circonstanciées à leurs collègues de France et des autres pays d'Europe. Aussi la besogne sera sans doute plus facile pour les grosses organisations syndicales des Etats-Unis (C.I.O. et A.F.L.) qui pourront beaucoup pour influencer un mieux-être général.

A nous de les y aider, mais il faut pour cela chasser le complexe d'impuissance qui nous ronge. Il faut retrouver la confiance en soi et dans la capacité revendicative ouvrière. Je crois que notre optique à cet égard est actuellement faussée par le désarroi qui règne dans les milieux ouvriers et qui est la conséquence des machinations de l'appareil stalinien dont le formidable arsenal de propagande canalise à son profit la révolte des masses appauvries en lui présentant le mirage soviétique.

Il est nécessaire aussi d'en finir avec cette politique néfaste qui consiste sous prétexte de ne pas faire le jeu du parti russe à limiter les revendications ouvrières ou à ne pas prendre d'initiatives revendicatives, que ce soit sur le terrain du travail ou sur le problème de la paix. En agissant ainsi on abandonne au stalinisme le monopole de la lutte sociale et pacifiste.

Nous devons donc nous ressaisir et établir un programme d'action propre à capter l'intérêt des travailleurs abusés et à répondre à leurs aspirations.

LE DESARMEMENT PAR L'ARRÊT DES FABRICATIONS DE GUERRE

Abordons maintenant le complément indispensable de cet assainissement dans le domaine social, le désarmement général.

Sur ce point également on me rétorquera que tout a été fait et avec les résultats que l'on connaît. Je rappellerai alors que les organisations ouvrières, à l'époque (conf. du désarmement, 1932) absorbées par leurs divisions du moment ont négligé cette question capitale. Elles ont laissé ce soin aux « brigands impérialistes » de la S.D.N. qui ont su tourner la difficulté. Briand, en politicien avisé, avait pourtant fait cette mise en garde : « Si les gouvernements laissent le problème sur le plan technique, ils verront devant eux les intérêts particuliers se dresser, se coaliser, s'opposer. Il n'y aura pas de solution générale. »

Cet entrefilet cueilli dans « Les Echos » du 30 août montre bien quelles sont les préoccupations premières des gouvernants :

« La vérité est que le gouvernement britannique a toujours tenté de maintenir un courant d'échanges aussi large que possible avec l'U.R.S.S. :

« 1. Pour être à tout instant à même de répon-

dre à d'excessives exigences américaines par la menace de se retourner encore plus, commercialement parlant, vers Moscou ;

« 2. Dans l'espoir d'ouvrir définitivement aux industries britanniques le gigantesque marché intérieur russe et d'éviter ainsi la crise, considérée sans cela comme inévitable par la rentrée en lice de l'Allemagne.

« C'est d'ailleurs dans le même esprit que Londres s'est hâté de reconnaître le régime communiste chinois, malgré les protestations de Washington. »

Ce sont ces contradictions permanentes de l'économie capitaliste qui viennent de consacrer la faillite de la conférence européenne de Strasbourg. Les mêmes méthodes engendrent les mêmes échecs.

Là aussi il faut prendre le contrepied de cette politique de duperie et ne plus nous reposer sur d'autres du soin de construire la paix. Le danger est là qui doit stimuler notre effort. Sauvons-nous nous-mêmes en nous persuadant que personne ne le fera à notre place.

Et d'abord, ne permettons plus aux stalinistes de tromper les masses avec leurs slogans pseudo-pacifistes. Il nous est facile de les supplanter dans ce domaine comme dans les autres en les dépassant. Par exemple lorsqu'ils réclament démagogiquement l'interdiction de la bombe atomique et la réduction des armements, ne pas se borner à proclamer que seule l'interdiction de tous les armements sauvera la paix, mais travailler dès maintenant à ce résultat.

« Pas d'internationalisme sans internationale », a écrit un jour Louzon, faisons donc de la Confédération Internationale des Syndicats Libres une internationale vivante et agissante, seule qualifiée pour mener à bien une tâche de cette envergure. Je la vois très bien entrer en rapports avec la Fédération Syndicale Mondiale pour lui soumettre la discussion d'un protocole portant sur des points précis, par exemple la fixation d'un délai au bout duquel les travailleurs du monde entier cesseront la fabrication et le transport du matériel de guerre. Si la C.I.S.L. voulait entreprendre cette action, soutenue par une propagande appropriée par la presse, des meetings et manifestations, là également le choc psychologique serait créé et la vague de l'enthousiasme prolétarien leverait tous les obstacles.

Foutaises diront certains, car, en admettant que la campagne réussisse et que les dirigeants russes se voient acculés à accepter, ils camoufleront leurs armements et profiteront au contraire du délai supplémentaire qui leur est imparti. Notre réponse sera qu'on ne peut concevoir un désarmement total et efficace sans un contrôle sévère et obtenir par conséquent que s'abaisse à cet effet le rideau de fer russe. Dans les démocraties nous sommes à pied d'œuvre et, si nous le voulons, c'est réalisable. Le capitalisme ayant apporté plus de justice sociale et fait reculer ainsi le danger révolutionnaire ne pourra justifier le maintien d'une armée intérieure.

Pour cet objectif, et en contrepartie de l'effort de guerre actuel, cette action doit absorber toute notre activité. Enfin, si malgré la pression mondiale, les Russes refusent de désarmer ce seront autant d'atouts dans notre jeu pour les mettre en accusation devant ceux qu'ils ont abusés et qui se détacheront d'eux. A ce moment, si nous savons les égarer sur le terrain de la propagande, nous sommes sauvés.

Mon intention, en écrivant ces lignes, n'était pas de proposer un plan d'action détaillé. Mon but est plus modeste. Il s'agit pour moi d'attirer l'attention sur des solutions qui me semblent plus réalistes — parce qu'elles ont ce mérite qui n'est pas mince de conserver le « capital prolétarien » pour des besognes plus utiles — et provoquer un effort de réflexion d'abord et d'action ensuite pour exercer un courant capable d'agir pendant qu'il est encore temps.

Si nous n'avons su jusqu'à ce jour que temporiser, le coup de la Corée doit être salutaire et si nous devons remporter cette victoire pacifique, il faudrait féliciter Staline de nous en avoir fourni l'occasion.

N. FAUCIER.

Notes d'économie et de politique

Réponses à quelques questions

Puisque la guerre de Corée nous permet de ne pas suivre de trop près les problèmes d'actualité, car tout ce qui arrive en temps de guerre dépend de l'issue de la guerre, profitons-en pour répondre aux questions qui nous ont été posées dans les derniers numéros de la « R. P. », au risque de paraître encore « pontifical », car, pour certains, on semble toujours pontifical lorsqu'on essaye d'éclaircir des notions et de mettre de l'ordre dans des idées, au lieu de faire appel seulement aux mobiles passionnels.

LES CROYANCES NE VIENNENT PAS DU SAINT-ESPRIT

Donc, Vallet me reproche de faire fi des « croyances », alors que les croyances sont les seuls moteurs des actions des hommes (1).

Mais je n'en fais nullement fi ! Et je suis convaincu, comme lui, que les hommes agissent beaucoup plus résolument lorsqu'ils croient, que lorsqu'ils ne sont mus que par la perspective d'avantages matériels.

Seulement voilà : qu'est-ce qui détermine les croyances ? Tout est là.

Un groupe d'hommes, une classe, un peuple, ne possèdent pas une croyance ou ne changent pas de croyances par une simple opération du Saint-Esprit. Pas plus que du fait de l'astre sous lequel ils sont nés ou d'une modification dans les taches du soleil. Il y a une cause aux croyances, et c'est cette cause que les matérialistes recherchent. Leurs recherches peuvent être plus ou moins heureuses, elles peuvent, ou non, aboutir, on peut et l'on doit discuter leurs conclusions, mais on n'a pas le droit d'escamoter le problème sous peine de refuser du même coup toute valeur à toute science. Le matérialisme historique n'est rien d'autre, en effet, que l'application, à l'étude des sociétés humaines, des principes appliqués par la science dans l'étude du monde physique : chercher à l'effet sa cause, découvrir la réalité sous l'apparence. L'apparence, le phénomène sensible, c'est le soleil qui se déplace dans le firmament ; de cette apparence la science nous fournit une explication en découvrant que c'est la terre qui se déplace et que cela n'est que la conséquence d'un phénomène plus général : l'attraction universelle. De même, la croyance est le moteur apparent qui fait marcher les hommes, mais il est facile de s'apercevoir que les croyances sont fonction d'une réalité plus profonde : la différence des croyances n'est que la conséquence de la différence des modes selon lesquels les hommes gagnent leur croûte.

Oui, le patriotisme est une croyance ! Non pas une croyance universelle et éternelle, comme les patriotes le pensent, car si elle a existé dans la Cité antique, elle n'a guère réapparu, après une éclipse de plus d'un millénaire, que vers la fin du XVIII^e siècle. Le patriotisme est lié au fait de la citoyenneté. Il n'existe de patriotisme que là où l'homme est citoyen, c'est-à-dire là où il possède dans l'Etat un droit égal à celui de tout autre, et cela n'arrive que lorsque tous les hommes de cet Etat, ou presque, ont un bien matériel à défendre. La patrie, c'est la réunion, pour une défense commune, de propriétaires

dont chacun a à défendre sa propriété et qui ne peuvent la défendre efficacement qu'en s'unissant ; le patriotisme est la conviction qu'à chacun qu'il ne peut défendre sa propriété qu'en défendant celle de ses voisins.

Si la Révolution de 89 n'avait point fait de la France un pays de paysans propriétaires, ainsi que de petits patrons et d'artisans, le patriotisme français, qui est un trait si caractéristique de l'Europe du siècle dernier, n'aurait pas existé, et si le patriotisme est aujourd'hui en voie de disparition, c'est que la France cesse d'être de plus en plus un pays de propriétaires pour n'être plus qu'un pays de prolétaires et que, n'ayant rien à défendre, « les prolétaires n'ont pas de patrie ».

Oui, la religion est une croyance ! Elle est la croyance des déshérités. La croyance de ceux qui, ne participant point aux biens de ce monde et désespérant d'y participer, se réfugient dans l'illusion de biens imaginaires.

Le christianisme fut avant tout la religion des esclaves et des « gens de rien ». Son millénarisme, la croyance en un Jésus qui allait revenir prochainement sur la terre pour y établir le « royaume de Dieu », fut le port de salut où se réfugia l'esclave romain après que les défaites successives des esclaves de Sicile et de Spartacus eurent mis le point final à une lutte qui avait duré des siècles.

Tout comme le « communisme » d'aujourd'hui avec sa croyance au bon dieu Staline et au paradis soviétique, aussi irréels que le dieu et le paradis des chrétiens, est le havre où cherche son salut un prolétariat qui, après un siècle de lutte de classes ardente, au moment où cette lutte apparaissait comme « finale », a subi les écrasantes défaites des lendemains de la première guerre mondiale.

En revanche, le non-déshérité, le nanti, n'éprouve pas, lui, le besoin d'une religion. Au moins d'une religion pour lui. Il possède les biens de ce monde et cela lui suffit. Pour lui, « il faut bien une religion au peuple », mais la religion n'est bonne que pour le peuple. Chez le bourgeois, la religion, quand il la pratique, n'est jamais qu'un masque, une nécessité sociale. En fait, le bourgeois antique était « philosophe » : stoïcien ou épicurien ; et le bourgeois moderne, à sa belle époque, était « voltairien ».

Si la Réforme, si tous ces grands mouvements antichrétiens qui ensanglantèrent les XV^e et XVI^e siècles, datent de la naissance de la bourgeoisie, s'ils marquent le passage du moyen âge aux temps modernes, ce n'est pas simple coïncidence. Même les historiens les plus académiques n'osent plus nier aujourd'hui que les origines du protestantisme sont liées aux origines du capitalisme.

Quand aux Indes, que citent Vallet, la caste y est en voie de disparition dans la mesure même où la corporation artisanale, base de la caste, cède le pas à la grande industrie.

Et lorsque notre camarade cite le cas des Eupatrides, à l'égard desquels il a fallu, selon lui, une « évolution de la croyance » pour qu'on arrive à « ne plus trouver légitimes leurs privilèges », qu'il permette de lui dire qu'en choisissant cet exemple il me fait vraiment la partie trop belle ! Car s'il y a un cas où l'évolution des croyances en fonction de l'évolution de l'économie est manifeste, c'est bien celui-là !

(1) « R.P. » de juin 1950 : « Notre titre est-il absurde ? »

Les Eupatrides étaient les grands propriétaires fonciers de l'Attique, plus précisément les riches propriétaires de la plaine. Tant qu'Athènes fut presque uniquement un Etat agricole, il se trouva, tout naturellement, que ces riches propriétaires furent les maîtres de l'Etat, mais lorsque Athènes devint un centre commercial, lorsqu'il s'y forma toute une nouvelle classe de navigateurs et de négociants internationaux, trafiquant l'huile des collines de l'Attique contre le blé de la mer Noire, la prépondérance des propriétaires de la plaine disparut, tout aussi naturellement, et, du même coup, la « croyance » en la légitimité de leurs privilèges. Le pouvoir des Eupatrides fut renversé, non par les prédicateurs d'une foi nouvelle, mais par une classe, celle des Paraliens, c'est-à-dire la classe des « nouveaux riches », habitants du Pirée ou de ses environs dont la mer était le domaine. Il est bien évident que si les Paraliens n'étaient pas venus à l'existence, si Athènes était demeuré uniquement le centre administratif, le marché et la citadelle, refuge des cultivateurs d'alentour, au lieu de devenir une grande métropole commerciale, la « croyance » en l'illégitimité des privilèges des Eupatrides ne serait jamais née.

LE DIRIGISME EST L'ORGANISATION DE L'EXPLOITATION DES TRAVAILLEURS

J'arrive maintenant au second point soulevé par Vallet. « Je voudrais bien, dit-il, qu'une fois pour toutes Louzon veuille exposer comment il concilie son antidirigisme avec le socialisme ».

Notre camarade pense qu'une société socialiste doit nécessairement être une société dirigée ; dès lors, comment peut-on être contre le dirigisme dans la société présente ?

Je répondrai que le dirigisme dans une éventuelle société socialiste, c'est-à-dire dans une société d'où l'exploitation de l'homme serait bannie, et le dirigisme dans la société actuelle où l'exploitation de l'homme est la règle, sont deux choses fondamentalement différentes. Un caractère peut être excellent, nécessaire même, dans une société donnée ou dans un organisme déterminé, et être extrêmement nocif dans une autre société, dans un autre organisme. Les branchies des poissons sont un caractère excellent pour des êtres pourvus de nageoires, qui peuvent se déplacer facilement dans l'eau ; pour des animaux, comme les animaux terrestres, qui n'ont pas de nageoires, la respiration par branchies les condamnerait à une mort rapide.

Sans tenir donc aucun compte, pour le moment, de la question de savoir si la société socialiste sera « dirigée » ou non — question sur laquelle je dirai un mot pour finir — je m'en tiendrai au dirigisme que je combats, au dirigisme dans la société présente.

Ce dirigisme n'a rien à voir avec le socialisme, car le socialisme, c'est, non pas, comme le prétendent les managers, la substitution d'une production réglementée à la production « anarchique » du capitalisme, mais uniquement la suppression de l'exploitation de l'homme par l'homme, la fin de l'appropriation par une classe de la plus-value produite par une autre. Or, le dirigisme ne supprime pas cette exploitation, et il ne la diminue même pas ; loin de là, en fait, sinon en théorie, il l'aggrave.

Du moment qu'il travaille pour un patron, que ce patron soit un individu, une société anonyme ou un Etat, le travailleur est exploité par ce patron, auquel la détention des moyens de production permet de dicter ses conditions à celui qui ne possède pas les moyens de produire par lui-même. Dans ces conditions, avec un salariat maintenu, l'« organisation » de la production, la « direction » de l'éco-

nomie n'est pas autre chose que l'organisation de l'exploitation des travailleurs. Au lieu que celle-ci soit directement le fait de chaque patron pris individuellement, elle est assurée selon un plan d'ensemble ; on y procède systématiquement dans des conditions uniformes.

Le « dirigisme » des salaires durant ces dernières années a apporté une confirmation éclatante, qui aurait dû dessiller les yeux de tous. Jusqu'à hier, les salaires pour tous les salariés étaient fixés selon un barème d'ensemble, qui empêchait tout patron de payer des salaires différents de ceux payés par ses concurrents. Or Vallet oserait-il prétendre que ce dirigisme a eu pour conséquence une diminution de l'exploitation du travailleur ?

Jamais, en fait, depuis des décades, les salaires réels ne furent aussi bas, jamais, depuis longtemps, le taux de la plus-value n'avait été aussi élevé, jamais le salaire n'avait représenté une aussi petite part de la valeur de ce qu'avait produit effectivement le travail du salarié. Bien mieux ! Si les ouvriers n'ont pas, à certains moments, crevé littéralement de faim, ce n'est que grâce aux salaires « noirs », c'est-à-dire aux suppléments qu'ils obtenaient en sus des salaires fixés par les « dirigeants » de l'économie, de sorte que le travailleur n'a pu vivre en régime d'économie dirigée qu'en faisant sauter le dirigisme !

Ce résultat pouvait être facilement prévu. Ce qu'on appelle l'« anarchie » capitaliste, c'est-à-dire la multiplicité des entreprises, leur indépendance les unes à l'égard des autres et leur concurrence, offre à la classe ouvrière des facilités de lutte, des possibilités de manœuvre (2) qu'elle ne possède pas lorsqu'elle se trouve en face d'un bloc monolithique, l'Etat en l'occurrence, qui, étant une seule volonté, peut beaucoup plus facilement imposer sa volonté.

Telle est la première raison pour laquelle je suis antidirigiste. Est socialiste tout ce qui tend à diminuer l'exploitation du travailleur ; le dirigisme aboutit à renforcer cette exploitation ; c'est donc parce que je suis socialiste que je suis antidirigiste.

A ce motif s'en ajoute un autre.

Le dirigisme de l'économie, c'est non seulement le dirigisme des salaires, mais celui des prix et celui de la production. Or si le dirigisme des salaires est néfaste à la classe ouvrière, celui des prix et de la production est néfaste à la société tout entière, car il bouleverse l'équilibre de l'économie et étouffe le progrès technique.

Le grand enseignement des économistes classiques, et de Marx en particulier, a été que dans la société capitaliste les choses **s'échangeaient à leur valeur**, c'est-à-dire dans la proportion du travail qu'elles coûtent.

Non point que l'échange se fasse toujours rigoureusement dans cette proportion, mais celle-ci est la

(2) Un événement tout récemment survenu dans l'industrie automobile américaine illustre bien les avantages que tire la classe ouvrière de l'existence de la concurrence entre les entreprises. **Chrysler**, le deuxième en importance des fabricants d'automobiles d'Amérique, avait un contrat avec le syndicat, qui se trouvait, il y a encore quelques mois, accorder aux ouvriers des salaires légèrement supérieurs à ceux payés par la **General Motors**, le plus gros des fabricants d'automobiles. Mais, tout récemment, la **General Motors** conclut avec le syndicat ouvrier un contrat qui éleva les salaires des ouvriers de la **General Motors** au-dessus de ceux des ouvriers de **Chrysler**. Alors, de lui-même, sans que rien ne l'y obligeât, sans même que le syndicat ouvrier ait formulé la moindre demande, **Chrysler** éleva le salaire de ses ouvriers au-dessus de ce qui était prévu au contrat, afin qu'ils restent supérieurs à ceux de la **General Motors**, car, déclara la direction de Chrysler, elle entendait maintenir toujours des salaires supérieurs à ceux de son principal concurrent, afin d'être assurée d'une meilleure main-d'œuvre que lui.

position d'équilibre autour de laquelle oscillent constamment de part et d'autre les proportions réelles selon lesquelles se font les échanges. En effet, si, à un moment donné, un produit se vend moins cher qu'un autre qui a coûté autant de travail, il est bien certain que les fabricants de ce produit tendront à en abandonner la fabrication pour celle du second, ce qui amènera une raréfaction du premier produit et une surabondance du second, donc, en vertu du jeu de l'offre et de la demande, une augmentation de prix du premier et une diminution de prix du second, ce qui tend à rétablir l'égalité du prix des deux produits qui ont coûté autant de travail.

Ainsi, grâce au régime de la production libre (tout fabricant pouvant abandonner sa fabrication pour se mettre à une autre) et de prix libres (les prix étant déterminés uniquement par la confrontation de l'offre et de la demande), l'équilibre économique est réalisé. Non pas un équilibre établi statiquement et rigide, mais obtenu par de perpétuelles oscillations de part et d'autre de la position d'équilibre.

Eh bien ! en quoi va consister l'intervention du dirigisme ?

Si le dirigisme des prix consistait simplement à essayer de réduire l'amplitude de leurs oscillations autour de la position d'équilibre — en admettant que cette position d'équilibre puisse être déterminée *a priori*, ce qui m'apparaît comme fort improbable — je n'y verrais pas d'inconvénients, mais tel n'est pas le cas.

En fait, le « dirigisme » intervient pour maintenir certains prix, d'une façon constante et systématique, hors de leur position d'équilibre, autrement dit il oblige les producteurs de certaines marchandises à les vendre pour moins de travail (quelquefois pour plus de travail) qu'elles n'en ont coûté. Autrement dit, à voler ces producteurs (ou à en faire, au contraire, des privilégiés). Ainsi, si l'on ne considère que le premier cas, celui où l'on vole le producteur, à l'exploitation du salarié par le patron, propre au régime capitaliste, s'en ajoute une autre, l'exploitation de certaines catégories de producteurs, les paysans, par exemple, lorsqu'on fixe le prix de vente des produits agricoles au-dessous de leur valeur. Ici aussi, c'est parce que, étant socialiste, je suis contre toute forme d'exploitation, que je suis contre cette nouvelle forme d'exploitation qui se trouve surajoutée au mode propre d'exploitation du capitalisme.

Mais quelles sont les conséquences de ce vol pour l'équilibre de l'économie ? Ou bien la conséquence en est, comme avec le dirigisme des salaires, la création d'un marché « noir » : le producteur lésé fait sauter le dirigisme en vendant illégalement à des prix différents de ceux qui lui sont imposés ; ou bien, si ce mode de défense se trouve pour lui trop risqué, le producteur lésé pratique la fuite à l'égard de la production réglementée, en réduisant considérablement, par exemple, la proportion des terres qu'il emblave, ainsi que le fait le paysan de France chaque fois qu'on impose pour le blé des prix de famine. D'où donc un déséquilibre permanent de la production, un déséquilibre qui dure tant que dure le dirigisme, ou, plus exactement, tant que celui-ci ne se résout pas à entériner tout simplement les prix qui se seraient établis sans lui, c'est-à-dire, en fait, à ne plus diriger.

Enfin, si l'on ne se contente pas du dirigisme des prix mais qu'on veuille diriger directement la production, en obligeant les producteurs à produire et à ne produire que certains produits déterminés en quantités déterminées, alors c'est la fin du progrès technique. Car le dirigisme ne peut se baser que sur ce qui est, non sur ce qui va être. En imposant de ne faire que ce qu'il commande, il impose par là de ne faire que ce qui existe déjà, il interdit de faire ce qu'une libre production aurait enfanté.

C'est pourquoi une production dirigée ne peut se maintenir que dans les pays où la technique est étale, où le progrès technique n'est pas assez puissant pour faire sauter la camisole de force qu'on lui impose. Si la Russie est le pays des « plans », c'est que l'industrialisation de la Russie se fait tout simplement en utilisant les découvertes de l'Occident, et si l'Amérique demeure opposée aux plans c'est qu'elle est le dernier pays où le démon de l'invention est encore en pleine activité. Une production dirigée dans l'Europe du XIX^e siècle, l'Europe qui voyait, au moins chaque dix ans, une nouvelle invention, capitale, bouleverser de fond en comble les conditions de production et de vie de l'humanité, eût été une impossibilité.

Ce n'est que grâce à la liberté de la production que le capitalisme « a produit de tout autres merveilles que les pyramides d'Égypte, les aqueducs romains et les cathédrales gothiques » (**Manifeste communiste**) ; en supprimant la liberté de la production, on enlève au capitalisme sa seule vertu, celle de promouvoir le progrès technique à une cadence jamais atteinte, et cela sans profit pour personne — sauf pour les faiseurs de plans et tous les candidats bureaucrates — sans aucun profit en tout cas pour le prolétariat.

Pour terminer, revenons à la question que nous avions réservée et qui préoccupe tant notre camarade Vallet : y aura-t-il du dirigisme dans la société socialiste ?

Eh bien ! j'avoue humblement que je n'en sais rien. Bien que le **Crapouillot** me traite d'« aventurier », je ne pousse pas l'aventure aussi loin ; plus je vais, au contraire, et plus je suis convaincu de la vérité de la parole de Marx : « quiconque fait des plans pour la société future est un réactionnaire ». Et c'est pourquoi je ne sais pas comment fonctionnera une société d'où l'exploitation sera bannie.

Cependant, il y a une quinzaine d'années, la « R. P. » a publié, pour répondre aux vœux de plusieurs camarades, une « Esquisse de l'organisation d'une société prolétarienne » (Numéro 194, 10 mars 1935), à laquelle je me permets de renvoyer notre camarade, car ma réponse est déjà longue et Vallet va me trouver une fois de plus bien « encombrant » avec mes « systèmes », car il est bien entendu que si le dirigisme n'est pas un « système », l'antidirigisme en est un...

LA DISPARITION DU TRAVAIL NON SOCIALEMENT NECESSAIRE

Ne quittons pas l'économie politique avant de répondre à une question qui nous a été posée dans la « R. P. » de mai dernier par le traducteur de la chronique italienne de Doglio. Ce dernier avait signalé que les mineurs de soufre de Sicile ne pouvaient lutter pour des augmentations de salaires car de telles augmentations amèneraient « une augmentation du prix du soufre à tel point que la vente ne pourrait s'en faire », et le traducteur mit en note : « la parole est à Louzon ».

Ne nous dérobons point à cette invite.

D'autant plus que la constatation de notre camarade italien ne fait que confirmer ce que nous avons toujours dit, à savoir que les prix ne sont pas déterminés par les salaires, mais par les possibilités de vente.

L'opinion courante, contre laquelle nous nous sommes si souvent élevés, est que, si les salaires sont augmentés de 20 p. 100, le patron va se rattraper en augmentant ses prix de 20 p. 100. Or le cas cité du soufre de Sicile montre qu'il n'en est rien. puis-

que, si les salaires sont augmentés et que les patrons augmentent le prix du soufre en conséquence, ils ne trouveront plus à vendre leur soufre.

Donc, ou bien ils laisseront le soufre au même prix, et devront se contenter d'un plus petit bénéfice, ou bien, estimant ce bénéfice trop petit — il peut même devenir nul et même négatif — ils fermeront leurs mines. Cet exemple, loin d'infirmier, confirme de façon remarquable la thèse exprimée par Marx dans **Salaires, Prix et Profits**, thèse que pour mon compte je n'ai jamais fait que reprendre : les salaires n'influent pas sur les prix.

Allons plus loin !

Pourquoi, dans le cas du soufre, les patrons seront-ils amenés, en cas de hausse des salaires, non pas à se contenter d'un plus petit bénéfice, mais à fermer leurs mines ?

Pour une raison très générale et que voici :

Soit la production d'une marchandise donnée qu'on fabrique à un moment donné dans des conditions données, selon telles et telles techniques. Survient la découverte d'un nouveau procédé de fabrication, ou celle, s'il s'agit de minerais, de nouveaux gisements, qui permettent d'obtenir le même produit avec sensiblement moins de travail que précédemment. La raison voudrait que l'on abandonne immédiatement les anciens procédés ou les anciens gisements pour n'utiliser que les nouveaux. Oui ! mais il y a la force des situations acquises ! Aussi bien les propriétaires que les travailleurs des anciennes mines et usines ne sont pas disposés à abandonner leur matériel, leurs procédés de travail, les lieux où ils habitent, les sources de leurs revenus. Avec la fermeture de la boîte, le patron perd son capital et l'ouvrier son emploi, deux choses aussi pénibles l'une que l'autre. Alors, on continue à exploiter les vieilles mines et à faire marcher les anciennes machines. Mais comme les nouveaux procédés sont plus économiques, ils ont amené une baisse du prix de vente du produit en question, ce qui fait que ce prix se trouve tout juste égal ou même inférieur au prix de revient du produit obtenu dans les anciennes installations ; celles-ci ne peuvent donc continuer à tourner que si ceux qui les font tourner se contentent d'une rémunération inférieure à la rémunération habituelle.

C'est le cas que Marx a exposé lorsqu'il a pris l'exemple du tisserand à la main de son temps qui parvenait à subsister malgré l'existence des tissages mécaniques, mais qui, ne produisant qu'avec plus de travail que ce que Marx appelait le « travail socialement nécessaire », c'est-à-dire le travail nécessaire pour produire l'objet dans les meilleures conditions techniques de l'époque, devait se contenter d'une rémunération qui lui permettait à peine de ne pas crever de faim.

Et c'est ce qui arrive maintenant aux ouvriers des mines de soufre de Sicile. Je ne connais pas très bien les conditions actuelles du marché du soufre ; je sais cependant que le soufre de Sicile subit une très forte concurrence de la part des pyrites, celles-ci pouvant fournir du soufre à bien meilleur marché, c'est-à-dire avec moins de travail. N'étant plus extrait que moyennant un travail qui dépasse le travail socialement nécessaire, le soufre de Sicile doit donc disparaître..., sa disparition ne pouvant être retardée que si ceux qui y travaillent acceptent de travailler à des conditions inférieures à la condition normale des travailleurs.

C'est l'un des bienfaits subsidiaires de la lutte pour la hausse des salaires que d'obliger à disparaître les industries qui ne sont plus « rentables », les industries archaïques qui exigent pour la production plus d'effort humain qu'il n'en est nécessaire.

Mais, dira-t-on, ces ouvriers siciliens du soufre, tout comme les anciens tisserands à la main, que

vont-ils devenir si, parce qu'ils ne veulent pas se contenter d'un salaire inférieur, on leur ferme le seul métier qu'ils connaissent ? Très certainement, en effet, ils ne trouveront pas à se réadapter et à se réemployer immédiatement. Il faut donc absolument, durant toute la période intermédiaire, leur venir en aide, mais c'est là un devoir d'assistance sociale, et non un problème d'économie politique.

EN QUOI LES RUSSES SONT DES BARBARES

Quittons maintenant l'économie politique pour autre chose.

Le camarade Meiller a été choqué par le nom de « Barbares » qu'il m'est arrivé de donner aux Russes, notamment dans un article des **Etudes matérialistes** sur « l'énigme russe », et il me rappelle que « chez les Russes, il y a de braves gens. » (3).

Mais je n'en ai jamais douté ! Tout au contraire ! Dans l'article auquel Meiller fait allusion, j'avais justement insisté sur ces grandes qualités du peuple russe qui lui attirent si rapidement et si invariablement les sympathies de l'étranger : simplicité, cordialité, générosité.

Quand je dis « Barbares » en parlant des Russes, je ne veux donc nullement dire qu'ils sont barbares au sens moral du mot, mais simplement qu'ils sont des Barbares au sens historique. C'est-à-dire que, comme les Germains des premiers siècles de l'ère chrétienne, par exemple, ce sont des peuples qui ont vécu longtemps au pourtour d'une civilisation nettement plus évoluée que la leur, ont eu avec elle des rapports fréquents et qui, un beau jour, dès que cette civilisation commence à donner des signes de décrépitude, envahissent son territoire et précipitent sa fin, ce qui entraîne généralement des siècles de « moyen âge » pendant lesquels la nuit règne sur le monde, en attendant la naissance d'une nouvelle civilisation.

ERREUR ?... PAS ENCORE !

Enfin, rectifions une petite inexactitude. Meiller dit que j'ai prétendu à la fin des hostilités que le conflit russo-américain aurait lieu « dans trois ans ». Ce n'est pas tout à fait exact. J'ai écrit dans la **R. P.** de mai 47, sous le titre « L'Amérique a-t-elle pris sa décision ? » : « Si je ne craignais pas de contrister les cœurs sensibles, j'aurais bien envie de dire : la guerre avant **cinq** ans. »

Ce n'est donc qu'en mai 52 qu'on saura si — comme je l'espère bien — je me suis trompé.

CHANG A ROMPU SES ENGAGEMENTS

Le mois dernier, Truman a assuré Mao Tse Tung de ses bonnes intentions et a affirmé de nouveau qu'il veut simplement neutraliser Formose pendant la durée des hostilités en Corée.

Nous ne demandons pas mieux que de le croire.

Mais presque le même jour où Truman donnait ces assurances, une dépêche de l'**United Press** (agence américaine) datée de Formose, le 23 août, disait :

Une colonne nationaliste chinoise basée sur des îles de la côte chinoise a effectué avec succès un raid de commando près de Ninghai, importante ville située à 300 kilomètres au sud-ouest de Shanghai.

Est-ce cela que Truman considère comme la neutralisation de Formose ?

Si non, qu'attend-il pour rappeler Chang Kai Shek à ses engagements et pour donner l'ordre à la flotte américaine de s'opposer par la force à de telles opérations ?

R. LOUZON.

(3) « R. P. » de juin 1950 : « Notre titre est-il absurde ? »

La renaissance du syndicalisme

AVANT LE CONGRES DE LA C.G.T.-F.O.

Le Congrès de la C.G.T.-F.O. aura cette année une très grande importance. Le problème de l'unité des syndicalistes libres y sera posé et la jeune centrale aura à définir sa position en face des événements actuels.

La Commission économique de l'U. D. de la Loire, au cours de ses deux réunions de fin juillet, sur mandat du bureau de l'U. D., a établi à ce sujet un rapport qui mérite l'attention de tous les militants syndicalistes. Ce rapport apporte l'opinion de militants de la base sur les moyens d'action les plus propres à défendre les intérêts ouvriers et sur le but final du syndicalisme tel qu'on peut le dégager en ce moment, à la lumière de l'expérience russe et de celle des nationalisations dans notre pays. Il pose des problèmes, donne des solutions ; il peut marquer le point de départ de mises au point intéressantes.

U. T.

A) La situation économique et sociale

RELEVEMENT DE LA PRODUCTION

Cinq ans après la libération, l'économie française a réussi à dépasser de 30 % environ son niveau de production de 1938. Elle a renouvelé ses moyens de production et en a même accru l'efficacité dans de nombreuses branches d'industrie.

AUTOFINANCEMENT

Ce redressement rapide a pu être réalisé grâce à l'aide américaine et grâce à la pratique généralisée de l'autofinancement qui consiste à affecter, au détriment des salaires, une part de la production à l'extension des moyens de production, le capital étant rémunéré, les amortissements et réserves largement effectués.

DES CHIFFRES

Dans les charbonnages de France. — L'autofinancement figure pour 8.170 millions de francs en 1947 sur 34.875 millions d'investissements, 7.500 millions en 1949 sur 67.470 millions d'investissements, et on a prévu pour 1950, 11.500 millions sur 68.000 millions d'investissements.

Pour les carburants. — En 1949, l'autofinancement entre pour 10.670 millions sur 38.390 millions d'investissements.

Dans la sidérurgie. — On fait état d'un amortissement technique d'autofinancement de 15.000 millions en 1948 sur 29.450 millions d'investissements ; de 13.000 millions en 1949 sur 38.000 millions d'investissements.

Dans l'industrie du ciment. — On prévoyait 275 millions d'autofinancement en 1949 sur 4.200 millions d'investissements et 200 millions en 1950 sur 3.400 millions d'investissements.

Dans les textiles artificiels. — Sur 3.400 millions d'investissements utilisés en 1949, l'autofinancement entre pour 2.100 millions. Et combien d'entreprises se sont développées considérablement, dans le bâtiment et la métallurgie, notamment, sans faire appel à l'épargne, par l'affectation aux investissements de bénéfices considérables rendus possibles par l'insuffisante rétribution des salariés ?

C'EST UN ASPECT NOUVEAU DE L'EXPLOITATION DES SALAIRES

Avant la dernière guerre, les capitalistes, avec le produit du travail, rémunéraient leurs salariés, le capital, payaient les impôts, amortissaient les moyens de production et constituaient des réserves pour toute dépréciation possible dans un poste de l'actif ; mais tout effort de modernisation ou d'extension des moyens de production était assuré par l'appel au crédit ou par des augmentations de la dette à long terme ou du capital social des entreprises.

Aujourd'hui ce sont les salariés qui assurent le développement de l'entreprise grâce au prélèvement supplémentaire que les maîtres de l'entreprise effectuent sur la production, au détriment des salaires.

PRODUCTION ACCRUE MAIS PART DES SALAIRES REDUITE

En 1950 la production dépasse de près de 30 % celle de 1938. Pourtant le pouvoir d'achat n'a cessé de baisser depuis 1940. Le salaire horaire qui représentait 7 kg. de blé en 1930-35, 5 kg. en 1936-39 n'en représente plus que 4 kg. 6 en 1946.

Et il s'agit d'une marchandise vendue au-dessous de sa valeur.

Alors que l'indice des salaires horaires passait de 100 à 382 d'octobre 1944 à octobre 1948, celui du salaire annuel passait de 100 à 431, l'indice des prix de détail de 100 à 612, ce qui ramenait l'indice du pouvoir d'achat de 100 à 68.

Ainsi, comme le souligne M. A. Brousse dans son étude sur le niveau de vie en France :

« Malgré une durée de travail supérieure à celle d'octobre 1944 (45 h. par semaine au lieu de 40), le pouvoir d'achat du manœuvre de la région parisienne n'était plus, en octobre 1948, que les 7/10 de ce qu'il était en 1944. »

Et depuis la situation des salariés ne s'est pas améliorée. Nous assistons, en ce moment, à une hausse des prix de détail que la hausse des matières premières va accentuer. Et il est à craindre que l'inflation ne vienne encore précipiter ce mouvement car il est bien probable que le financement

des armements sera en grande partie réalisé par la création de fausse monnaie.

Au cours de ces dernières années, nous avons donc assisté à une baisse continue du pouvoir d'achat des salaires, tandis que s'accroissaient la valeur de la production et la valeur des moyens de production; nous avons assisté à une surexploitation des salariés pour financer le développement des entreprises.

RENFORCEMENT DE L'OPPOSITION PATRONALE ET ETATIQUE AUX JUSTES REVENDICATIONS OUVRIERES

Et cette surexploitation a été accompagnée d'un renforcement de l'autorité patronale et étatique qui s'est manifestée par le sabotage de la loi sur les comités d'entreprise, le refus d'augmenter les salaires, le refus du rétablissement de libres conventions collectives, la répression des grèves, le refus de fixer un minimum vital permettant aux salariés les plus défavorisés de vivre dignement eux et leur famille.

Nous sommes loin des promesses de 1944.

L'ETAT EN TETE DE LA RESISTANCE A L'AUGMENTATION DES SALAIRES

Et nous assistons même à ce fait paradoxal (si l'on compare réalisations et promesses) que l'Etat, dirigé pourtant par des hommes qui avaient accepté le programme du Comité national de la Résistance, l'Etat, premier patron par l'importance des entreprises qu'il dirige, et premier aussi par l'importance de ses difficultés financières, se trouve en tête de la résistance à l'amélioration des salaires et à la signature des conventions collectives.

LES RAISONS DU DESEQUILIBRE ACTUEL

Il existe, depuis quelques mois, un certain déséquilibre de l'économie qui se manifeste par l'accroissement du chômage dans diverses industries.

Certains patrons de combat et certains démagogues qui se revendiquent de la classe ouvrière ont volontairement exagéré ce malaise : ceux-là pour créer une ambiance favorable à la résignation du côté ouvrier, ceux-ci pour créer un mécontentement qui serait exploité pour des fins politiques.

Ce déséquilibre semble pourtant n'avoir qu'un caractère passager. Il est surtout imputable aux difficultés d'adaptation d'une économie libérée partiellement des contraintes et des obligations de la période de guerre, aux conséquences de l'inflation, du déséquilibre budgétaire, de la politique fiscale et financière des gouvernements, et aussi, peut-être, à la persistance d'un dirigisme qui a trop souvent construit dans l'abstrait (exemple : les Houillères nationales, qui pratiquent le chômage bien avant d'avoir atteint les chiffres de production fixés par le plan).

Le manque de crédits et l'insuffisance des encaisses dans les entreprises ont freiné l'extension de certaines productions et la création de productions nouvelles; l'épargne reconstruite est restée sourde aux appels de capitaux en raison de la méfiance entretenue par le déséquilibre budgétaire.

Les immenses bénéfices de la période de rareté des produits, les gros bénéfices camouflés et transformés en investissements nouveaux ont provoqué un développement des mêmes branches de production ou de répartition, amenant une saturation de produits dans certaines industries sans que se développent suffisamment les productions orientées vers des besoins non satisfaits.

Si, d'autre part, comme le faisait constater la résolution du congrès de la Fédération syndicaliste des P.T.T., on considère « que le pouvoir d'achat des travailleurs n'a cessé de baisser et la misère de s'étendre en même temps que croît le nombre des économiquement faibles et des chômeurs, ce qui provoque un ralentissement ou une baisse de la consommation de certains produits », il n'est pas surprenant qu'un déséquilibre se soit produit. La production n'a pas été adaptée aux véritables besoins de l'économie et l'on a freiné ou diminué la consommation par un refus systématique de revalorisation des salaires.

Voilà où nous ont conduits cinq années de dirigisme bureaucratique avec retour partiel, dans les derniers mois, à un « libéralisme dirigé ». Les prix sont en grande partie libérés, mais le crédit, le commerce extérieur, le secteur nationalisé... restent sous la direction de l'Etat et, dans le secteur privé, il n'y a pratiquement plus le libre marché des capitaux qui favorisait l'adaptation de l'économie aux besoins. Qui a des capitaux les utilise lui-même, sans se préoccuper de l'évolution prévisible du marché. Le système paraît figé. On semble attendre le stimulant de la préparation active à la prochaine « dernière ».

QUE NOUS PROPOSE-T-ON ?

Les derniers gouvernements ont manifesté l'intention d'équilibrer le budget tout en laissant espérer des ouvertures de crédit ou des aménagements fiscaux en faveur des entreprises qui ont su s'adapter aux conditions nouvelles du marché.

Mais l'équilibre du budget est un leurre quand le flot des dépenses est artificiellement contenu et que l'accroissement des recettes est conçu de manière à gêner l'activité économique. A plus forte raison il ne peut plus se concevoir quand les gouvernants sont liés à une politique de conservatisme social, à une politique coloniale rétrograde et à une politique étrangère orientée vers la préparation d'une nouvelle guerre.

Les gouvernants constituent comme un aréopage qui se maintient en dehors des éléments vitaux des pays, obéissant à des mobiles étrangers aux intérêts des producteurs. Ils ne peuvent même pas garantir à ceux qui produisent le minimum vital qui leur permettrait de vivre dans la dignité.

Que proposent-ils en effet aux travailleurs ? Une augmentation de la productivité par une intensification de l'effort, alors que dans les cadres du système actuel le rendement ne peut être accru que par une organisation plus rationnelle de la production et de la répartition des richesses, ainsi que des services dirigés par l'Etat; une organisation non pas imposée en vue d'aggraver les injustices actuelles, mais librement consentie et réalisée pour améliorer les conditions de travail et de vie de ceux qui produisent.

Dans ces conditions, quelle doit être l'attitude de la classe ouvrière ?

Peut-elle participer aux mesures de replâtrage destinées à consolider l'édifice croulant ? Peut-elle collaborer avec les profiteurs du régime en décomposition ?

Avec les hommes qui s'acharnent à accroître l'exploitation des travailleurs en juxtaposant à l'ancien système d'exploitation et d'oppression un étatismes écrasant, étouffant, où tout espoir d'émancipation est rendu impossible ?

NON, la classe ouvrière n'a pas à participer au renforcement de son esclavage. Elle ne peut que se retrancher dans une position de défense, tout en s'efforçant de réaliser les conditions de son émancipation. C'est dans cette voie que doit s'orienter notre mouvement syndical libre.

B) Les syndicalistes libres ont d'abord à assurer les conditions d'une défense efficace

UN MOUVEMENT SYNDICAL LIBRE ET INDEPENDANT

L'histoire du mouvement ouvrier montre que la classe ouvrière n'a résisté efficacement aux exigences de ses exploités que lorsqu'elle déterminait elle-même, en toute liberté, les buts et les modalités de son action, et qu'elle poursuivait cette action en toute indépendance vis-à-vis des patrons et de l'Etat, des courants politiques ou philosophiques. Et c'est seulement quand elle a été pleinement maîtresse de son action qu'elle a pu réaliser l'unité d'action et l'unité organique. En revanche, chaque fois que les groupes politiques ou philosophiques ont voulu imposer, par divers moyens, leurs directives aux organisations professionnelles, il en est résulté la division et la dislocation des organisations corporatives.

LES RESPONSABLES DES DIVISIONS OUVRIERES

Nous sommes en ce moment en pleine division ouvrière. La responsabilité en incombe à tous ceux qui veulent lier le mouvement syndical à une idéologie, qui ne peut être acceptée par l'ensemble des exploités, et, notamment, et surtout, aux fanatiques qui se sont ralliés à la conception stalinienne de la révolution, et ont accepté de lier le sort des prolétaires de tous les pays à celui de l'Etat russe, celui-ci étant considéré comme le foyer de la révolution mondiale.

CONTRE LE TOTALITARISME

Le mythe de la Révolution russe a fini par engendrer une véritable religion dont les adeptes sont manœuvrés automatiquement au gré du dictateur de la Russie et selon les intérêts changeants de l'Etat russe. Avec des fanatiques qui ont abdiqué toute volonté, tout esprit critique dans les mains d'un dictateur qui ne tolère aucune opposition et écrase impitoyablement toute velléité de résistance, aucune entente n'est possible.

Laissons donc les événements dessiller les yeux de ceux qui croient encore que la libération des travailleurs peut être assurée par un Etat jouissant du plus formidable appareil d'oppression que le monde ait connu.

UNION DE TOUS LES SYNDICALISTES LIBRES

Et retournons-nous vers les ouvriers restés libres et restés convaincus que leurs intérêts ne peuvent être efficacement défendus que par des organisations professionnelles libres.

A ceux-là nous lançons un vibrant appel pour qu'ils reconstituent l'union de tous les travailleurs libres dans une seule organisation syndicale indépendante de tous les mouvements politiques ou philosophiques. Une seule centrale syndicale qui se donnerait pour mission de prendre en main les intérêts de tous les exploités et réaliserait le bloc puissant des salariés épris de liberté et décidés à résister à leurs exploités, que ceux-ci jouissent de la propriété des moyens de production ou qu'ils en aient la gérance au nom de l'Etat.

Réaliser l'unité de tous les travailleurs libres, tel est notre premier but.

Et c'est pour faciliter cette union que nous estimons devoir préciser les buts d'un syndicalisme libre qui tient à exprimer fidèlement les aspirations communes de tous les exploités.

S'EN TENIR A L'ACTION DIRECTE

Les expériences des trente dernières années nous ont montré les dangers de l'action indirecte dans des institutions officielles composées de représentants de toutes les catégories sociales et choisis par des gouvernants. Une telle action détourne la classe ouvrière de son propre effort, le seul vraiment efficace; elle l'habitue à faire confiance à des organismes voués à l'impuissance, à la confusion, en raison des contradictions d'intérêts qui s'affirment en leur sein. Aussi, sans condamner la politique de présence des représentants syndicaux dans des organismes composés de délégués élus et dûment mandatés par les groupements qu'ils représentent, le congrès affirme que seule l'action directe des travailleurs unis dans des syndicats libres et indépendants peut amener le patronat et l'Etat à améliorer les conditions de travail et de vie des salariés.

DEFENSE DU DROIT DE GREVE

Il condamne toute atteinte au droit de grève, la grève restant la meilleure arme de défense des salariés, et il recommande l'application de la grève gestionnaire partout où elle est possible.

Il réclame à ce sujet que soit mise sur pied une véritable technique d'action qui conduira chaque fois à l'application d'une tactique souple et efficace dans une conjoncture donnée. Grève de harcèlement, grève de productifs, grève générale...

CONTRE LES INFLUENCES EXTERIEURES

Il condamne toute immixtion de groupements extérieurs dans la vie syndicale, pour détourner l'action ouvrière au profit d'une idéologie ou d'un impérialisme.

Il affirme son opposition catégorique à tous les totalitarismes qui écrasent l'individu pour l'asservir à un Etat tout-puissant.

POUR LA LIBERTE ET LE RESPECT DE LA PERSONNE HUMAINE

Il estime que c'est seulement dans la liberté et dans le respect de la personne humaine que l'on peut poursuivre l'amélioration du sort des exploités et les préparer à leur émancipation.

L'UNITE D'ACTION

En attendant l'unité syndicale des travailleurs libres, le congrès se prononce pour l'unité d'action de toutes les organisations syndicales libres, souhaitant la création dans chaque centre ouvrier, dans chaque branche d'industrie, régionalement et nationalement, de comités permanents de liaison dans le genre de celui qui a été constitué dans la Loire entre les Unions départementales (C.G.T.-F.O., C.F.T.C. et Fédération autonome de l'Enseignement).

Il condamne en principe l'unité d'action avec la C.G.T., l'expérience ayant démontré que la C.G.T. n'avait d'autre but, en tendant la main aux organisations voisines, que d'élargir son influence et de favoriser l'action politique des impérialistes qui la dirigent.

Cependant, quand l'intérêt ouvrier l'exige, ou l'urgence d'une action générale, il ne s'oppose pas à la création d'ententes entre toutes les organisations syndicales, si elles ont été réalisées, pour une durée limitée, sur des points précis, en vue d'objectifs à caractère purement professionnel.

C) Ils ont à assurer les conditions d'une libération des salariés de l'exploitation patronale ou étatique

La suppression de toute exploitation et de toute oppression sur les travailleurs par les représentants d'une classe ou d'une idéologie reste le but final du mouvement syndical.

CONTRE L'ETATISATION DE L'ECONOMIE

Mais la Révolution russe et les nationalisations nous ont apporté la preuve que la suppression de la propriété privée des moyens de production ne constitue pas la condition suffisante de la libération des travailleurs. Ces deux expériences nous ont montré que la remise à l'Etat des moyens de production aboutissait inévitablement à une nouvelle exploitation et à une nouvelle oppression au profit de ceux qui dirigent les moyens de production et l'Etat; ni l'une ni l'autre de ces expériences n'ont même pas réussi à assurer l'amélioration des conditions de vie que permettait d'espérer la suppression totale ou partielle du profit capitaliste.

Le congrès considère donc que l'étatisation de l'économie ne saurait constituer un moyen d'émancipation des travailleurs, cette émancipation ne pouvant être assurée par des chargés d'affaires ou par des décisions d'hommes d'Etat, mais par les travailleurs eux-mêmes, s'ils en ont la volonté.

LEMANCIPATION PAR LA CONQUETE DE L'ENTREPRISE

Ce n'est pas à l'Etat que doit être remise l'entreprise, c'est à ceux qui la font fonctionner.

Le congrès considère qu'on ne peut s'acheminer dans la voie de l'émancipation des travailleurs que dans la mesure où l'on amène les travailleurs à s'intéresser à la vie de l'entreprise où ils travaillent, à participer effectivement à son organisation, au contrôle de sa gestion.

En conséquence, il se prononce contre toute extension des prérogatives de l'Etat, pour une participation effective des représentants ouvriers à la gestion des entreprises nationalisées avec réduction des prérogatives des représentants de l'Etat en attendant leur éviction, car la présence des délégués qualifiés des consommateurs suffit à assurer la défense des intérêts de la collectivité tout entière tant que ceux-ci ne se confondront pas avec les intérêts de tous les groupes de producteurs associés.

Il se prononce pour l'extension des pouvoirs des délégués ouvriers dans les comités d'entreprise pour que ceux-ci soient vraiment associés à la gestion de l'entreprise et puissent assurer, aux dates convenues, le contrôle des techniciens délégués à la direction de l'entreprise.

Il recommande, dans les grandes entreprises, la création d'ateliers autonomes permettant aux ouvriers de faire l'apprentissage de l'organisation du travail et de la gestion de l'entreprise.

Il estime que l'expérience des coopératives de production et celle des communautés de travail doivent être encouragées car elles constituent les premières bases d'une société de producteurs librement associés en vue de la libération de tous les travailleurs.

Il y a un fossé entre le parti communiste et la masse ouvrière russe.

A. CILIGA.

(Dix ans derrière le rideau de fer)

UN SYNDICALISME CONSTRUCTIF

APPELE LES OUVRIERS A CONSTRUIRE MAIS NE CONSTRUIT PAS EN LEUR NOM

Il considère que le mouvement syndical n'a pas à entrer en discussion avec le patronat ou le gouvernement au sujet d'une augmentation de la productivité, tant que la puissance capitaliste restera complète et que la loi du profit ou l'intérêt des classes dirigeantes resteront le moteur de l'activité économique.

Il s'élève contre cette surexploitation des salariés que constitue l'affectation dans l'entreprise même d'une part de la production à l'accroissement des moyens de production, donc de la fortune des dirigeants capitalistes.

Il demande au bureau confédéral, aux fédérations, aux U.D. et aux syndicats d'intensifier l'effort d'éducation ouvrière dans le sens d'une étude plus objective de la vie de l'entreprise et de la vie économique dans son ensemble; il espère aussi préparer les travailleurs à la détermination de moyens plus efficaces de lutte contre l'exploitation du patronat et de l'Etat et les amener à envisager eux-mêmes les conditions de leur émancipation.

La reprise de conscience de la classe ouvrière, condition nécessaire de tout effort d'émancipation, est incompatible avec la participation des représentants du mouvement syndical à tout plan de production ou de répartition des richesses qui repose sur le maintien de l'autorité et les privilèges des possesseurs ou des dirigeants des moyens de production; elle est également incompatible avec l'agitation entretenue par les agents d'un impérialisme dans le seul but de favoriser la politique d'expansion de cet impérialisme, et camouflée derrière les slogans de circonstance.

Un syndicalisme n'est pas constructif parce que quelques-uns de ses dirigeants participent à l'élaboration de plans que les travailleurs n'auront qu'à appliquer passivement; il l'est, et il l'est uniquement, quand il oriente toutes ses activités vers la participation effective des ouvriers au contrôle de l'entreprise et à la répartition de sa production. C'est dans l'entreprise que se fera l'émancipation ouvrière ou elle ne se réalisera jamais; elle sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes ou ne sera pas. Ecartons définitivement l'idée d'une émancipation apportée par des élites qu'on pousse ou qu'on place au pouvoir, renonçons à ces réformes de structure conçues dans des aréopages extérieurs à la classe ouvrière pour nous en tenir à l'organisation de la conquête lente et tenace de l'entreprise par ceux qui la font fonctionner. Tout effort dans ce sens est constructif et révolutionnaire; seul cet effort est constructif et révolutionnaire. Et à ceux qui nous répliqueraient: « La classe ouvrière ne s'intéresse pas à votre effort », « on ne peut rien construire dans ce sens »..., nous répondrons: « Eh bien! même s'il devait en être ainsi, nous continuerions dans cette voie, car, par l'action directe et la lutte dans l'entreprise, nous créerons tout de même une ambiance plus efficace pour la défense. Même acculés à la seule défense, si elle est conçue et exécutée librement par les exploités, nous ferons un travail plus constructif que par délégation de pouvoirs. Ne réussirions-nous qu'à améliorer le niveau de vie des ouvriers et à leur éviter une oppression aggravée que nous n'aurions pas perdu notre temps. »

Notre titre est-il absurde ?

Plus d'efficacité,
moins d'académisme

« Notre titre est-il absurde ? », question mince en apparence, mais qui porte à conséquence.

Je suis d'accord avec Regany sur certaines critiques qu'il formule à l'encontre de la « R.P. », savoir : le contenu peu révolutionnaire de certains articles et la priorité donnée aux « professionnels de la plume ». J'ai lu avec plaisir les réponses de camarades métallurgistes. Je crois que les militants de la base sont parfaitement capables d'écrire pour la « R.P. » des articles d'intérêt immédiat qui infuseraient à notre revue un sang nouveau et régénérateur dont elle a bien besoin. Car enfin, dans notre monde bouleversé, l'immédiat ne rejoint-il pas le lointain ?

Les articles dont l'esprit et le contenu ne sont pas (ou plus) révolutionnaires sont notamment ceux de Louzon, qu'un historicisme desséchant a conduit au réformisme et au fatalisme et a privé de toute foi dans une possibilité révolutionnaire. La passion de l'Histoire ne serait-elle pas un refuge dans le passé, par dégoût du présent et par peur de l'avenir ? Les articles d'Hagnauer, pour d'autres raisons, me semblent imprégnés de réformisme, jusque dans l'action syndicale. Enfin, il règne à mon avis à la « R.P. » un certain confusionnisme dû au fait qu'on y affirme un syndicalisme révolutionnaire de principe, mais qu'on ne cherche pas à appliquer la théorie à la situation présente. D'où : proaméricanisme stérile, adhésion réelle à F.O. en tant qu'organisation, d'où le dynamisme est complètement absent et qui s'est associée à la comédie des conventions collectives et du « minimum garanti », adhésion à la nouvelle Internationale réformiste, à qui toute action réelle sera impossible.

Toutefois, je ne suis pas Regany dans son idée de faire de la « R.P. » un organe à grand tirage, avec personnel appointé. D'abord, un appointé exerce un métier, et le syndicalisme ne saurait être considéré comme tel. Il serait bon, au contraire, que nos camarades qui en sont capables s'imposent l'effort de travailler, après leur journée ou leur semaine de « boulot », à des articles pour la « R.P. ». Au besoin, il pourrait être fait appel à davantage de camarades, afin de répartir mieux les tâches et que tout le fardeau ne repose pas sur les épaules des mêmes.

D'autre part, peut-on vraiment « rapprocher les points de vue » ? Une revue comme la nôtre doit essayer de préparer l'unité à la base, mais en montrant l'idéologie révolutionnaire libertaire comme nécessaire à la solution des problèmes actuels. Montrer que le capitalisme actuel est à bout de souffle et œuvrer pour la promotion ouvrière, au sens réel du mot. Mais on n'obtiendra pas ce but en « rapprochant » les idéologies F.O., C.F.T.C., C.N.T., C.T.I., etc., par ce qu'elles pourraient avoir de commun, pour défendre une hypothétique liberté qui ne sera conquise que dans l'égalité économique. « Notre ennemi c'est notre maître » : c'est en luttant efficacement contre nos exploitateurs que nous démontrerons le mieux notre solidarité vis-à-vis de nos frères asservis.

Au point de vue tirage, si nous voulons l'augmenter de façon massive, nous devons faire des concessions à la foule inéduquée et par conséquent perdre notre caractère révolutionnaire. Il vaut mieux, n'en déplaise à certains, se contenter d'un tirage limité, un peu supérieur au tirage actuel, et faire appel à des rédacteurs bénévoles, vraiment syndicalistes révolutionnaires.

J'en arrive au nœud de la question : « La révolution prolétarienne, est-ce une expression vide de sens ? Cette révolution est-elle devenue impossible ? Et le prolétariat aurait-il cessé d'exister ? »

Comme l'a indiqué un de nos camarades, par l'évolution de la production et de l'Etat, les « prolétaires » se sont mués en « salariés » diversement hiérarchisés, et il est certain que ce fait influe fâcheusement sur la conscience de classe des travailleurs. Plus particulièrement, les « mensuels » ont tendance à se considérer comme les dépositaires d'une partie de l'autorité patronale et les dévoués zélés de celle-ci. Ce fait n'est pas nouveau, mais l'importance accrue de cette masse d'employés fait courir de gros dangers à la cohésion ouvrière. La position des centrales syndicales en faveur de la hiérarchie des salaires n'a pas peu contribué à diviser la masse ouvrière, à en rendre les différentes couches comme étrangères les unes aux autres.

Mais un fait est certain : dans l'état actuel des choses, tout contribue (je dis bien tout) à ramener la classe ouvrière à un état matériel et moral au-dessous de celui que nous et nos pères avons connu. Les travailleurs doivent se ressaisir, c'est une question de vie ou de mort pour eux, et nous devons les y aider. En réalité, la révolution prolétarienne est une nécessité pour empêcher l'humanité de sombrer dans un gouffre sans fond vers lequel la mènent des groupes intéressés. Le premier pas que doivent faire les ouvriers, c'est garder leur dignité, leur indépendance dans le travail, se serrer les coudes, adopter des revendications essentielles, c'est-à-dire intéressant l'ensemble des travailleurs. Il y a une question de position personnelle qui doit primer la question de hiérarchie : être pour ou contre le patronat.

J'en arrive à la conclusion. Question de titre ? Peu d'importance au fond. La « R.P. » peut, dans son titre, rester telle que. Adopterez-vous plutôt : « La Révolution sociale », ou « La Révolution syndicaliste » ? La « Révolution sociale » aurait mon agrément.

Il y a donc surtout un travail à faire, devant conduire à plus de dynamisme, plus d'efficacité, moins d'académisme.

Mlle LANDRY.

Le mouvement syndicaliste est une continuation

La « R.P. » est fidèle à son titre. C'est par un excès de prophétisme qu'on la juge mal. Plus je vais et plus je suis persuadé que l'histoire est faite de continuations monotones. Ceux qui crient : « Vive Thorez ! » font comme leurs anciens qui disaient au roi : « Sire, faites un coup de Majesté ! ». Les uns et les autres sont des croyants attendant des miracles de leurs législateurs, nouveaux Moïses montant au Sinaï et en revenant avec de nouvelles Tables de la Loi.

Le citoyen français voit l'histoire sous la forme d'images d'Epinal avec des événements à grand fracas. Ces événements masquent la réalité. Un jour, à propos de la *Fin des notables* de Daniel Halévy, nous en parlions Richard et moi. Après 1870, les « notables », disions-nous, ne pouvaient plus gouverner parce que la grande propriété terrienne, depuis cent ans, était en recul. Il était donc vain de s'attendrir sur leur sort. Richard me disait : « Il y avait une légalité objective en 1789 pour le pouvoir des Feuillants. Les autres pouvoirs, au fond, ne répondaient à rien. L'heure des Feuillants vint : de 1815 à 1881 au moins, ils ont été continués par les libéraux et les opportunistes. »

Le mouvement syndicaliste est une continuation et il est inévitable que les mêmes problèmes se posent dans les mêmes termes. On ne peut pas discuter cinq minutes au sujet du syndicalisme sans que se pose la question de son indépendance.

Il y a seize ans, après le Congrès de Montpellier, j'assistai à une réunion du groupe des jeunes de

l'enseignement à Lyon. Ils étaient en proie à une véritable mystique de l'Unité. Invité à prendre la parole pour exposer le point de vue des *Amis de l'Ecole Emancipée*, je dis que nous restions vigilants, armés et défaits parce qu'un syndicaliste a le devoir d'être tel.

Mes paroles troublèrent l'auditoire. On me déclara que les jeunes en avaient assez des querelles des vieux et des questions de tendances et que la charte d'Amiens était périmée.

On alla déjeuner et, comme de juste, les conversations continuèrent. Je répétais à maintes reprises que les vrais problèmes ne peuvent être esquivés parce que la réalité se charge de les poser. Aujourd'hui ces mêmes jeunes ont mis leurs pas dans nos pas parce qu'il ne pouvait en être autrement. Ils ont découvert le problème de l'indépendance syndicale, comme l'avaient découvert ceux qui s'opposaient au guesdisme. Il y a également un problème du collectivisme et un problème du communisme qui se posent exactement dans les mêmes termes qu'au temps de la première Internationale. Il n'est pas certain que de nouveaux Lénine et de nouveaux Trotsky feraient mieux que Staline parce que le communisme le mieux intentionné ne peut se passer d'une immense bureaucratie papassière et privilégiée.

Il est peut-être ennuyeux d'avoir à se répéter et à rabâcher. Mais c'est la réalité qui impose ces redites.

La « R.P. » mérite bien son titre. Elle a un budget public. Elle est honnête. On ne peut rien lui demander de plus.

A.-V. JACQUET.

Cette question m'intéresse peu

Voici ma modeste opinion sur les questions qui ont fait l'objet de plusieurs controverses dans vos derniers numéros.

1.) Le titre « Révolution prolétarienne » offre, à mon sens, le charme des choses désuètes. Les mots perdent peu à peu le sens primitif ; ce sens s'atténue, s'émousse et c'est pourquoi aujourd'hui « Révolution prolétarienne » n'a plus la signification profonde qu'y attachaient les précédentes générations de lutteurs. Vos lecteurs, que ce titre choque, réagissent beaucoup plus en fonction du passé que du présent.

Personnellement, cette question m'intéresse peu. Mais j'ai trouvé fort mince et très amusant le motif pris par un correspondant pour expliquer la gêne qu'éprouvent certains lecteurs de votre publication à la voir entre les mains du facteur ou de leur concierge !

2.) J'approuve pleinement l'article de Louzon : « La répétition générale et le drame de demain » ainsi que les commentaires dont il a entouré l'insertion des réponses contradictoires qu'il a reçues. Je n'ai donc pas besoin d'envelopper cette approbation d'un long discours. Je me bornerai à constater combien peu de personnes savent voir et reconnaître la réalité et la vérité en « réaliste ». Se gargariser de mots, s'exciter sur des textes et des motions, s'extasier ou s'indigner sur de savantes théories philosophiques leur paraît le fin du fin et fait très intellectuel. C'est du snobisme ou du rêve, aussi dangereux l'un que l'autre au réveil. Mais combien y a-t-il de révolutionnaires et de pacifistes de ce genre ? Personnellement, je préfère un bon réformiste qui a les pieds sur terre et qui voit clair !

3.) La ligne générale de la « R.P. ». — Je ne suis pas toujours d'accord avec les auteurs des articles que vous publiez. Le contraire, je pense, vous étonnerait. Ce qui me plaît dans la « R.P. » et qui fait que je la lis de bout en bout, ce n'est pas de savoir que tel article, ou tel auteur me plaît ou ne me plaît pas, c'est que j'y trouve toujours matière à réfléchir : idée nouvelle, aspect particulier d'une question, solution — quelquefois scabreuse — d'un problème, mais idée, aspect ou solution qui sont la base, pour moi, d'un point de départ. J'arrive quelquefois à un point de vue opposé à celui ex-

posé. Peu importe d'ailleurs, la « R.P. » m'a permis d'y arriver et c'est ce que je trouve de plus remarquable, par opposition à la lecture des publications « officielles ».

Bon courage.

J.-M. DESPERRIER.

Il est temps de conclure

Nous avons publié tout, absolument tout ce que nos amis ont bien voulu nous écrire à propos de la question posée par Jean Régany.

Ce faisant, la « R.P. » a prouvé une fois de plus qu'elle était réellement le seul organe de libre discussion pour les militants du mouvement syndical.

Dans ce numéro même, Jean Régany exprime en toute liberté son opinion sur l'abondant débat qu'il a soulevé.

Mais il est normal, à présent, que l'équipe qui assure le travail de rédaction et d'administration de la revue donne, à son tour, son point de vue.

Non seulement son point de vue, mais ses conclusions.

Ce sera pour le prochain numéro.

A LYON

Journée régionale d'études

Les cercles d'études syndicalistes de l'Isère, de la Loire et du Rhône vont tenir une journée commune le 1^{er} octobre à Lyon.

A cet effet, le Cercle de Lyon s'est réuni pour préparer cette journée. Voici, résumées, les conclusions auxquelles nous sommes arrivés :

Cette journée devrait nous permettre d'étudier en toute franchise, avec le courage qui vient de caractériser la position de Louzon, la situation aussi grave que délicate.

En effet, entre militants de base, dégagés de toutes pressions ou influences, il doit être possible de se pencher sur tous les problèmes importants qui conditionnent la situation des travailleurs.

En conclusion, nous pensons qu'un manifeste pourrait résumer nos positions essentielles en face de la guerre et de la situation économique et sociale.

Ce manifeste devrait pouvoir représenter une plate-forme de lutte pour tous nos camarades, à quelque centrale qu'ils appartiennent.

Cette journée devrait nous permettre également de dresser un tableau de la situation régionale et de nos possibilités.

Nous pensons qu'il sera possible de constituer un Comité régional qui pourrait assurer une liaison plus étroite entre nous.

Les initiatives et le travail de chacun en seraient facilités. Et enfin : Pourquoi pas un bulletin régional ?

Avec la volonté et la compréhension qui nous animent tous, nous sommes convaincus qu'un travail sérieux — et qui marquera sa place — sera fait dans notre région lyonnaise.

Peut-être verrons-nous renaître les traditions syndicalistes de notre région, et le premier pas sera fait dans la voie qui conduit au regroupement de tous les syndicalistes libres.

Camarades de la Loire, de l'Isère et du Rhône, la C.A. de notre Cercle de Lyon vous présente ses souhaits de bienvenue. Amitié.

DIMANCHE 1^{er} OCTOBRE

A partir de 9 heures, Brasserie de l'Etoile
1, cours Gambetta, Lyon (3^e)

(Les abonnés de la R.P. sont cordialement invités.)

POUR UNE REVUE POPULAIRE DU SYNDICALISME LIBRE

IL N'Y A PLUS DE PROLETARIAT REVOLUTIONNAIRE

Si je croyais encore en la Révolution prolétarienne et donc à l'existence d'un prolétariat révolutionnaire, je n'aurais jamais proposé aux camarades de la « R.P. » de changer leur drapeau. Si des « lecteurs » renoncent à l'abonnement à cause du titre peut-être est-ce plutôt parce qu'ils se refusent à paraître ce qu'ils ne sont pas : communistes, trotskystes, anarchistes, etc., c'est-à-dire des partisans d'une révolution politique. Oui, « les principes doivent guider l'action » (R.L. — « R. P. » d'août, p. 7). Mais encore faut-il s'entendre sur les principes. Ce sont les mauvais principes qui paralysent l'action ! Voilà pourquoi, Louzon, nous ne sommes pas d'accord !

Merci à notre vieux camarade Vallet-Sanglier de nous apporter l'encouragement de son expérience et de ses critiques. Non, « il n'y a plus de prolétariat au vieux sens du terme ». Et ce n'est pas avec des « prolétaires » qui se font un total de 500 à 800.000 francs par an que nous pouvons compter faire la révolution. « Non, la révolution n'est désirée que par ceux qui ont un idéal et qui souffrent du régime, qu'ils soient salariés ou non » (R. Fontanieu). L'erreur, « c'est d'avoir cru et de croire qu'un « prolétaire » est par définition un révolutionnaire, alors qu'il n'a souvent qu'une âme d'esclave, de valet, et qu'un cerveau, disons le mot, de parfait crétin » (J. Fontaine).

Je note que Maubec, toujours persuadé d'une « future révolution prolétarienne », reconnaît les échecs passés et finalement estime qu'il faut d'abord, aujourd'hui, travailler « à cette désintégration de la masse qui est la première condition de toute action révolutionnaire ». Bravo ! Des francs-tireurs, des empêcheurs de penser en rond, des antipolitiques, voilà ce que nous devons être. Et que la solidarité internationale soit notre préoccupation première, en réponse à tous les nouveaux nationalismes (russe, atlantique ou européen) !

UN PARTI DES SYNDICALISTES REPUBLICAINS

« La première chose, pense Meiller, c'est le regroupement des forces syndicales et révolutionnaires ». Il faut trouver ou créer ce « point de rencontre » où tous les syndicalistes de bonne foi (cégétistes, F.O., C.N.T., C.F.T.C., etc.), puissent reprendre le dialogue, sans haine ni mépris, dans une atmosphère de liberté.

Car, comme l'écrit Le Bot (métallurgiste), « c'est sur ce dernier vocable qu'il faut sans doute insister », et il propose comme sous-titre « Revue du Syndicalisme Libre ».

Ce « Parti Republicain du Syndicalisme » (ou cette Ligue des Partisans Syndicalistes) que J. Duperray préconise, nous y avons souvent pensé. Fatigués d'exiger — souvent sans être écoutés de nos dirigeants syndicaux — que la politique ne se mêle pas à nos discussions professionnelles, peut-être sommes-nous plus nombreux qu'on ne croit à souhaiter que se constitue ce « Parti des Syndicalistes » qui, loyalement, se proposerait d'utiliser l'arme électorale pour la défense et la promotion du syndicalisme. L'action syndicale se réduit trop souvent de nos jours à « faire pression » sur les « élus » ; pourquoi ne pas exiger plutôt notre représentation directe au Parlement en tant que syndiqués ? S'il reste un pays d'Europe où l'espoir est encore permis aux travailleurs, n'est-ce pas l'Angleterre travailliste ?

SYNDICALISTES D'ABORD

Que ce « Parti » ou cette « Ligue » soit ou non constitué l'essentiel, pour la revue, cette nouvelle « R.P. » que nous rêvons, c'est qu'elle en devienne déjà la tribune, et comme le lieu de naissance. Mais pour cela il faudrait que chacun des rédacteurs de la revue s'obstine à considérer tous les problèmes en syndicaliste d'abord, en plaçant en

première urgence les problèmes concernant l'évolution, l'action, l'éducation syndicales.

Assez de bla-bla-bla politique ! Notre camarade du Doubs a raison : toutes ces polémiques, ces considérations de haute politique internationale, ce « bla-bla-bla » d'intellectuels en mal d'idées et de prédictions nous dégoûtent finalement de tout, et de nous-mêmes !

Il est question d'une revue syndicaliste et à chaque page de la « R.P. », au lieu de trouver un argument, un conseil, un document qui aide les militants, ou un conte, un mot comique, le compte rendu d'un livre ou d'un film, qui leur permette de se délasser un peu, — partout : la politique ! L'Amérique et la Corée, Trotsky et l'Angleterre, les SS et Staline, et encore les querelles autour de l'épuration, et encore la Corée, six pages de polémique sans résultat, chacun restant finalement sur ses positions.

NEUTRALITE SYNDICALISTE COMBATTANTE

En tant que syndicalistes, nous n'avons pas à jouer les stratèges, à prévoir ce qu'il faudra faire si les tanks russes envahissent l'Allemagne (ou si les tanks américains débarquent dans un port français, etc.), mais d'abord à lutter pour préserver la paix ; ce qui nous conduit à définir une politique de neutralité combattante — et non pas une politique de soumission — ou de pacifisme à tout prix !

Claude Bourdet et ses collaborateurs poursuivent dans leur hebdomadaire l'Observateur une campagne systématique en faveur de ce mot d'ordre, et il ne m'apparaît pas, après réflexion, que ces journalistes honnêtes, ces intellectuels sans parti pris, soient frappés « d'idiotie congénitale » (l'expression est de Louzon, dans la « R.P. » de juillet). L'injure ou le mépris ne sont pas des arguments mais plutôt un signe de faiblesse.

Il est bien difficile de résumer tous les arguments qu'on a pu donner en faveur d'une neutralité armée. Pour l'essentiel nous dirons :

1.) le réarmement « classique » de la France dans le cadre du Pacte atlantique conduit inévitablement : à une subordination de plus en plus grande envers les Etats-Unis (et leurs trusts), — à demander le réarmement des ex-Etats fascistes ennemis (et la mise en liberté des ex-généraux ou maréchaux de l'Axe — voir les journaux pour confirmation) ; — à faire payer (par l'inflation, la hausse des prix et le blocage des salaires) le réarmement par la classe ouvrière, d'où un renforcement automatique du P.C.F. et de la C.G.T., — d'où en définitive une diminution de la force morale de résistance du peuple français à toute agression ;

2.) l'organisation d'une résistance armée défensive (avions d'interception, unités mobiles à effectif réduit mais fortement armées, etc.), sur le modèle suisse (le seul pays neutre qui n'a pas été envahi), dirigée contre tout agresseur, en liaison avec la liquidation immédiate de la guerre d'Indochine et une politique d'amitié loyale avec les peuples libérés de l'Union française, permettrait de préserver l'essentiel des conquêtes ouvrières, et, en détachant du P.C. (s'il s'obstine dans une trop grande subordination envers la politique russe) une masse de sympathisants importante donnerait l'espoir d'un nouveau « Front populaire pour la Paix et la Liberté ».

LA FIN ET LES MOYENS

Peut-être est-il déjà trop tard pour prôner cette politique de « libération » ! Que vienne la guerre, au moins aurons-nous témoigné de notre refus et, jusqu'au dernier jour, lutté par nos propres moyens pour maintenir la paix.

Assez de théoriciens et d'idéologues qui finissent toujours par déterminer les hommes à devenir des assassins, car, pour eux, toujours, la fin justifie les moyens.

LIVRES REVUES JOURNAUX

DANIEL GUÉRIN : Où va le peuple américain ?
Julliard, éd. 480 francs.

Avec Louis Simon qui veut « placer en ligne avancée les réalisations individuelles », nous pensons à la nécessité « d'une éthique révolutionnaire », d'une morale de l'action syndicale, dont la base pourrait être dans le refus des *moyens* qui risquent de compromettre la *fin* cherchée. S'il faut — encore une fois — se résigner à la guerre pour avoir la Paix — ou la Révolution — il est préférable de se résigner, loyalement, et tout de suite à ne pas rechercher la Paix, ni la Révolution. Si l'on veut cependant s'obstiner à cette démarche il faut refuser le moyen de la guerre.

Ainsi les ouvriers ne « croient plus en grande chose » et c'est l'un d'eux qui l'écrit à la « R.P. »... « Le socialisme, le communisme ? Autres formes d'exploitation... ». Ont-ils tort ou raison ? Est-ce une minorité ou une majorité qui pense ainsi ? Nous serions tentés par notre expérience personnelle de croire à la majorité, ce qui éloigne terriblement les chances d'une « révolution ». Ce qui nous rend, par contre, l'énigmatique Russie soudain humaine et proche, car nous lisons dans le livre de Ciliga : « Sibérie » (1), p. 111 : « Mon ami le forgeron n'éprouvait aucun intérêt pour la politique. Pour eux (lui et sa famille) les communistes c'étaient les chefs, les exploités. » Et plus loin, Ciliga traduit la psychologie de l'ouvrier russe : « A quoi mène la lutte ? A quoi servirait une nouvelle révolution ?... On ne nous y prendra plus !... »

LE MYTHE DE SISYPHE

« Révolution prolétarienne » ? Même ceux qui ne croient pas que c'est un titre *absurde*, comme G. Ch. (métallo), ou « un ami de Clermont-Ferrand », écrivent l'un qu'il faut le conserver parce qu'il « est un des derniers vestiges de ce qui reste peut-être de révolutionnaire dans notre pays », l'autre, « qu'il ne correspond plus aux possibilités actuelles », deux constatations sur lesquelles nous sommes tout à fait d'accord. Mais une expression révolutionnaire qui ne correspond pas à la réalité, un mot d'ordre, un drapeau, qui n'ont aucun attrait pour les lecteurs que l'on veut atteindre, n'est-ce pas, pour une revue, le comble de l'absurde ?

Quand, à un abonné qui donne des raisons fort pertinentes de sa désaffection (« votre titre n'est plus d'actualité... Vous avez été trop durs pour les tenants de l'autonomie qui dans le corps enseignant ont tenu le coup... » « R.P. » de juillet, p. 16), un des responsables de la revue répond avec désinvolture que « ce qui paraît grave en cette dernière lettre, ce n'est pas le désabonnement... », quelle absurdité encore ! L'important, pour une revue, n'est donc pas de *vivre* ? Et, pour cela, de conserver au moins ses abonnés ?

Quand j'épluche les listes de souscription ou les abonnements de soutien, et que je retrouve trop souvent les noms des principaux rédacteurs de la « R.P. », tout en applaudissant à leur inlassable dévouement, je pense qu'il serait plus logique, cependant, que la revue appointe le travail de sa rédaction.

Ainsi les camarades de la « R.P. » renouvellent « le mythe de Sisyphe » ... que « les dieux avaient condamné à rouler sans cesse un rocher jusqu'au sommet d'une montagne d'où la pierre retombait par son propre poids » (Albert Camus).

Mais voici *l'heure de la conscience* : un prolétariat inexistant — ou pourri —, une révolution impossible si l'on refuse la guerre et la mort des autres, que décidez-vous enfin ?

Souhaitons que chacun de nous, à la limite d'un « raisonnement absurde » qui le conduit à la conscience puisse, comme A. Camus, écrire : « Ainsi, je tire de l'absurde trois conséquences qui sont ma *révolte*, ma *liberté* et ma *passion* » (2).

J. REGANY.

(1) Dix ans derrière le rideau de fer. (2 vol.). I. Au pays du mensonge déconcertant. II. Sibérie, terre de l'exil et de l'industrialisation. Edit. Plon, 1950.

(2) Le mythe de Sisyphe. Essai sur l'absurde. Un livre sur lequel nous reviendrons dans une prochaine chronique.

Cet ouvrage est le fruit d'une enquête menée aux Etats-Unis pendant deux années, grâce, nous apprend l'auteur, à une bourse d'études du ministère des Affaires étrangères. Durant ce séjour, Guérin a certainement beaucoup lu et, probablement, beaucoup vu. Sur ce qu'il appelle « le règne des monopoles » et sur le mouvement ouvrier, il apporte une documentation abondante. Pourquoi n'en a-t-il pas tiré un meilleur profit ? Les trois chapitres parus au début de l'année aux Temps Modernes permettaient déjà d'en voir la raison ; maintenant qu'on dispose de l'ouvrage entier il est encore plus facile de la préciser. Guérin a abordé des problèmes qui ne sont simples qu'en apparence à l'aide d'une critique qu'il a trouvée là-bas toute faite et dans laquelle il s'est installé pour apprécier les événements, les organisations et les hommes. En lisant son livre on a l'impression d'une suite d'articles relevant de la polémique plutôt que d'une contribution à l'histoire. Même lorsqu'on voudrait ratifier son jugement, on ne peut le faire sans réserves.

Il est bien vrai que Gompers, personnellement, et les Unions groupées dans l'« American Federation of Labor » ont été, pendant longtemps et pour une part, un obstacle à l'essor du mouvement syndical. Mais là déjà il faudrait distinguer : ces Unions sont loin d'être bâties toutes sur le même modèle, et les liens très lâches qui les unissent entre elles et au centre leur assurent une grande liberté d'action. Et les employeurs ne finirent par s'en accommoder assez bien qu'après avoir eu recours à tous les moyens pour les empêcher de se former et de se développer. Voici des lignes extraites du livre de Louis Adamic, « Dynamite », auquel Guérin a emprunté son épigraphe : « Tandis que Gompers parlait et écrivait (contre la violence) les Unions de l'A.F. of L. avaient recours à plus de violence — certainement à une violence mieux organisée — que les mouvements révolutionnaires illégaux qu'il dénonçait. » C'était le cas, entre autres, d'une union du Bâtiment, celle des charpentiers en fer et constructeurs de ponts, dans laquelle on trouvait, à côté des ouvriers qualifiés, une grande majorité de manœuvres. Les attentats étaient préparés dans le bureau de l'Union par le secrétaire, John J. McNamara, dont le principal collaborateur pour ce genre d'opérations était son frère, James. Après avoir organisé, en Californie, les travailleurs de San Francisco, l'Union se heurtait, dans la région de Los Angeles, à une résistance opiniâtre dirigée par le propriétaire du quotidien de Los Angeles, « The Times ». Une bombe fut déposée dans l'immeuble du journal et le détruisit.

Des ouvriers non qualifiés, des noirs, les porteurs des wagons-lits Pullman, guidés par Philipp Randolph, imposèrent, après une longue lutte, leur syndicat à la compagnie, et obtinrent des conditions de travail décentes. Ce syndicat fait partie de l'A.F. of L., ce qui permet à Randolph d'intervenir dans chaque congrès pour y défendre les revendications spéciales aux travailleurs de couleur, qui ne se heurtent pas seulement aux employeurs mais, trop souvent encore, aux travailleurs blancs. Sont aussi dans l'A.F. of L. les 300.000 ouvriers et ouvrières de la confection pour femmes, groupés dans une Union dont le souci dominant est de compléter la défense des intérêts corporatifs par des œuvres annexes de toutes sortes, d'éducation, de solidarité. Dans les années précédant la première guerre mondiale, des militants syndicalistes révolutionnaires estimaient que c'était à l'intérieur de la Fédération qu'il fallait lutter pour en combattre les tares.

On trouve en Amérique des Européens mal adaptés qui regrettent l'Europe. Mais on n'en trouve pas qui n'apprécient les commodités de la vie américaine et qui ne soient sensibles à une atmosphère de liberté, à ce qu'il y a de réellement démocratique.

que dans le mode de vie américain. Tel n'est pas, cependant, le cas de Daniel Guérin qui, là-bas, a étouffé durant deux années et n'a vu que des hommes qui étouffaient. Si on assiste maintenant à des mesures restrictives de la liberté, c'est justement dans la mesure où l'Amérique se rapproche de l'Europe et l'imite. Il a fallu la deuxième guerre mondiale et la proclamation présidentielle du « Selective Service » pour que tous les hommes vivant aux Etats-Unis soient tenus de se faire inscrire sur les listes de recrutement.

C'est que Guérin a découvert les trusts, monstres redoutables qui écrasent les ouvriers, empoisonnent les consommateurs, font du citoyen une dérision. Ils existaient cependant depuis quelque temps déjà quand il est arrivé en Amérique. On pouvait les connaître. La première loi qui s'occupe d'eux date de 1890. Même le thème des 200 familles, ou des 60 familles, ou d'un nombre de familles encore moindre, n'est pas nouveau. Les trusts disposent d'une puissance considérable dans le domaine de la production et de la distribution, et il va de soi qu'ils exercent par là une influence sur la politique américaine. Je laisse de côté la question des conditions de travail dans les petites boîtes et dans les vastes usines des trusts ; des consommateurs je dirai seulement qu'ils ont le choix entre les grands magasins d'alimentation et les petits commerçants qui n'ont pas du tout disparu et qui, comme partout, volent sur le poids et « se trompent » dans les additions ; je veux me borner à quelques remarques.

La législation concernant les trusts a pour principal objet d'empêcher l'établissement de monopoles privés. Il y a, dans tous les domaines, des entreprises concurrentes — celles de l'auto étant les mieux connues — qui, même lorsqu'elles concluent des accords plus ou moins tacites pour la fixation des tarifs et des prix, restent en compétition dans la lutte pour le marché, et ne forment pas, non plus, un front uni contre les ouvriers, ainsi qu'on l'a vu lors des grandes grèves qui ont marqué le retour aux fabrications de paix, et, récemment, lors de la grève des travailleurs des aciéries.

Des monopoles, il y en a eu dans le passé : celui de Rockefeller entre autres, qui fut vraiment dans un temps roi absolu du pétrole. Il avait anéanti successivement tous ses concurrents, et s'opposait farouchement aux organisations ouvrières. Il ignorait les lois que les Etats-Unis votaient pour la protection des travailleurs ; il avait une milice spéciale. Au début de 1914, les 11.000 ouvriers des mines de charbon qu'il possédait dans le Colorado engagèrent une lutte qu'ils voulaient décisive pour imposer une atténuation aux dures conditions de travail. Il les fit d'abord chasser des maisons qu'ils occupaient, puis, comme ils avaient établi un camp dans le voisinage, il lança contre eux ses sbires qui tirèrent sur les ouvriers et incendièrent les tentes. Les descendants de Rockefeller pourraient-ils aujourd'hui répéter cet exploit ? Aujourd'hui ils sont contraints de recevoir les délégués du syndicat et d'examiner avec eux les stipulations des contrats collectifs. Dans la dernière grève des mineurs, Lewis a trouvé des juges pour lui donner raison contre les compagnies, contre le gouvernement, malgré les dispositions restrictives de la loi Taft-Hartley.

Ce sont là des points de repère qui permettent de mesurer exactement la puissance politique des trusts, surtout de la suivre dans ses développements, de voir si elle croît ou décline. On pourrait en relever beaucoup d'autres, revenant toujours à la même conclusion. Je n'en citerai qu'un. Guérin s'étend sur l'emprise des trusts sur la presse, par laquelle, dit-il, ils abâtissent la population.

(Demandons-nous, en passant, comment un Français connaissant la presse française d'aujourd'hui, peut-il être sévère pour la presse d'autres pays). Les trusts doivent donc mener l'électeur à leur gré. Or Roosevelt triompha du candidat de Wall Street dans quatre élections successives — fait unique dans l'histoire politique de l'Amérique — alors que les « chaînes » des trusts, les grands journaux, menaient toute campagne contre lui. Le trust n'était donc pas, ici, tout-puissant, et, conclusion subsidiaire, le citoyen américain n'est pas aussi abruti que Guérin le prétend.

J'ai déjà indiqué l'extravagance de la comparaison qui veut faire de John L. Lewis Robespierre. Celle

qui rapproche Daniel de Leon de Sorel n'est pas moins inquiétante. Ce qui caractérise l'activité littéraire de Sorel ce sont ses incarnations successives : jauresiste, antijauresiste, marxiste, syndicaliste, bergsonien, nationaliste, sympathisant bolcheviste — « la multiplicité des opinions que j'ai successivement adoptées », dit-il lui-même. Et toujours du dehors. De Leon est, en tous points, le contraire. Il a une doctrine — dont il ne bougera jamais d'un pouce — aux contours si rigides qu'il ne pourra même pas travailler en commun avec des hommes et des groupements, d'accord pourtant avec lui sur des conceptions essentielles. Il a son parti, le « Socialist Labor Party », auquel il attribue le rôle prépondérant ; son organisation syndicale, sur la base du syndicat d'industrie. Il est toujours au cœur de l'action, même des manœuvres de conférences et de congrès, bataillant contre les autres groupements socialistes et syndicalistes, et, bien que disparu en 1914, revit aujourd'hui encore tout entier dans ses disciples qui reprennent, sans y rien changer, ses thèses, au point que les leaders de leur hebdomadaire sont souvent de simples réimpressions d'articles écrits par De Leon il y a un demi-siècle. — A. ROSMER.

FAITS et DOCUMENTS

LES FAITS DU MOIS

MARDI 1^{er} AOUT. — A la suite des sanglants incidents de Liège, le roi Léopold délègue ses pouvoirs au prince Baudouin.

MERCREDI 2. — Des renforts de « Marines » commencent à débarquer en Corée.

Washington songe à la création d'une force internationale pour la défense des pays menacés par Moscou.

JEUDI 3. — Les Nord-Coréens cherchent à tourner, par le Sud, le dispositif américain centré sur Taegu.

LUNDI 6. — Le président Truman demande près de 16 milliards de dollars de crédits supplémentaires pour la guerre de Corée.

JEUDI 10. — A Strasbourg, M. Bidault propose un ministre européen de la Défense.

En Corée, les Américains progressent dans le Sud « lentement mais sûrement ».

SAMEDI 12. — A Strasbourg, M. Churchill demande la création immédiate d'une armée européenne.

Pohang, en flammes, évacué par les Américains qui, au sud, reprennent Chinju.

MERCREDI 16. — Au Conseil de l'Europe, conservateurs et travailleurs anglais continuent à s'opposer au plan Schuman (pool acier-charbon).

JEUDI 17. — Nouvelle menace communiste contre Taegu, par le Nord.

VENDREDI 18. — Les Nord-Coréens continuent à franchir le Nakdong.

Le Cabinet tunisien est remanié. Un ancien collaborateur de Moncef Bey est nommé premier ministre. Le secrétaire général du Néo-Destour entre au gouvernement.

SAMEDI 19. — Taegu évacuée est bombardée par les Nordistes, Pohang est repris par les Sudistes.

MARDI 22. — M. Adenauer veut réarmer l'Allemagne.

JEUDI 24. — Le salaire minimum garanti basé sur une durée de travail de 200 heures par mois est fixé à 78 francs l'heure à Paris.

VENDREDI 25. — M. Adenauer demande aux Alliés de masser des forces puissantes le long du rideau de fer.

Les Nord-Coréens décrochent devant Taegu mais semblent préparer une offensive dans le secteur oriental.

SAMEDI 26. — La Chine communiste réclame le retrait des forces américaines de Formose.

MERCREDI 30. — L'Assemblée Européenne rejette les projets de fédération continentale.

Pacifisme et internationalisme

d'une lettre du camarade Barbé, l'ancien directeur du *Semeur*, le journal pacifiste normand d'avant guerre :

Pour ma part, ma position est prise depuis le jour où la Russie stalinienne a remplacé sur le plan international le danger hitlérien. Le succès de la Russie entraînerait la suppression pure et simple des libertés syndicales, sociales et politiques, ainsi que celle de toutes les opinions en dehors du credo moscovite. Je ne pense pas que ce soit le but recherché par les pacifistes : permettre la victoire de leurs plus mortels adversaires.

Si le but du pacifisme est de défendre l'individu et les peuples contre la guerre et contre les maux qui en découlent, c'est à la condition que le refus de se battre ne comporte point de conséquences fâcheuses pour ces mêmes individus et peuples. Cette condition était remplie jusqu'ici parce que les peuples qui se battaient avaient plus ou moins des civilisations identiques, des cultures semblables, des régimes sociaux analogues.

Mais ce qui était vrai hier ne l'est plus aujourd'hui. Vivre autrefois sous le régime allemand, ou anglais, ou français, ne faisait pas grande différence, aussi la guerre, à ce moment, était-elle le pire des maux ; mais aujourd'hui, ce que nous connaissons du régime bolchevik, nous oblige à réviser cette opinion. La guerre n'est plus le pire des maux car si jusqu'ici, elle causait des désastres, réduisait les libertés, retardait le progrès humain, elle n'avait tout de même pas pour but la suppression de toutes les libertés, comme c'est le but du communisme russe.

Il est impossible, comme Ponce Pilate, de se laver les mains. Entre la guerre, qui nous ruinera, et la victoire stalinienne, qui rayerait l'humanité du monde des êtres pensants, mon choix est fait.

Il n'y a pas de liberté dans la misère

Nous tirons du *Monde* du 9 septembre ces extraits d'un discours que M. Eugène Black, président de la Banque internationale, a prononcé à Paris, le même jour, à l'occasion d'une session des organismes de Bretton Woods. Sans se faire d'illusion sur la bonté d'âme des capitalistes yankees, il faut reconnaître qu'ils ont une intelligence plus exacte de la situation que les nôtres !

La force la plus puissante déterminant le cours de l'histoire à notre époque réside peut-être dans l'éveil de la conscience des masses déshéritées à l'idée que la pauvreté, l'insalubrité et l'ignorance où elles vivent ne sont pas inéluctables, et aussi dans le fait qu'elles sont profondément convaincues de leur droit de mieux gagner leur vie et de prétendre à un avenir meilleur pour leurs enfants. Pour ceux d'entre nous qui jouissent des grands bienfaits de la liberté, il est souvent difficile de comprendre l'appel d'une idéologie qui, dans la pratique, refuse à l'individu le droit de régir son propre devenir. Mais pour ceux qui n'ont pas cette chance, la liberté est bien peu de chose quand elle ne consiste qu'à vivre dans la misère. Chez ceux-là toute promesse d'âge d'or, quelque peu fondée qu'elle soit en fait, a son écho, car dans toute promesse de changement ils voient au moins un espoir d'amélioration.

Nous pouvons supprimer une cause de « futures Corées » si seulement nous parvenons à maintenir un espoir réel et bien fondé d'améliorer le bien-être matériel de tous, condition essentielle de la dignité et du propre respect de chacun. C'est l'existence de la pauvreté et de la misère largement répandues qui a stimulé la propagation du virus qui, aujourd'hui, menace la paix du monde.

Il est dangereusement illusoire, à mon avis, de croire que le niveau de vie des masses peut être relevé sans modifier une structure économique qui permet à une minorité de jouir de la plus grande partie du revenu national...

Voici, d'après les *Etudes matérialistes* de juillet, les passages essentiels

Un pas vers le socialisme ouvrier... mais c'est en Allemagne

Le Parlement de l'Etat de Hesse dans la zone américaine d'Allemagne avait voté il y a deux ans une loi sur les Conseils ouvriers dont le caractère « révolutionnaire » avait effrayé le haut commissaire américain d'alors, le général Clay, qui en avait suspendu l'exécution. Cette interdiction a été levée par l'actuel haut commissaire, Mac Cloy.

Voici les dispositions principales de cette loi :

Dans toute entreprise employant plus de 25 personnes, le Conseil ouvrier de l'entreprise a le droit :

1.) d'exiger deux sièges dans le Conseil d'administration ;

2.) de décider, conjointement avec la direction, de toutes les questions économiques relatives à la production, aux méthodes de fabrication, aux méthodes de vente, aux agrandissements ou aux changements à effectuer dans les usines, ainsi qu'à l'introduction de nouvelles méthodes de travail ;

3.) de concourir à l'établissement d'un travail régulier et de plans de production ;

4.) de prendre connaissance des bilans, de toutes les pièces relatives aux affaires, des livres, de la correspondance et des contrats. Le Conseil ouvrier peut d'ailleurs, s'il le désire, demander à des experts de vérifier les comptes de la compagnie.

Enfin les propriétaires de l'usine sont obligés de fournir tous les trois mois un rapport au Conseil ouvrier sur leur activité commerciale.

Rappelons que des pouvoirs analogues avaient été octroyés aux conseillers d'entreprise d'Allemagne aussitôt après la révolution de 1918, mais qu'ils leur avaient été bientôt enlevés par la République de Weimar.

ENTRE NOUS

RENOUVELEZ, S. V. P.

Les vacances ont fait chômer cette rubrique, le mois dernier.

Mais — c'est encore une de nos singularités — la « R.P. », elle, n'a pas pris de congé.

Au mois d'août nous avons donc dû payer l'imprimeur absolument comme les autres mois.

Conséquence obligatoire, car les recettes ont, elles, souffert de la chaleur, les fonds sont en baisse. On le verra à la couverture.

Appel est donc adressé à tous ceux dont l'abonnement s'est terminé en juillet et en août (ils ont été prévenus), pour qu'ils nous expédient leur renouvellement sans attendre.

AUX RETARDATAIRES

Nous avons annoncé que nous vous ferions présenter à domicile, chers négligents, une quittance de renouvellement d'un an, plus les frais.

Le temps nous a manqué pour ce faire.

Ce sera pour la fin du présent mois.

Alors, pas de blague ! Réservez bon accueil au facteur.

UNE CONFERENCE DE JEAN MAITRON

Le mois prochain, nos abonnés parisiens seront conviés à une conférence de Jean Maitron sur son ouvrage, à paraître : « Histoire du mouvement anarchiste en France (1880-1914) ».

Croyez-nous, cela vaudra le déplacement.

AU PROCHAIN NUMERO

Nous publierons dans le prochain numéro un compte rendu du premier congrès de la Fédération Force Ouvrière des travailleurs de l'Alimentation et de l'Hôtellerie, qui s'est tenu à Paris les 16 et 17 septembre.

Le gérant : J.-P. FINIDORI



Les Editions Polyglottes
232, rue de Charenton, Paris-12^e

D'où vient l'argent ?

MOIS D'AOUT 1950

RECETTES

Abonnements		
Ordinaires	11.630	
De soutien : néant.		
Souscription	1.350	
Vente au numéro	1.650	
Remboursement téléphone	2.000	
Total des recettes	16.630	
En caisse et au chèque postal le 1 ^{er} août ..	198.060	
		212.690

DEPENSES

Impression		
Numéro d'août	58.608	
Routage, affranchissements, expéditions	5.159	
Frais généraux	707	
Total des dépenses	64.474	

Reste au 31 août :

En caisse	9.051	
Au chèque postal	139.165	148.216
Balance	212.690	

MOUVEMENT DES ABONNES

Au 1^{er} août : 1.480.
 Au 31 août : 1.492.
 Reçu dans le mois : Allier, 1 ; Creuse, 1 ; Loire-Inférieure, 1 ; Haute-Savoie, 1. — Total : 4.

LA SOUSCRIPTION

Belle (Isère), 100 ; Cazaubon (Hautes-Pyrénées) 100 ; Balandreau (Drôme) 100 ; Pierre Cottet (Paris) 100 ; Fédération F.O. de la Pharmacie, 100 ; Pierre Vaquez (Oise), 50 ; René Cuchet (Isère) 200 ; Ligner (Seine-et-Oise) 200 ; Mercier (Isère) 100 ; Buren (Côte d'Or), 300. — Total : 1.350 francs.

LA VENTE AU NUMERO

Divers, au bureau : 1.650 francs.

Merci à toutes et à tous !

**A paraître
 par souscription**

Jean Maitron

**Histoire du Mouvement
 anarchiste en France
 De 1880 à 1914**

**S'insérer à la
 "Révolution Proletarienne"**

LA DOCUMENTATION ÉCONOMIQUE ET SYNDICALE

Coopérative d'édition et de librairie

198, AVENUE DU MAINE, PARIS-XIV^e

C. C. P. 5450.00 Paris.

NOUVEAUTES ET REIMPRESSIONS

M. Leriche et G. Prevot : <i>Bibliothèque scolaire et d'enfant</i>	180
« La Nef » : <i>Le socialisme français victime du marxisme</i>	300
Emmanuel Mounier : <i>Feu la chrétienté</i>	330
Cahiers internationaux de sociologie : <i>Le Bras, Friedmann, Levi-Strauss, Angell, Levy-Bruhl, Sorre</i>	250
Katherine Mansfield : <i>Le voyage indiscret</i>	290
Schwarzschild : <i>Karl Marx</i>	495
C. S. Forestier : <i>Capitaine Hornblower</i>	580
Graham Greene : <i>Le ministère de la peur</i>	390
J. Martet : <i>Gubbiah</i>	270
G. Orwell : <i>Tragédie birmane</i>	300
A. M. Selinko : <i>Aujourd'hui mon mari se marie</i>	275
Steinbeck : <i>La Perle</i>	245
E. Herriot : <i>Episodes 1940-1944</i>	225

SPARTACUS

CAHIERS MENSUELS

SERIE A 1946 : 350 fr. ; franco, 400 fr.

	Fr.
1. Jean JAURES. — L'Eglise et la Laïcité	30
2. Hugo JORDI. — La prise du Pouvoir	40
3. Charles ALLIGIER. — Socialisme, Bolchevisme et France	40
4. Rosa LUXEMBOURG. — La Révolution Russe	40
5. R. LEFEUVRE. — La politique communiste (Ligne et Tournants)	40
6. Jean COTEREAU. — L'Eglise a-t-elle collaboré ?	40
7. Rosa LUXEMBOURG. — Marxisme contre Dictature	40
8. JAURES et LAFARGUE. — Idéalisme et Matérialisme	30
9. Marcel OLLIVIER. — Le Guépéou en Espagne	40
10. Camille BERNERI. — Guerre de classes en Espagne	40
11. A. et D. PRUDHOMMEAUX. — La Catalogne libertaire 1936-1937	40
12. Suzanne CHARPY. — Prendrons-nous les Usines ?	30

SERIE A 1947 : 380 fr. ; franco, 430 fr.

13. Victor SERGE. — Le nouvel Impérialisme russe	40
14. Victor SERGE. — 16 Fusillés à Moscou : Zinoviev, Kamenev	50
15. M. YVON. — Ce qu'est devenue la Révolution russe	60
16. Z. ZAREMBA. — La Commune de Varsovie	40
17. Jean COTEREAU. — Le Complot Clérical	40
18. P.-L. TOMORI. — Qui succèdera au capitalisme ?	40
19. Rosa LUXEMBOURG. — Réforme ou Révolution ?	90
20. A. FERRAT. — Révolution soviétique et Troisième Internationale	30
21. Rosa LUXEMBOURG. — Grève générale, Parti et Syndicats	80
22. Karl KAUTSKY. — Les trois sources du marxisme	40

SERIE A 1948-1950 : Abonnement, 350 fr.

23. Anton CILIGA. — Lénine et la Révolution	40
24. Jean JAURES. — Le manifeste communiste de Marx et Engels	30
25. Berthe FOUCHERE. — La vie héroïque de Rosa Luxembourg	40
26. ROSMER et MODIANO. — Union sacrée 1914	50
27. MARX et ENGELS. — Le Manifeste communiste	30
28. PLEKHANOFF. — La Conception matérialiste de l'Histoire	30
29. Paul LAFARGUE. — Le Droit à la paresse	40
30. DAN et MARTOV. — La Dictature du prolétariat	40
31. JAURES et GUESDE. — Les deux méthodes	30
32. Jules GUESDE. — La socialisme (double réponse...)	60

SERIE B 1948 : 900 fr. ; franco, 1.000 fr.

1. CEYRAT. — La trahison permanente (documents communistes clandestins)	150
2. Jean JACQUES. — Vie et mort des Corporations	125
3. M. DOMMANGET. — Révolution et Drapeau rouge en 1848	80
4. MARX et ENGELS. — Programmes socialistes de Gotha et d'Erfurt	80
5. Rosa LUXEMBOURG. — Vie héroïque. Lettres de la Prison. La Révolution Russe La Responsabilité historique	80
6. Robert LOUZON. — L'Ere de l'Impérialisme	80
7. Dwight MACDONALD. — Partir de l'Homme	150
8. Lucien LAURAT. — Déchéance de l'Europe	125
9. Sylvain WISNER. — L'Algérie dans l'Impasse	150
10. M. DOMMANGET. — Jacques Roux, le curé rouge	100

SERIE B 1949 : Abonnement, 900 fr.

11. Ida METT. — La Commune de Cronstadt 1921	100
12. Max STIRNER. — L'Unique et sa propriété	500
13. Jules GUESDE. — Collectivisme et Révolution	80
14. VINATREL. — L'U.R.S.S. concentrationnaire - Travail forcé	150
15. PRUDHOMMEAUX. — Spartacus, la Commune de Berlin 1918-1919	150
16. JAURES. — Commentaire, controverse et discours	80

Adresser commandes à :

J. LEFEUVRE, 5, rue Ste Croix-de-la-Bretonnerie, Paris (IV^e)

C.O.H.P. PARIS 633-75.